



*Ouvrons  
ensemble*  
**la fenêtre  
des possibles**



4



## Action Logement en un clin d'œil

**Regards sur 2024** - Entretien croisé avec Bruno Arcadipane, président d'Action Logement Groupe, et Bruno Lindowna, vice-président

**Édito** de Nadia Bouyer, directrice générale d'Action Logement Groupe

**Les temps forts** d'Action Logement en 2024

**Une stratégie RSE** déployée dans tous les territoires

14



## Chapitre 1

### C'est déterminant d'être bien logé pour accéder à l'emploi

- Une mobilisation contractuelle réussie
- Des financements pour produire plus et mieux
- Développer le lien social et la qualité de vie
- Garantir la sûreté et la tranquillité résidentielle

24



## Chapitre 2

### C'est essentiel pour les entreprises de pouvoir recruter des talents

- Faciliter la mobilité résidentielle en lien avec l'emploi
- Fluidifier les parcours résidentiels

46



## Chapitre 6

### C'est impératif de contribuer à la transition environnementale

- Construire des logements économes et vertueux
- Réhabiliter pour améliorer la qualité des logements

52



## Chapitre 7

### C'est vital de soutenir le développement de tous les territoires

- Un engagement amplifié pour le renouvellement urbain
- Les cœurs de villes moyennes, au cœur des enjeux
- Une mobilisation forte en faveur du logement ultramarin

60



## Chapitre 8

### C'est prioritaire de participer à la réindustrialisation et d'innover

- Participer au défi de la réindustrialisation
- L'innovation au service du lien emploi-logement

## Rapport d'activité 2024

Directrice de la publication : Nadia Bouyer - Direction de la rédaction : Jean-François Faucher, Sophie Benard - Rédaction et coordination éditoriale : Sophie Benard, Emmanuelle Herriou - Conception et réalisation graphique : Citizen Press - Impression : Handiprint, entreprise adaptée

Merci aux équipes du groupe Action Logement qui ont contribué à la réalisation de ce rapport d'activité.

L'AVANCE LOCA-PASS®, l'AIDE MOBILI-JEUNE®, l'AIDE MOBILI-PASS®, le CIL-PASS ASSISTANCE® et Visale sont des marques déposées pour le compte d'Action Logement. Le prêt Accession, le prêt Travaux et la Prime Accession sont des dispositifs Action Logement. Aides et services soumis à conditions d'attribution - Plus d'information sur [www.actionlogement.fr](http://www.actionlogement.fr)

Visuels de couverture : 1) Le Cannet (06), la résidence Carré Mosaïque (**Unicil**) - crédit : © Alexandre Scarciglia ; 2) crédit : © Adobe Stock

Contact : [communication.al@actionlogement.fr](mailto:communication.al@actionlogement.fr) - Action Logement - 21 quai d'Austerlitz - CS 51456 - 75643 Paris Cedex 13 - Direction de la Communication Groupe © Action Logement juin 2025



30



Chapitre 3

### C'est décisif d'être accompagné pour devenir propriétaire

- Accompagner les accédants, sécuriser leur projet

34



Chapitre 4

### C'est fondamental de soutenir les jeunes actifs

- Développer le logement des jeunes : la priorité
- Aider les jeunes actifs et les étudiants à se loger

40



Chapitre 5

### C'est juste de soutenir les plus modestes

- La solidarité : une valeur, des actions
- Accompagner pour assurer le maintien dans le logement

66

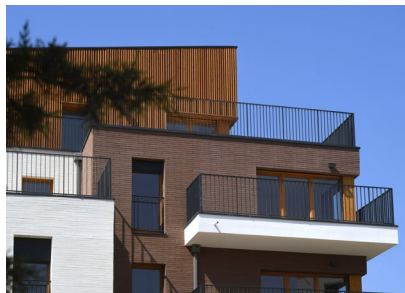


Chapitre 9

### C'est indispensable d'avoir une organisation efficace pour relever le défi du logement

- Un Groupe engagé pour et dans les territoires
- Des femmes, des hommes, des talents mobilisés

72



Chapitre 10

### Panorama chiffré

- Ressources et emplois d'Action Logement Services
- Détail des financements pour la production de logements
- Détail des aides et services en faveur des salariés
- L'activité du Groupe au service de tous les territoires
- Zoom : répartition territoriale des investissements des filiales d'Action Logement Immobilier
- Répartition des ESH et des sociétés in'li dans le patrimoine et l'activité immobilière
- Activité de Foncière Logement
- Les principales filiales immobilières du Groupe et leur patrimoine

84



Chapitre 11

### L'action du Groupe dans les régions

- Auvergne-Rhône-Alpes
- Bourgogne-Franche-Comté
- Bretagne
- Centre-Val de Loire
- Grand Est
- Hauts-de-France
- Île-de-France
- Normandie
- Nouvelle-Aquitaine
- Occitanie
- Pays de la Loire
- Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse
- Départements et régions d'Outre-mer

# Un Groupe au service du logement abordable



Gouvernance paritaire

Lien emploi-logement

Ancrage territorial

## Notre *mission* d'utilité sociale

Notre mission est de faciliter l'accès au logement des salariés afin de favoriser le lien emploi-logement, en France hexagonale et ultramarine. Parce que plus que jamais, le logement abordable est essentiel pour contribuer au développement des entreprises, au dynamisme des territoires, et à la cohésion sociale.

### Notre *organisation*

- **Une gouvernance paritaire** fondée sur la représentation des organisations patronales et des syndicats de salariés : MEDEF, CPME, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO, CGT
- **Un ancrage territorial** au plus près des territoires, pour une action adaptée aux besoins locaux, avec 17 instances paritaires : 12 Comités régionaux et 5 Comités territoriaux
- **3 entités principales** : Action Logement Groupe, Action Logement Services, Action Logement Immobilier
- **50 filiales immobilières** qui produisent, rénovent et gèrent des logements abordables et durables
- **20 000 collaborateurs** exerçant 100 métiers utiles dans les domaines serviciels et de l'immobilier.

### Nos *activités*

- **Accompagner les salariés et les entreprises** avec des aides et des services facilitant les parcours résidentiels en lien avec l'emploi
- **Développer, réhabiliter et gérer** des logements abordables
- **Contribuer au financement** de la production et de la réhabilitation de logements sociaux et intermédiaires
- **Soutenir l'attractivité** des territoires, notamment par la revitalisation des quartiers prioritaires et des centres des villes moyennes
- **Contribuer à la transition écologique** et à la stratégie nationale bas-carbone, à travers toutes nos activités.

## En 2024 Action Logement, c'est :

1 140 000

logements sociaux  
et intermédiaires gérés

41 900

engagements  
à construire

41 400

logements réhabilités

784 000

aides et services délivrés

45 000

logements mis  
en chantier

14 milliards

d'euros investis au service  
de tous les territoires

## Ouvrons ensemble la fenêtre des possibles

Action Logement réaffirme  
les convictions qui guident son action :

- *c'est déterminant* d'être bien logé pour accéder à l'emploi,
- *c'est essentiel* pour les entreprises de pouvoir recruter des talents,
- *c'est décisif* d'être accompagné pour devenir propriétaire,
- *c'est fondamental* de soutenir les jeunes actifs,
- *c'est juste* de soutenir les plus modestes,
- *c'est impératif* de contribuer à la transition environnementale,
- *c'est vital* de soutenir le développement de tous les territoires,
- *c'est prioritaire* de participer à la réindustrialisation et d'innover,
- *c'est indispensable* d'avoir une organisation efficiente pour relever le défi du logement.



Découvrez  
le film  
institutionnel  
Action Logement

# Regards sur 2024

“ Notre Groupe a tenu ses engagements, avec détermination. ”  
**Bruno Arcadipane,**  
 président  
 d’Action Logement  
 Groupe



## Le contexte particulier en 2024 a-t-il eu des conséquences pour Action Logement ?

**Bruno ARCADIPANE :** Alors que notre secteur vivait depuis plus de deux ans une crise économique que j’ai qualifiée de multifactorielle, est venu s’ajouter en 2024 un climat politique marqué par l’incertitude et l’instabilité. Bien évidemment, ce contexte est tout à fait préoccupant, car nous avons besoin de décisions fortes, d’aménagements législatifs pour relancer la construction abordable. Nous avons donc dû travailler dans des conditions assez inconfortables, dans un paradoxe assez fou puisque, jamais le besoin en logements n’a été si important pour les salariés des entreprises, et jamais le marché n’a été si atone. Toutefois, je veux souligner que notre Groupe paritaire a fait face à ces circonstances, et de belle manière : nous avons tenu les engagements pris dans le cadre de la Convention quinquennale signée en 2023. Je note aussi avec satisfaction que nous avons pu nous appuyer sur une ministre du Logement, Valérie Létard, confirmée dans ses fonctions, qui a une connaissance approfondie du logement social et du rôle d’Action Logement. 2024, c’est donc pour moi une année de contrastes. C’est aussi une année qui a marqué la fin du mandat de Philippe Lengrand\* (CFDT) à la vice-présidence du Groupe. Je saisis d’ailleurs cette occasion pour saluer le travail remarquable qu’il a accompli au cours de ces quatre dernières années. Je sais que Bruno Lindowna (FO), qui a pris sa succession en mars 2025, va poursuivre dans le même sens : pour

notre modèle de gestion paritaire, c’est essentiel.

**Bruno LINDOWNA :** Merci Bruno. Je salue à mon tour mon ami Philippe Lengrand qui laisse une vraie empreinte parmi les partenaires sociaux. Je partage avec lui une ambition : celle de maintenir Action Logement comme l’acteur exemplaire, inventif et déterminé, au service du logement des salariés. Le modèle de gestion paritaire a en effet fait ses preuves depuis plus de 70 ans. Il est singulier, inédit dans notre pays et exige d’être préservé, tant il a fait ses preuves. L’année écoulée en est la démonstration : il est une digue solide en période de crise.

## Vous évoquez des résultats d’activité très positifs. Comment expliquez-vous cet effet à rebours de la crise actuelle ?

**B.L. :** Une stratégie claire, des équipes motivées et une gestion rigoureuse se sont avérées, au cours de cette année

de turbulences, des ingrédients efficaces pour dépasser les difficultés. Les premiers à pouvoir en témoigner sont les 800 000 ménages de salariés bénéficiaires de nos aides et services. Qu’il s’agisse d’accompagner des dizaines de milliers d’alternants grâce à l’Aide Mobili-Jeune®, de soutenir, avec nos dispositifs dédiés, les actifs modestes qui veulent devenir propriétaires, ou d’aider, avec la garantie Visale, ceux qui cherchent à accéder au parc locatif privé, les salariés des entreprises savent qu’en se tournant vers nous, ils trouveront une solution adaptée à leurs besoins, utile pour faciliter leur parcours résidentiel et préserver leur pouvoir d’achat. De surcroît, notre offre de services constitue un facteur de justice et de cohésion sociale dont il faut mesurer les effets dans notre société fragilisée. Je pense tout particulièrement à ceux qui affrontent des difficultés, des « accidents de la vie », et qui pourront être épaulés et maintenus dans leur logement.



© Jean Chiscano

## “ Le modèle de gestion paritaire a fait ses preuves depuis plus de 70 ans. ”

**Bruno Lindowna\***,  
vice-président  
d'Action Logement  
Groupe

perspective qu'Action Logement Services a mobilisé en 2024 plus de 2 milliards d'euros pour financer l'ensemble des bailleurs. C'est aussi dans cet esprit que nous participons activement au financement du programme Action Cœur de Ville ou à la rénovation des quartiers prioritaires, sans oublier l'intervention de Foncière Logement et de Digneo pour résorber l'habitat indigne.

**B.A. :** Nous avons aussi à cœur d'expérimenter puis de massifier des solutions innovantes pour accélérer la production de logements. La transformation de bureaux en logements, la surélévation, la conception hors-site ou encore le développement du logement temporaire au plus près des bassins d'emploi, sont autant de solutions que nous rendons opérationnelles, souvent en éclaireurs. L'essentiel est de s'adapter à l'évolution et à la diversité des besoins, comme nous le faisons avec beaucoup de réussite dans les Outre-mer. Cette démarche est couronnée de succès uniquement parce que nous avons su développer au préalable des liens forts avec les élus et les acteurs locaux : nos 12 Comités régionaux en France hexagonale et nos 5 Comités territoriaux ultramarins font, au quotidien, un travail exceptionnel qu'il convient de saluer. Là encore, ce sont des partenaires sociaux, bénévoles, qui s'impliquent. Action Logement a construit un modèle unique, au service du lien emploi-logement, celui qui convient pour accomplir sa mission d'utilité sociale.

\*Bruno Lindowna a été désigné vice-président par le conseil d'administration d'Action Logement Groupe, le 13 mars 2025.

**B.A. :** Ce qui a été vrai en 2024 pour la délivrance des aides et des services l'est également pour la production de logements sociaux et intermédiaires. Nos 50 filiales immobilières, dans un contexte de morosité, ont resserré leur modèle pour tenir leurs engagements, y compris en matière de stratégie bas-carbone : elles ont obtenu près de 42 000 autorisations à construire, elles ont mis plus de 45 000 logements en chantier, notre meilleur résultat depuis la réforme de 2017, et en ont réhabilité plus de 41 000. Et cela, alors que l'ensemble du secteur affrontait de plein fouet la crise, avec, parmi les conséquences, une baisse de 20 % des mises en chantier au niveau national. Nos filiales immobilières ont donc joué un rôle puissamment contracyclique, elles ont été moteur dans le soutien des entreprises du bâtiment. Plus largement, notre dynamisme a permis de soutenir la promotion immobilière, elle aussi en souffrance. Après le Plan

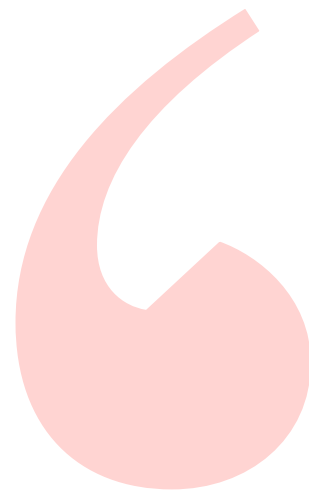
« 30 000 logements pour l'emploi », que nous avons mis en œuvre entre l'été 2023 et le printemps 2024 et qui nous a permis d'acquérir 34 400 logements, nous avons signé en septembre une convention de partenariat, avec notamment la Fédération des promoteurs immobiliers, pour soutenir la reprise économique et assurer la pérennité de l'appareil productif.

### **L'accès à un logement abordable semble de plus en plus complexe. Quelles sont les solutions activées par Action Logement ?**

**B.L. :** Nous, les partenaires sociaux, avons une certitude partagée, quel que soit notre engagement : notre cause, le logement abordable des salariés, est juste et utile. Dès lors, il nous revient d'actionner simultanément tous les leviers pour proposer aux actifs des parcours logement fluides et ascendants. L'un d'eux est de maintenir notre soutien aux opérateurs, en contrepartie de droits de réservation pour loger des salariés. C'est dans cette



© Jean Chiscano



**A**gir sans relâche pour loger les salariés des entreprises : la mission d'Action Logement, inchangée depuis plus de 70 ans, prend une acuité singulière en période de crise. En 2024, notre Groupe paritaire a pleinement pris ses responsabilités pour répondre aux attentes multiples, pour développer des solutions pérennes qui ont bénéficié de façon très concrète à près de 800 000 ménages. Ce sont des résultats dont les 20 000 collaborateurs sont les artisans du quotidien, et dont nous sommes collectivement fiers. C'est aussi le fruit d'une volonté inébranlable des partenaires sociaux pour lever les blocages à la construction, épauler les territoires en cours de réindustrialisation, ou encore prendre en compte le défi environnemental. Huit ans après sa réforme, Action Logement est désormais le premier producteur de logements abordables et durables, un acteur économique, social et sociétal majeur, mû par des convictions fortes. Un Groupe toujours en mutation pour travailler mieux, dans un esprit d'innovation et d'agilité, pour répondre aux besoins d'aujourd'hui et anticiper ceux de demain, à l'instar du vieillissement de la population avec l'intervention d'Énéal. Et cela, sans jamais renoncer à ses valeurs et à sa mission d'utilité sociale, au service de tous les territoires de France hexagonale et ultramarine.

**G**râce à notre organisation fortement territorialisée, nos 50 filiales immobilières et nos 13 Délégations régionales disposent de la capacité de répondre au plus juste à la diversité des besoins locaux ; ici, prendre en compte les besoins des saisonniers, là, desserrer la pression foncière en reconstruisant la ville sur la ville, plus loin, transformer des locaux vacants en logements, ailleurs encore, accompagner la revitalisation des villes moyennes ou des Quartiers prioritaires de la politique de la ville. Autant d'actions finement calibrées qui sont déployées dans le cadre de la Convention quinquennale signée avec l'État pour la période 2023-2027, et dans la mise en œuvre d'une stratégie RSE exigeante où la décarbonation de nos activités est un axe central. Adossées à une gestion rigoureuse de la Participation des entreprises à l'effort de construction, la PEEC, nos initiatives ont toutes vocation à proposer aux salariés des entreprises, des parcours résidentiels en lien avec l'emploi, fluides et complets. C'est en ce sens que le Groupe a développé cette année une nouvelle plateforme pour proposer des logements temporaires aux actifs en mobilité ou en formation. C'est dans le même esprit que le Groupe a confirmé son engagement historique en faveur de l'accession sociale à la propriété.

# Notre mission en faveur du lien emploi-logement est essentielle à la cohésion sociale, indispensable au dynamisme de notre pays et aux objectifs de transition environnementale. ”

**Nadia Bouyer,**  
directrice générale d'Action Logement Groupe

**I**rrigüé par la connaissance du terrain et par des relations partenariales fortes nouées de longue date avec l'ensemble des acteurs du logement, le Groupe place l'humain au cœur de ses activités. Dans les pages qui vont suivre, vous découvrirez des témoignages de nos bénéficiaires qui, à la faveur d'une attribution locative, d'une vente Hlm par l'Opérateur national de vente (ONV), ou d'une aide pour faire face à des difficultés, ont vu leur vie singulièrement changée. Cette dimension faite d'utilité et de solidarité est essentielle pour notre Groupe. C'est la raison pour laquelle nous faisons porter nos efforts sur les jeunes actifs ou en formation : en 2024, 66 % des aides et services ont été délivrés à des moins de trente ans pour lesquels l'accès au logement demeure complexe. Gouvernés par le même principe, nous sommes également intervenus auprès des sinistrés du cyclone Chido à Mayotte : en quelques semaines, 3 000 Mahorais ont pu obtenir une aide de 1 000 à 2 000 euros pour entamer la reconstruction de leur logement dévasté. Dans un autre registre, la garantie Visale a confirmé sa pertinence puisque 340 000 ménages ont pu accéder l'an dernier à un logement privé grâce à cette caution gratuite, qui permet aussi à des propriétaires de sécuriser leur bien sur le marché locatif.

**R**elever les nombreux défis à venir, avec méthode et efficacité, reste la ligne de conduite des partenaires sociaux pour les prochaines années. Les équipes d'Action Logement sont déterminées pour mener à bien cette ambition partagée, *faciliter le logement pour favoriser l'emploi*. Nous avons conscience du chemin qu'il reste à parcourir, des difficultés à surmonter pour que le logement ne soit plus un frein au dynamisme économique des entreprises qui recrutent. Dans la diversité de leur parcours, dans la complémentarité de leurs compétences et de leur savoir-faire, les collaborateurs, les 1 500 partenaires sociaux et les administrateurs bénévoles du Groupe sont tendus vers ce même but. Ils sont notre force, une force précieuse, rare et fiable, que je veux saluer ici. Dans ces conditions, j'ai la conviction que nous saurons, dans les années à venir, mener à bien notre mission en faveur du lien emploi-logement, essentielle à la cohésion sociale, indispensable au dynamisme de notre pays et aux objectifs de transition environnementale, et profondément juste pour les salariés les plus modestes. Ce rapport d'activité, qui donne à voir l'ampleur de nos réalisations en 2024, traduit l'énergie qui nous anime au quotidien : VOULOIR améliorer le logement ET LE FAIRE.

# Les temps forts de

## 16 JANVIER

### Résultats 2023 : engagements tenus

Malgré une année déstabilisante pour l'ensemble du secteur du logement, le Groupe a tenu ses engagements et démontré la robustesse du modèle de gestion paritaire. **Action Logement Immobilier** a développé plus de 44 000 nouveaux logements et en a réhabilité près de 40 000. **Action Logement Services** a accompagné 750 000 salariés dans leur parcours résidentiel.



À Albigny-sur-Saône (69), la maison des frères Voisin (pionniers français de l'aviation) entièrement restaurée grâce à l'intervention de **Digneo**, abrite désormais 6 logements livrés fin 2024.

## 4 JUIN & 16 JUILLET

### Faciliter l'accès au logement pour les saisonniers

Action Logement élargit les bénéficiaires de la garantie Visale aux travailleurs saisonniers, soutenant ainsi également les entreprises qui peinent à recruter de la main-d'œuvre temporaire. Et le 16 juillet, Action Logement signe un partenariat avec l'Union des métiers des industries de l'hôtellerie (UMIH) pour favoriser l'accès au logement, et donc à l'emploi, des salariés et des saisonniers. ↓

## 6 MARS

### Partenariat avec GRDF pour décarboner le parc de logements du Groupe

Cette convention vise à mettre en place des actions en faveur de la transition écologique, énergétique et solidaire dans le cadre de la politique d'aménagement, de construction et de rénovation du patrimoine immobilier d'Action Logement. En apportant notamment des solutions en matière d'intégration du gaz vert et de solutions hybrides.

## 2 AVRIL ↑

### Une étape majeure dans la lutte contre l'habitat indigne

Le projet de loi pour l'accélération et la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé est adopté définitivement le 27 mars, élargissant ainsi l'objet social de **Foncière Logement** ainsi que le champ et la capacité d'action de **Digneo**, dispositif dédié à la transformation de l'habitat ancien dégradé.



À Paris (75), le 16 juillet, lors de la signature du partenariat avec l'UMIH, en présence de Thierry Marx, président de l'UMIH et de Laurent Barthelemy, président de l'UMIH branche saisonniers.

## 20 et 29 MARS

### Un « Pacte pour le logement intermédiaire »

Action Logement signe le « Pacte pour le logement intermédiaire » avec le ministère du Logement, l'Union sociale pour l'habitat, la Fédération des ESH, la Caisse des Dépôts et France Assureurs. Dans ce cadre, Action Logement lance le 29 mars une garantie des prêts délivrés par la Banque des Territoires, destinée à l'ensemble des opérateurs, pour contribuer à la construction de près de 4 000 logements intermédiaires.

## 17 MAI

### Les partenaires sociaux s'opposent toujours au classement d'Action Logement Services en administration publique

Les syndicats de salariés (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC) et les organisations patronales (MEDEF et CPME) réaffirment leur opposition à la transformation d'Action Logement Services en administration publique après la décision du tribunal administratif de Cergy-Pontoise (95) rejetant, le 7 mai, le recours formé contre la décision de reclassement de l'Insee.

## 26 AOÛT

### Partenariat renouvelé avec France Travail

Objectif de la convention : fluidifier l'accès au logement et consolider les parcours professionnels des personnes en recherche d'emploi, notamment les saisonniers. En renforçant la visibilité des aides d'Action Logement, en développant les connaissances croisées emploi-logement, et en facilitant l'accès au logement des publics cibles.

# l'année 2024

## 24 SEPTEMBRE

### Pour un référentiel openBIM de données communes

Le partenariat signé avec l'Union sociale pour l'habitat, CDC Habitat, la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI) et buildingSMART France, permettra de mettre en place un référentiel standard de données numériques dans les domaines de la Construction-Réhabilitation et de l'Exploitation immobilière. Et lever ainsi le frein à la pleine exploitation des démarches BIM dans le secteur de l'habitat.

## 25 SEPTEMBRE

### 8<sup>e</sup> édition des Trophées de l'innovation Hlm

À l'occasion du Congrès Hlm, les projets portés par trois filiales immobilières du Groupe sont distingués : la **SHLMR** est lauréate dans la catégorie « Innovation cycle de vie du bâtiment », **Promologis** remporte le Trophée Coup de cœur dans la catégorie « Innovation bas-carbone », tandis que **Néolia** est finaliste dans la catégorie « Innovation à impact local ».

## 26 SEPTEMBRE →

### Partenariat renouvelé avec l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ)

Pour répondre aux besoins en logements des jeunes, le partenariat permettra notamment de promouvoir les aides et services d'Action Logement, d'améliorer le flux des attributions locatives d'Action Logement dans les résidences Habitat Jeunes, et de soutenir la production de nouvelles Résidences sociales - Foyers de jeunes travailleurs (RS-FJT).



À Montpellier (34), le 25 septembre, pendant le Congrès Hlm, Bruno Arcadipane, président d'Action Logement Groupe, Valérie Létard, ministre du Logement, Nadia Bouyer, directrice générale d'Action Logement Groupe et Philippe Lengrand, vice-président.

© Samuel Duplaix

## 19 DÉCEMBRE

### Action Logement intervient auprès des habitants de Mayotte

Après le passage du cyclone Chido le 14 décembre, Action Logement intervient aux côtés de l'État et des élus du territoire pour accompagner les familles sinistrées et la reconstruction de l'habitat, avec la création d'un fonds de solidarité doté d'un montant de 2 millions d'euros pour le financement d'aides aux ménages ou de projets de reconstruction.



À Pontoise (95), Foyer pour jeunes travailleurs en insertion et personnes en situation de précarité (**Erigere**).

© Erigere

# Une stratégie RSE déployée dans tous les territoires

Présentée en 2022, la stratégie du groupe Action Logement en matière de Responsabilité sociale des entreprises (RSE) est déployée depuis par l'ensemble de ses structures, dans l'ensemble de ses activités, en France hexagonale et ultramarine. Coconstruite avec ses filiales immobilières et servicielles, ses entités en régions et ses parties prenantes dans les territoires, elle est déclinée en **cinq ambitions fortes** et portée par la volonté de remplir sa mission d'utilité sociale : faciliter l'accès au logement pour favoriser l'emploi.

## Au cœur de la stratégie RSE, le Plan pour les économies d'énergie et la décarbonation

Composé autour de 8 axes et 20 engagements, le Plan pour les économies d'énergie et la décarbonation définit les conditions nécessaires pour mettre en place une transition énergétique rapide, dans l'ensemble des champs d'activité du Groupe. Action Logement s'est fixé un objectif ambitieux, celui de la décarbonation, qui concerne autant la construction que l'entretien et la rénovation du patrimoine existant. **L'objectif est d'atteindre moins 55 % d'émissions carbone en 2030 et de tendre vers la neutralité carbone à l'horizon 2040.** Le plan prévoit également des dispositions pour installer la sobriété énergétique, tout en accompagnant les locataires avec l'objectif d'une consommation énergétique plus responsable.

Retrouvez l'intégralité du Plan pour les économies d'énergie et la décarbonation sur [groupe.actionlogement.fr](https://groupe.actionlogement.fr)

### Quelques avancées

- Baisse de **5 %** des émissions de GES depuis 2019
- **Près de 5 %** d'économie d'énergie pour les locataires
- **150 000** logements raccordés à des réseaux de chauffage urbain utilisant des énergies récupérables et renouvelables
- **90 000 m<sup>2</sup>** renaturés et **53** micro-forêts plantées
- **35 %** des réhabilitations en étiquette A ou B (label BBC rénovation)
- Mise en œuvre d'un plan solaire avec un objectif de **1 500** logements en autoconsommation en 2026 et **100 000** en 2030.

# Cinq ambitions pour 2030

## Ambition

# 1

### Innover pour répondre à l'évolution des besoins des entreprises et des salariés

- › En soutenant les entreprises dans le logement de leurs salariés.
- › En facilitant le rapprochement domicile-travail.
- › En intégrant les évolutions sociétales et en accompagnant les parcours de vie.

**Objectif :** au moins un tiers des attributions locatives à des salariés de moins de trente ans.  
Atteint en 2024, avec 41 %.

## Ambition

# 2

### Contribuer à la vitalité économique des territoires

- › En plaçant notre expertise opérationnelle autour du lien emploi-logement au service du développement des territoires.
- › En soutenant la revitalisation urbaine et en veillant à limiter l'artificialisation des sols.
- › En stimulant les filières locales et en favorisant les achats responsables.

**Objectif :** 60 % des achats dans des filières locales en 2025.  
Dépassé en 2024, avec plus de 80 %.

## Ambition

# 3

### Agir pour la qualité de vie et la cohésion sociale

- › En améliorant la qualité de vie par le logement.
- › En répondant aux défis sociaux par l'accompagnement des salariés et des locataires vulnérables et fragilisés.
- › En contribuant aux initiatives locales et citoyennes et en favorisant le vivre-ensemble.

**Objectif :** atteindre un taux de satisfaction client de 80 %.  
Atteint en 2024.

## Ambition

# 4

### Participer à la transition énergétique en montrant la voie de l'habitat bas-carbone et circulaire

- › En prenant notre part dans l'objectif de neutralité carbone, en visant zéro émission nette dès 2040.
- › En promouvant la transition écologique du secteur.
- › En soutenant des modes de vie durables, par l'accompagnement de nos locataires et de nos collaborateurs vers des modes de vie plus sobres.

**Objectif 1 atteint :** traiter tous les logements à étiquettes F et G d'ici fin 2023\*.

**Objectif 2 :** viser zéro émission nette pour contribuer à la neutralité carbone dès 2040.

## Ambition

# 5

### Être à l'écoute et au service de nos collaborateurs et de nos parties prenantes

- › En renforçant notre gouvernance, nos principes éthiques et le dialogue avec les parties prenantes.
- › En accompagnant le développement des compétences et l'engagement de nos collaborateurs.
- › En étant exemplaires en matière d'égalité, de diversité et d'inclusion.

**Objectif :** atteindre un index d'égalité femmes-hommes supérieur à 90 %.  
Dépassé en 2024, avec 93 % (hors filiales immobilières).

\* Sous réserve des particularités bâtementaires et architecturales.





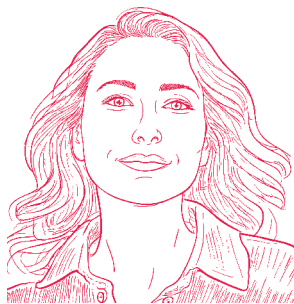
*C'est  
déterminant*

# d'être bien logé pour accéder à l'emploi

1. Une mobilisation contracyclique réussie
2. Des financements pour produire plus et mieux
3. Développer le lien social et la qualité de vie
4. Garantir la sûreté et la tranquillité résidentielle

# Une mobilisation contracyclique réussie

En dépit d'un contexte de crise, les filiales immobilières du Groupe ont amplifié leur effort de production en 2024, qu'il s'agisse de la construction de logements neufs ou de la réhabilitation du parc de plus de 1,1 million de logements. En jouant avec succès un rôle contracyclique, Action Logement s'affirme comme un acteur majeur au service de sa mission d'utilité sociale, et comme un acteur économique décisif au bénéfice des entreprises et de l'emploi.



**Lucie**, 34 ans, locataire dans une résidence livrée par Unicil à Auriol (13) en septembre 2024

Tout s'est fait très vite : j'ai déposé ma demande de logement social en 2023 et en octobre 2024, j'emménageais avec mon fils dans la résidence La Réserve. En reconversion professionnelle pour devenir infirmière après avoir été aide-soignante, je suis consciente que j'ai eu beaucoup de chance ! Mon appartement me plaît

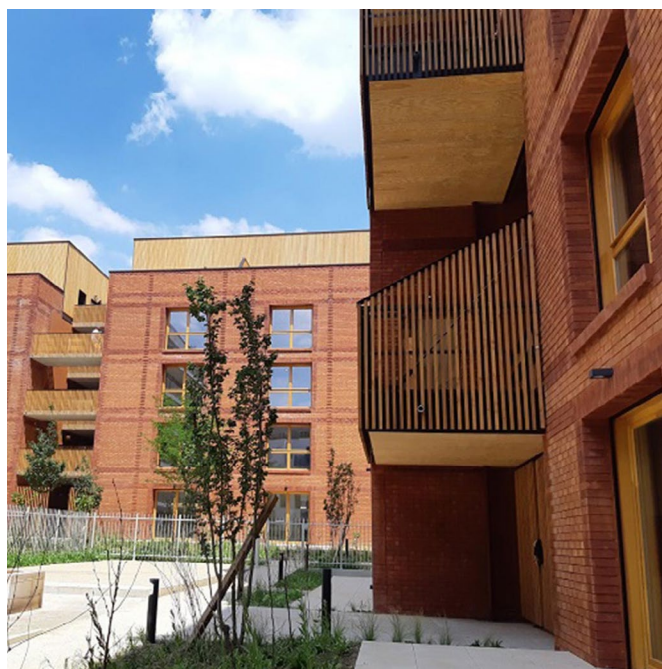
beaucoup, 70 m<sup>2</sup>, 2 chambres, il est très lumineux, très calme, en plus, j'ai une terrasse de 11 m<sup>2</sup> qui donne sur la forêt. La résidence est sécurisée et très bien située, à proximité des accès aux autoroutes vers Marseille et Aix-en-Provence. Je viens de faire une demande de climatisation auprès de la gestionnaire d'Unicil qui est très réactive. Dans le parc privé, une superficie équivalente est presque deux fois plus chère !

**45 219**

logements  
mis en chantier

**30 385**

logements  
livrés



© 3F - DR

À Bagnaux (92), la résidence Jeanne Moreau, 76 logements, est lauréate du prix d'architecture L'Équerre d'argent, dans la catégorie Habitat (Immobilier 3F).

## De très bons résultats dans un contexte de crise

45 219 mises en chantier (+20 % par rapport à 2023), 30 385 logements livrés et 41 846 autorisations à construire obtenues par les filiales immobilières d'**Action Logement Immobilier** : en 2024, le Groupe paritaire est le premier producteur de logements abordables et durables en France. Il assure à lui seul la construction d'un logement sur cinq. Sur la même période, le Groupe a réhabilité 41 395 logements, poursuivant l'objectif d'atteindre un patrimoine exemplaire, à étiquettes A, B ou C dès 2030. Un résultat conforme aux engagements pris en 2022 par les partenaires sociaux dans le cadre du Plan pour les économies d'énergie et la décarbonation. Dans un contexte de crise multifactorielle installée depuis deux ans, ces chiffres traduisent la robustesse du modèle du Groupe paritaire, mobilisé pour une production et un parc abordable, diversifié et exemplaire du point de vue environnemental. Ils s'inscrivent dans la trajectoire définie par la Convention quinquennale 2023-2027, qui prévoit la production par les 50 filiales immobilières de 200 000 logements neufs sur la période, dans l'ensemble des territoires de France hexagonale et ultramarine.



© Mathieu Vouzeaud

À La Rochelle (17), au sein du programme Calypso, **Immobilier Atlantic Aménagement** a réalisé 114 logements.

## À besoins multiples, solutions multiples

En 2024, l'augmentation de 20 % des mises en chantier s'est traduite dans tous les bassins d'emploi : **Logeo Seine** a notamment lancé la construction de 50 logements dans la ZAC Marignan à Elbeuf (76), tandis que **Clésence** achevait en octobre 3 résidences (118 logements) à Compiègne (60). À Valentigney (25), **Néolia** développe 3 programmes résidentiels locatifs ; à Quévert (22), **La Rance** attaque la dernière phase de chantier de la résidence Malaunay (42 logements). À l'été, **Immobilier Rhône-Alpes** a livré 52 logements dans la commune de Chazay-d'Azergues (69), toute proche de Lyon. Plus au sud, dans le bassin d'emploi d'Avignon (84), **Unicil** a achevé la maîtrise d'ouvrage directe de 36 logements locatifs sociaux à Eyragues (13). Dans la métropole bordelaise, au Haillan (33), **Immobilier Atlantic Aménagement** poursuit la construction de la résidence Ilot de la Jalle (46 logements).

## A,B,C,... objectifs en vue

Aux termes de la loi Climat et Résilience, les logements à étiquette G sont interdits à la relocation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et la même disposition s'appliquera en 2028 aux 4 700 logements à étiquette F répertoriés au sein du Groupe. Dans cette perspective, Action Logement a mis en œuvre une politique ambitieuse pour améliorer la performance énergétique de son parc. L'ensemble des filiales a ainsi mobilisé plus de 1,6 milliard d'euros pour mener à bien des travaux de réhabilitation, de résidentialisation et d'amélioration de la performance thermique qui ont concerné, en 2024, 41 395 logements. À raison de 40 000 réhabilitations mises en œuvre chaque année jusqu'en 2027, elles devraient, conformément aux engagements du Plan pour les économies d'énergie et la décarbonation, proposer dès 2030 un parc exemplaire à étiquettes A, B ou C uniquement.



© Bertrand Guigou

À Stains (93), la résidence Élan'C, 42 logements intermédiaires (**in'li**).

## Accélérer la production de logements intermédiaires

Avec un parc de plus de 100 000 logements intermédiaires et près de 15 000 autorisations à construire obtenues en 2024, le Groupe confirme son engagement pour ce segment, complémentaire du logement social, notamment grâce à ses 5 filiales **in'li**. C'est pourquoi Action Logement a signé le 20 mars le Pacte pour le Logement Intermédiaire, aux côtés du ministère du Logement, de l'Union sociale pour l'habitat et de la Caisse des Dépôts, afin d'accélérer la constitution d'une offre nouvelle de logements à loyers inférieurs de 15 à 20 % aux prix du marché privé. En complément, **Action Logement Services** a mis en place une garantie des prêts délivrés par la Banque des Territoires, qui a permis le financement de 2 488 logements intermédiaires dans le cadre de 129 opérations.



À Marquette-lez-Lille (59), transformation de l'ancienne usine de Délifrance (**3F Notre Logis**).

© 3F - DR

## FENÊTRE SUR

### À Lille, l'usine devenue logis

Dans la métropole lilloise, en raison du manque de foncier, les friches industrielles sont devenues de véritables opportunités. C'est le cas à Marquette-lez-Lille (59), où **3F Notre Logis** a racheté le site de Délifrance. L'usine fermée depuis 2017 fabriquait des produits de boulangerie. Elle a fait place à 5 immeubles totalisant 314 appartements, dont 81 en locatif social (PLAI, PLUS) construits en maîtrise d'ouvrage directe par 3F Notre logis, et 219 en accession réalisés par un promoteur. Les premières livraisons ont eu lieu en septembre. Co-financée par **Action Logement Services**, cette offre nouvelle va contribuer à répondre à l'importante demande de logements abordables pour les salariés du bassin d'emploi lillois.

# Des financements pour produire plus et mieux

Action Logement conforte sa place, en 2024, de second financeur de logements abordables et durables. En développant des dispositifs ad hoc et en affutant son ingénierie financière, le Groupe propose à l'ensemble des acteurs, dans l'ensemble des territoires en France hexagonale et ultramarine, un panel de solutions agiles et innovantes pour développer des logements neufs et mener à bien la réhabilitation du parc.



**Matéo**, 18 ans, locataire de la résidence Les Roses, un foyer inclusif développé par la FTI à Combs-la-Ville (77)

C'est mon responsable de l'Aide Sociale à l'Enfance qui m'a aidé à trouver ce logement, quand j'ai commencé mon alternance en hygiène et propreté. Je suis maintenant en deuxième année de CAP et j'occupe un studio de 19 m<sup>2</sup> complètement équipé, il y a même la télévision et une kitchenette. C'est tout neuf et très calme. Il y a une bonne atmosphère entre les locataires qui sont tous en formation, comme moi. Il y a aussi une laverie partagée et un grand jardin. Avec les aides que je reçois, je ne paie que 100 euros par mois. L'an prochain, je vais commencer un Bac pro et si tout va bien, je continuerais en BTS. Je ne suis pas stressé car je sais que je vais pouvoir conserver ce logement pendant ma formation : c'est vraiment une chance !

**2**  
MILLIARDS D'EUROS  
mobilisés par Action Logement Services pour financer les bailleurs\*

**11,4**  
MILLIARDS D'EUROS  
mobilisés par les filiales immobilières du Groupe pour la construction et la réhabilitation

\* y compris dans le cadre des politiques publiques de l'habitat (ANRU et FNAP)



© rubenvisuals

Opération réalisée par ICF Habitat à Saint-Germain-au-Mont-d'Or (69) et cofinancée par Action Logement Services.

## Une mobilisation inédite

En 2024, ce sont plus de 13 milliards d'euros que le Groupe a engagé pour le financement d'opérations de construction et de réhabilitation du parc. L'ampleur de cet investissement, totalement inédit, est la traduction de la volonté des partenaires sociaux d'agir massivement pour développer partout en France un habitat abordable et durable, au plus près des bassins d'emploi. **Action Logement Services**, outre ses financements traditionnels (dotation en fonds propres, prêts et subventions aux bailleurs), développe des produits spécifiques pour accélérer la production sur des segments primordiaux : prêts de haut de bilan pour des constructions exemplaires du point de vue environnemental, garantie des prêts délivrés par la Banque des Territoires pour la construction de logements intermédiaires, soutien aux OFS ou financement d'ingénierie territoriale. Ces financements, à hauteur de 2 milliards d'euros en 2024, donnent lieu à des droits de réservation pour loger les salariés dans les logements ainsi financés. Les 50 filiales d'**Action Logement Immobilier** et **Foncière Logement** ont, de leur côté, investi 11,9 milliards d'euros pour construire des logements neufs (près de 10 milliards d'euros), réhabiliter le patrimoine (1,6 milliard d'euros) et favoriser l'accèsion (0,4 milliard d'euros).



© Sofiane Bensizerara

À Bagnols-sur-Cèze (30), la résidence Des Vignes, acquise en VEFA par **La Cité Jardins** auprès de SMB Promotion.

## Le logement, un levier pour l'emploi

En septembre, à l'occasion du 84<sup>e</sup> Congrès Hlm, **Action Logement Immobilier**, le Pôle Habitat FFB (Fédération française du bâtiment) et la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI) signaient une convention de partenariat. L'objectif : favoriser la reprise de l'activité économique du secteur du logement abordable. Cette convention a été déclinée dans l'ensemble des territoires par plus de 50 promoteurs, pour un total de 33 250 logements acquis en VEFA (53 % en locatif social, 44 % en locatif intermédiaire et 3 % en accession). Ces initiatives s'inscrivent dans la dynamique du plan « 30 000 logements pour l'emploi » lancé en juillet 2023 et clos au printemps 2024, permettant à Action Logement d'acquérir 34 400 logements en VEFA auprès des promoteurs. L'ambition pour le Groupe est de soutenir la production sur la période 2024-2027, ainsi que l'économie locale et la pérennité d'un appareil productif innovant et durable.

## Quand les bureaux laissent place à des logements

Créée en 2020, la **Foncière de Transformation Immobilière (FTI)**, filiale du groupe Action Logement, est spécialisée dans l'acquisition d'actifs économiques obsolètes, à travers toute la France, afin de les transformer en logements abordables et durables. En 2024, la FTI a livré une résidence étudiante de 79 places à Corbeil-Essonnes (91) et une résidence de 72 logements inclusifs à Combs-la-Ville (77). Au total, ce sont 834 logements qui ont été livrés en quatre ans et 5 821 qui sont en cours de construction ou de réhabilitation. Reconstruire la ville sur la ville en recyclant l'existant s'affirme ainsi comme une réponse concrète, en zones tendues, pour répondre aux besoins en logements familiaux et en résidences collectives pour les jeunes actifs ou en formation.



© DR

La résidence Les Roses à Combs-La-Ville (77) réalisée par la FTI et Trois Moulins Habitat et gérée par Les Amis de l'Atelier et l'Arièle.



© Alexis Goudeau

La nouvelle résidence universitaire livrée à Corbeil-Essonnes (01) par la FTI, **Seqens** et **Seqens Solidarités**.

## Au service de tous les bailleurs

Au titre du principe de non-discrimination, **Action Logement Services** a financé des bailleurs hors Groupe à hauteur de 1,4 milliard d'euros en 2024. Ainsi, le Groupe a participé au financement de l'opération inaugurée en octobre par ICF Habitat à Saint-Germain-au-Mont-d'Or (69), qui comprend la réhabilitation de 80 logements et la construction de 109 logements. À Navenne (70), l'opération de 27 logements portée par Habitat 70 et inaugurée en novembre a bénéficié notamment d'un prêt de haut de bilan « PHB 2.0 constructions vertes », attribué à des opérations en avance sur la réglementation environnementale. À Heudebouville (76), Action Logement Services a participé au financement du Domaine du Sang Mélé, 12 logements réalisés par le bailleur Siloge et inaugurés en septembre 2024.

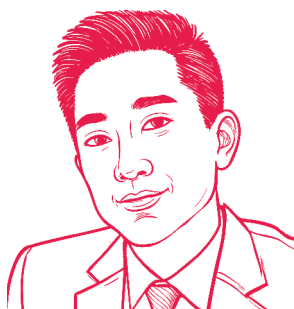
## FENÊTRE SUR

### « Objectif Logement Abordable », la plateforme ouverte aux promoteurs

Depuis octobre 2024, Action Logement met à disposition des promoteurs immobiliers la plateforme « Objectif logement abordable » (OLAB). Ce nouvel espace destiné aux promoteurs leur permet de proposer, aux filiales immobilières du Groupe, des projets de logements et des fonciers à acquérir ou à travailler en partenariat de production. En trois mois, 132 fonciers proposés pour un potentiel de 8 237 logements (88 % en logements familiaux et 12 % en résidences collectives) ont ainsi été proposés aux filiales d'**Action Logement Immobilier**.

# Développer le lien social et la qualité de vie

Face aux évolutions démographiques, économiques et sociales, la gestion de proximité est un levier important pour agir en faveur du lien social et du vivre-ensemble au sein du parc immobilier du Groupe. Dans un contexte de crise du logement et d'exigences accrues en matière de qualité de vie, le Groupe renforce son dispositif pour favoriser le lien social et la qualité de vie au sein de son parc.



**Tom**, 29 ans, locataire de Seqens au Blanc-Mesnil (93) et bénéficiaire du dispositif Pack emploi-logement proposé par L'apes

J'étais en recherche d'emploi depuis un certain temps lorsque mon bailleur m'a donné l'opportunité de bénéficier d'une semaine de coaching intensif sur le territoire de Plaine Commune (93), avec des coachs de la Ligue des Jeunes Talents. Entre ateliers de préparation aux entretiens, techniques de prise de parole en public et

conseils en *personal branding*, j'ai appris à valoriser mes compétences et à produire un meilleur CV, et surtout, j'ai acquis des techniques de recherche d'emploi. J'ai également gagné en confiance, appris à prendre des risques, et j'ai réussi à me challenger. Clôturer cette semaine par un pitch devant une vingtaine de représentants d'entreprises a été une expérience marquante. Cet accompagnement a renforcé mes chances d'insertion professionnelle, et aujourd'hui, je suis en poste en CDI.

**4 400**

collaborateurs  
de proximité  
au sein du Groupe,  
**dont plus de :**

**2 700**

gardiens  
d'immeuble.



© DR

Lamine, gardien d'immeuble, veille sur une résidence Seqens de 100 logements et 37 pavillons, rue des Ébouloures et rue Saint-Ladre à Montigny-lès-Cormeilles (95).

## Une professionnalisation renforcée des gardiens

Avec 4 400 collaborateurs de proximité au sein du Groupe, soit près de 30 % des effectifs des filiales immobilières, les métiers de la proximité sont essentiels. Parce qu'ils sont les interlocuteurs du quotidien, les premiers liens directs entre le bailleur et les locataires, et parce qu'ils contribuent à la qualité de vie des habitants. Parmi eux, les gardiens d'immeubles représentent 2 700 collaborateurs. Pour accompagner la montée en compétences de la profession, répondre aux besoins de recrutement des bailleurs et soutenir les parcours d'insertion professionnelle, **Vivest** lançait en janvier 2024 Ec'lor, l'École des gardiens d'immeubles de Lorraine. Ce projet professionnalisant inter-bailleurs a été mené avec Batigère Habitat, l'Eurométropole Metz Habitat, Moselis et l'OMH du Grand Nancy. Une formation certifiante d'un an en alternance pour transmettre les compétences techniques et relationnelles essentielles, avec, à la clé, des perspectives de recrutement. En Île-de-France, l'École des gardiens d'immeubles, créée par le Groupe en 2017, accueillait en 2024 trois nouvelles promotions : deux formations en alternance au métier de gardien et une formation au métier de gestionnaire d'immeubles. Coordinées par **L'apes**, les formations ont été réalisées en partenariat avec l'AFPOLS, AEF94, le Pôle S et la Région, en lien avec **Seqens, in'li, 3F, Erigere** et Val d'Oise Habitat.



© Lucia Trouiller

La 5<sup>e</sup> promotion du Pack lien emploi-logement.

## L'apes, au service de la cohésion sociale

L'apes est née de la volonté d'agir en faveur du vivre-ensemble, de la qualité de vie et du développement d'une vie sociale dans les résidences. L'association intervient aux côtés de ses adhérents, filiales immobilières du Groupe, et de ses partenaires, en lien avec les collectivités locales. En 2024, elle a mené 975 actions dans 618 résidences, au service de la cohésion sociale, de l'emploi, de la transition écologique et de l'innovation sociale, parmi lesquelles les 5 promotions du dispositif Pack emploi-logement. Piloté par l'inter-bailleurs **Seqens, in'li**, ICF Habitat, CDC Habitat, Logirep et Plaine Commune Habitat, le programme propose à de jeunes étudiants ou diplômés résidant dans le parc Hlm des bailleurs, une semaine de coaching dispensée par La Ligue des Jeunes Talents. Avec 35 entreprises partenaires, le dispositif a accompagné 40 jeunes vers l'emploi ou la reprise d'études.

## « Hlm, l'esprit sport ! » fait vivre l'héritage des Jeux

Dans le cadre de la 11<sup>e</sup> édition de la Semaine de l'Innovation Hlm organisée en juin par l'Union sociale pour l'habitat sur le thème « Hlm, l'esprit sport ! », un clin d'œil aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, **Promologis** a organisé trois événements pour ses locataires, en partenariat avec des acteurs locaux. À Aureilhan (65) du biathlon laser et des jeux découvertes, en collaboration avec l'Office Départementale des Sports sur l'Esplanade des Courreous ; à Muret (31) de l'initiation à la boxe, des casques de réalité virtuelle, une tour d'escalade et des animations autour du théâtre, en collaboration avec le Boxing Club de Muret, le Théâtre des Prébambules et la Mission Locale ; et à Labège (31), un mini tournoi de tennis et un concours de vitesse au service étaient réservés aux jeunes locataires de la résidence Orion.



© DR



© Hervé Thouroude

En octobre, lors de la remise des prix de la 7<sup>e</sup> édition du Tremplin Music'AL, dans la salle panoramique de Radio France à Paris (75).

## Le Tremplin Music'AL, révélateur de talents, créateur de lien social

Parrainé en 2024 par Christophe Mali, du groupe Tryo et présidé par Gérard Pont, président du festival Les Francophonies, le Tremplin Music'AL est un concours musical national 100 % numérique, participatif et ouvert à tous. Créé en 2018 par Action Logement, il récompense le meilleur titre original filmé dans son logement ou lieu de vie. Organisé par **Énéal**, foncière médico-sociale du Groupe, en partenariat avec le Crédit Mutuel, Cultura, la Sacem, France Télévisions et Sud Radio, il permet de donner sa chance à des musiciens amateurs et de développer le lien social. Le 28 juin, le jury de professionnels de la musique désignait les trois lauréats 2024 parmi plus de 320 candidatures et près de 18 000 votes.

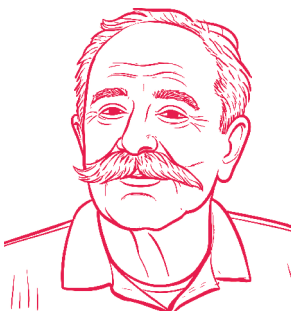
## FENÊTRE SUR

### « Faites bouger votre quartier », pour plus de vivre-ensemble

En 2024, plus de 16 000 locataires de **3F** ont bénéficié du dispositif « Faites bouger votre quartier », imaginé il y a dix ans sous la forme d'un appel à projets visant à donner la possibilité aux habitants de s'impliquer dans la vie de leur quartier en faveur du vivre-ensemble. À l'origine, la volonté de 3F d'aider les locataires et les associations à mettre en œuvre leurs idées, en leur donnant les moyens de les concrétiser grâce à une subvention ou un soutien méthodologique. Parce qu'ils sont les mieux placés pour identifier les besoins au sein de leur résidence. Chaque année, plus d'une centaine de dossiers sont étudiés par un jury composé de collaborateurs 3F et de représentants de la société civile.

# Garantir la sûreté et la tranquillité résidentielle

Afin d'assurer à leurs locataires la jouissance paisible de leur lieu de vie, les 50 filiales immobilières d'Action Logement intègrent au sein de leurs missions la sûreté et la tranquillité résidentielle, notamment en travaillant avec les collectivités territoriales et l'État. En 2024, le Groupe a initié une montée en puissance de cet enjeu essentiel pour le cadre de vie et la sécurité des habitants de son parc de plus d'un million de logements.



**Robert**, 70 ans, locataire à Lormont (33) dans une résidence Domofrance ayant bénéficié de l'intervention de collaborateurs assermentés

La responsable de l'agence locale de Domofrance a réuni les locataires de ma résidence début 2024, pour nous annoncer que désormais, des collaborateurs de proximité assermentés pourraient intervenir pour participer à la lutte contre certaines incivilités. J'ai pu constater que leur intervention était très efficace. Par exemple,

depuis des mois, un locataire garait systématiquement sa voiture sur les espaces verts. À plusieurs reprises, le personnel assermenté l'a rencontré et lui a rappelé les règles du vivre-ensemble, lui indiquant qu'il pourrait être verbalisé s'il ne changeait pas de comportement. Cette intervention a abouti à une médiation et tout est rapidement rentré dans l'ordre, la voiture est maintenant garée au parking.

**70 %**

des filiales envisagent une évolution de leur modèle de sûreté et de tranquillité résidentielle

**1**

**FILIALE SUR 2**

dispose d'un responsable Sûreté et tranquillité résidentielle

Parmi les filiales consultées dans le cadre de l'enquête 2024



© Brunet-Monté

À Nantes (44), la résidence Bataille de **La Nantaise d'Habitations**, qui a participé à l'enquête sur la Sûreté et la tranquillité résidentielle.

## Une démarche à l'échelle du Groupe

En logeant plus de 2,5 millions de personnes, les filiales immobilières du Groupe s'engagent à assurer la tranquillité résidentielle de leurs locataires. Pour mener à bien cette mission, elles mettent en place un panel de dispositifs, complétés de partenariats avec les Villes, les Agglomérations, et l'État (Préfecture, Police, Justice). Dans un contexte d'évolution de la violence urbaine, le Groupe a initié en 2024 la structuration d'une stratégie Sûreté et tranquillité résidentielle. Il s'agit notamment d'élaborer un état des lieux des bonnes pratiques menées par les filiales immobilières, puis un plan de généralisation des outils et process dans le respect du cadre réglementaire, et enfin une stratégie Groupe à déployer dans l'ensemble des filiales. Une Communauté de référents travaille désormais à l'élaboration des process, au partage d'expérience et à la structuration d'engagements socles. En parallèle, la solution ALtranquil (observatoire des actes d'incivilités, d'atteinte aux personnes et aux biens) a poursuivi son déploiement au sein des filiales, tout en bénéficiant de développements évolutifs. Cette démarche a révélé un engagement fort pour garantir un cadre de vie serein et sécurisé aux habitants.

## Un panel de mesures préventives

Afin de préserver le cadre de vie des locataires et de garantir la sécurité des personnes et des biens, les bailleurs du Groupe déploient des mesures telles que la sécurisation des sites, avec des systèmes de contrôle d'accès ou de vidéosurveillance, comme chez **Domofrance**, qui comptait en janvier 2024, 1 350 caméras sur 41 sites, une salle de supervision et un réseau de référents formés à la réglementation. La mise en place de partenariats est également indispensable pour assurer les missions de sécurité, notamment avec les Villes et les Agglomérations, l'État (Préfecture, Police, Justice) ou encore la Cellule de renseignement opérationnelle sur les stupéfiants (CROSS), avec qui **3F** a signé une convention en 2024. Autre dimension essentielle, la protection des collaborateurs et des prestataires, comme chez **3F**, qui a accompagné en 2024 le déploiement du Dispositif d'alerte pour travailleur isolé (DATI). Enfin, les principes de la prévention situationnelle, qui repose sur le fait que des aménagements architecturaux peuvent contribuer à réduire le nombre de délits, sont pris en compte dans les opérations de construction et de réhabilitation.

## L'assermentation, un levier supplémentaire

Pour lutter contre les incivilités, l'assermentation agit comme un levier supplémentaire aux dispositifs existants.

Cette procédure permet de doter des collaborateurs de proximité d'un statut spécifique et de fonctions étendues.

L'assermentation est l'aboutissement d'une formation réglementaire et juridique qui procure une protection à ces collaborateurs assermentés qui ont la possibilité de dresser des procès-verbaux à la suite d'infractions touchant le patrimoine du bailleur. Ces infractions peuvent être liées au stationnement, aux déchets et à l'hygiène, aux nuisances sonores, aux dégradations, aux vols, aux épaves ou encore à la divagation d'animaux. Actuellement en place chez plusieurs ESH du Groupe, telles que **3F**, **Domofrance**, **Podeliha**, ou encore **Vivest**, l'assermentation sera étendue en 2025.



© Arthur Corgier

À Écouffant (49), la résidence du Design où interviennent deux collaborateurs **Podeliha** assermentés.



© DR

Dans le quartier de Borny, à Metz (57), la fresque réalisée par l'artiste David Soner (**Vivest**).

## La solution inter-bailleurs

En 2024, **Vivest** et l'Eurométropole Metz Habitat ont initié un projet sur le périmètre de l'Eurométropole, où les deux bailleurs regroupent plus de 9 000 logements dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Dans deux communes concernées pour le moment, Metz et Woippy (57), l'objectif est de limiter les rassemblements abusifs et les nuisances qui en découlent en s'appuyant sur des rappels au règlement intérieur. Dans le cadre de la mission des bailleurs, notamment le respect du règlement intérieur, ce dispositif inter-bailleurs consiste à faire intervenir une équipe mobile d'agents sur des sites ciblés en concertation avec les forces de l'ordre, dans le cadre d'une convention locale de sécurité entre les bailleurs, l'État, l'Eurométropole de Metz et les Communes.

## FENÊTRE SUR

### Un outil Groupe, **ALtranquil**

Pour accompagner les filiales immobilières du Groupe, **Action Logement Immobilier** déploie **ALtranquil**, un outil de suivi et de gestion des actes d'incivilité et de vandalisme, qui concernait plus de 200 000 logements en janvier 2024, soit 20 % du parc et 6 ESH utilisatrices, **Clésence**, **Domofrance**, **in'li**, **La Cité Jardins**, **Promologis** et **Unicil**. Tout au long de l'année, des développements évolutifs se sont poursuivis, en particulier en matière de gestion des incidents, de mesure des dommages, de suivi du traitement judiciaire ou encore de statistiques. Avec 12 nouvelles ESH engagées, l'objectif d'ici fin 2025 est qu'**ALtranquil** puisse bénéficier à 18 filiales du Groupe.





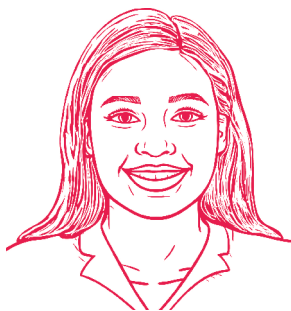
*C'est  
essentiel*

# **pour les entreprises de pouvoir recruter des talents**

1. Faciliter la mobilité résidentielle en lien avec l'emploi
2. Fluidifier les parcours résidentiels

# Faciliter la mobilité résidentielle en lien avec l'emploi

La mobilité résidentielle liée à l'emploi est au cœur de la mission d'utilité sociale du Groupe : faciliter l'accès au logement pour favoriser l'emploi. Pour les salariés en CDD, en formation ou en mission de courte durée, ou encore pour les saisonniers, réussir à louer un logement pour quelques semaines ou quelques mois est particulièrement difficile, en raison du manque de solutions adaptées. Avec l'ensemble de ses filiales, le Groupe se mobilise pour répondre aux besoins.



**Manon**, 35 ans, locataire dans la Résidence à vocation d'emploi (RVE) Croix Verte, proposée par in'li Sud-Ouest à Montpellier (34)

Je suis venue de Martinique, où je travaille à l'Hôpital de Fort-de-France, pour suivre à Montpellier une formation de Préparatrice en Pharmacie Hospitalière. Ça a été compliqué de trouver un logement pour mon fils et moi sur une durée de 10 mois, mais cet appartement de 2 chambres répond à toutes mes attentes : neuf et

meublé, abordable, il est idéalement situé, à 10 minutes à pied de mon stage et à 15 minutes en bus de mes cours. Il y a un espace détente, une laverie, un espace pour travailler, un jardin avec barbecue... Mais le plus important pour nous, c'est que la résidence est très sécurisée, avec notamment un gardien et un agent de sécurité qui prend le relais le soir et le week-end. En plus, j'ai bénéficié de la garantie Visale.

**67 337**

aides et services accordés à des salariés en situation de mobilité ou de recrutement

**75**

**MILLIONS D'EUROS** mobilisés pour ces aides et services



© in'li Sud-Ouest

Située à Montpellier (34) dans le quartier Hôpitaux-Facultés, la Résidence à vocation d'emploi (RVE) Croix Verte (in'li Sud-Ouest).

## Saisonniers : lever le frein du logement

Pour les actifs des secteurs du tourisme et de l'agriculture, les enjeux du logement sont de plus en plus complexes. Les difficultés de recrutement liées à l'absence de solutions logement adaptées sont particulièrement pénalisantes pour les travailleurs saisonniers « non locaux ». Ces difficultés impactent de nombreux territoires où l'économie locale vit au rythme de la saisonnalité, dans les secteurs agricoles et touristiques. Afin d'aider les saisonniers à louer un logement à proximité de leur emploi, Action Logement a étendu en juin la garantie Visale (voir page 42) aux travailleurs saisonniers. Concrètement, cela signifie une plus large diversité de logements éligibles ; la capacité de proposer à des bailleurs d'être couverts contre les impayés locatifs sur des durées d'occupation réduites, de 1 à 9 mois ; une couverture améliorée du risque locatif pour les bailleurs en cas de dégradations du logement, jusqu'à 3 mois de loyer. Pour développer une offre de logements adaptés, abordables et de qualité, meublés et équipés, sur des durées flexibles, le Groupe porte une réflexion prospective et mobilise l'ensemble de ses entités en ciblant les structures collectives, le parc Hlm et intermédiaire, le parc privé, ainsi que des solutions innovantes et des partenariats avec les entreprises et les acteurs locaux.

Retrouver le Guide pour loger les saisonniers sur : [groupe.actionlogement.fr](https://groupe.actionlogement.fr)



© DR

Dans l'agglomération d'Annecy, à Meythet (74), la résidence Maryse Bastié (**3F Résidences**).

## Des résidences adaptées à la mobilité

Afin de loger les salariés en mobilité, le Groupe propose des structures collectives spécifiques, telles que la Résidence hôtelière à vocation sociale (RHVS) construite par **3F Résidences** à Meythet (74), à proximité de l'aéroport d'Annecy, au cœur des principales zones d'emploi : cette résidence mobilité de 70 logements sera gérée par AATES et abritera à partir de juillet 2025 des salariés intérimaires, en CDD, en période d'essai, alternants, saisonniers, stagiaires ou en contrat d'insertion. De son côté, **Action Logement Services** soutient notamment l'extension des locaux du Centre régional de formation (CEREF) du BTP au Grand-Bourgtheroulde (27), en participant au financement de 20 studios destinés à loger des apprenants et des salariés du BTP pour une durée flexible, de 1 nuit à plusieurs mois. Démarrés en juillet 2023, les travaux devraient s'achever en septembre 2025.

## Habitat temporaire, modulaire et déplaçable

Inaugurées à Pontarlier (25) le 5 mars 2024 par **Néolia** et Habitat 25 dans le cadre de la SAC SACHA, les 5 premières tiny houses d'un programme qui en compte 10 constituent une première en Bourgogne-Franche-Comté. Sur ce territoire frontalier avec la Suisse où le foncier est rare et cher, la pénurie de logements abordables complexifie davantage encore l'accès au logement pour les jeunes actifs, les alternants et les saisonniers. C'est pour répondre aux enjeux du lien emploi-logement sur ce secteur que ce projet d'habitat déplaçable et temporaire a été coconstruit en lien avec les acteurs économiques locaux : le Département du Doubs, Habitat 25, Néolia, Action Logement Services, la Ville de Pontarlier et les entreprises locales, dont Schrader Pacific qui met à disposition gratuitement le foncier. De son côté, **Espacil** finalisait en août la livraison à Redon (35) de 24 logements modulaires destinés à des moins de 30 ans, actifs ou apprentis (voir page 37).



© Néolia

À Pontarlier (25), livraison de 5 tiny houses par **Néolia**.

## Innovation et réversibilité

Un an après l'ouverture de sa première Résidence à vocation d'emploi (RVE) à Montpellier (34) en 2024, **in'li Sud-Ouest** livre en mai 2025, toujours sur une zone côtière et touristique, sa deuxième RVE à Anglet (64). À l'origine de ce concept inédit, la volonté de répondre à la demande des salariés des entreprises locales ayant besoin d'accéder à des logements abordables et de qualité, sur de courtes durées (7 jours à 10 mois), pour des séjours en lien avec l'emploi. Les 147 logements meublés et équipés (T1 et T1 bis) de cette nouvelle résidence sont donc réservés aux travailleurs saisonniers durant la saison estivale, et le reste de l'année, aux salariés en mobilité, en CDD, intérimaires ou en période d'essai.

## FENÊTRE SUR

### Louer pour l'emploi

Pour accompagner la mobilité des actifs en diversifiant l'offre locative avec des solutions complémentaires au parc social et intermédiaire, **Action Logement Services** propose aux propriétaires bailleurs du parc privé un dispositif visant à favoriser et sécuriser la mise sur le marché locatif de leur patrimoine. Il s'agit de Louer pour l'emploi, une offre de services qui consiste à mobiliser, en priorité dans les bassins d'emploi, des logements locatifs du parc privé à un loyer abordable. Louer pour l'emploi comprend un service socle (conseil sur le montage du projet, garantie Visale contre les risques d'impayés locatifs,...) qui peut être complété d'un prêt pour la réalisation de travaux et/ou d'une aide à l'entrée dans les lieux réalisée par un professionnel de l'immobilier agréé.

# Fluidifier les parcours résidentiels

Pour faciliter les parcours résidentiels des salariés, le Groupe leur propose une variété de solutions logement, adaptées à l'évolution de leurs besoins tout au long de leurs parcours de vie. Pour faire correspondre l'offre au plus près des besoins, dans tous les territoires, et pour leur permettre d'y accéder facilement, Action Logement développe des outils visant à fluidifier les parcours résidentiels, qu'il s'agisse d'études, de partenariats ou de plateformes dédiées.



*Célia*, 29 ans, locataire en mobilité, de Cognac (16) à Nantes (44)

Je suis infographiste et j'étais locataire depuis trois ans à Cognac d'un deux pièces géré par Noalis. En juin 2024, une belle opportunité professionnelle s'est présentée, à Nantes. Par le plus grand des hasards, j'avais lu sur une affiche dans le hall de mon immeuble que Noalis proposait un dispositif mobilité pour les salariés : j'ai joint le référent qui m'a expliqué la marche à suivre.

Il me suffisait d'avoir un numéro de demandeur de logement social pour faire ma demande en Pays de la Loire. À peine un mois plus tard, La Nantaise d'Habitations m'a proposé deux logements à visiter, en plein cœur de Nantes. J'ai pu emménager sans avoir la charge d'un double loyer : six semaines après mes premières démarches, ma nouvelle vie a commencé !

**97 000**

offres de logement  
publiées sur al-in.fr  
en 2024

**45 000**

candidatures  
en 6 mois sur la  
plateforme de  
logements temporaires



© Alexis Gourdeau

À Bobigny (93), ensemble de 190 logements réhabilité en 2024 (Seqens).

## Anticiper pour agir au plus près des besoins

Pour identifier les besoins au plus juste, répondre avec pertinence aux attentes des salariés et favoriser les parcours résidentiels, le Groupe mène régulièrement des études et des enquêtes à dimension locale ou nationale. Ainsi, en mai, Action Logement et le Conseil départemental de Haute-Savoie présentaient les résultats de la cinquième étude visant à actualiser la connaissance des besoins à horizon 2028. En octobre, **Action Logement Services** rendait publique l'étude réalisée en partenariat avec France Travail sur les besoins croisés des entreprises et des salariés en Nouvelle-Aquitaine. Conçue comme une aide à la décision pour les bailleurs, les élus, les fédérations professionnelles, et les collectivités, cette démarche a été renouvelée dans les Pays de la Loire, en partenariat avec les Chambres de commerce et d'industrie de la région. Par ailleurs, dans le cadre du fonds innovation du Groupe, AL'INOV, Action Logement a financé sur l'année 23 études d'envergure nationale ou régionale. Enfin, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement (**Idhéal**), fondé en 2020 et cofinancé par Action Logement, a publié en 2024 quatre études destinées à éclairer les enjeux de l'habitat et de la ville de demain.



À Vaulx-en-Verin (69), la résidence Florescence, 10 maisons en accession abordable (**Alliaide Habitat**).

## Favoriser les mobilités au sein du parc

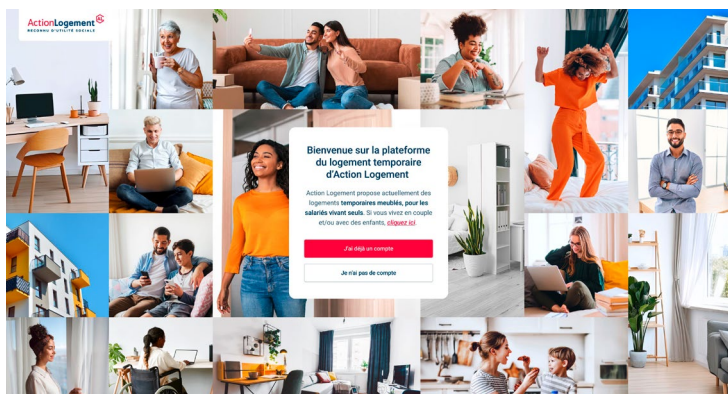
Dans le cadre des engagements de qualité de service, le Groupe a lancé début 2024 un service inédit d'aide à la mobilité résidentielle et professionnelle au sein de son parc. Ce dispositif permet d'aider gratuitement les locataires du parc social et intermédiaire des filiales du Groupe, salariés du secteur privé, dans leurs projets de mobilité liés à l'emploi. Le service s'appuie sur le patrimoine Action Logement de plus de 1,1 million de logements abordables. Pour y avoir accès, le locataire doit être en situation de mobilité professionnelle, en CDD ou en CDI dans une entreprise d'au moins 10 salariés située à plus de 70 kilomètres ou à au moins 1h15 de trajet de son logement actuel. En 2024, 55 locataires ont bénéficié du dispositif.

## Renforcer la digitalisation du parcours client

Ouverte depuis 2020 et destinée à toutes les parties prenantes du parcours locatif, la plateforme locative al-in.fr permet notamment aux salariés d'être acteurs de leur demande de logement social. Fin 2024, elle comptait 811 398 salariés enregistrés et 96 393 offres publiées. Quant à l'extranet réservé aux entreprises, un an après le lancement du Bilan de services en 2023, **Action Logement Services** dresse un bilan positif de cet outil de suivi et de gestion sur mesure, qui leur permet de consulter les produits du Groupe utilisés par leurs salariés. Après un an d'utilisation, cet espace enregistrait près de 45 000 visites. Et parce que la digitalisation s'adresse à tous les acteurs du logement, depuis octobre 2024, Action Logement met à disposition des promoteurs immobiliers la plateforme « Objectif logement abordable » (OLAB), qui leur permet d'identifier et de développer des opérations de construction dans l'ensemble des territoires (voir aussi page 19).



Le 26 août 2024, lors de la signature du partenariat avec France Travail.



## FENÊTRE SUR

### Mieux informer les demandeurs d'emploi

En août, Action Logement et France Travail renouvelaient leur convention de partenariat visant à fluidifier l'accès au logement et consolider les parcours professionnels des personnes en recherche d'emploi, notamment les travailleurs saisonniers. Ce partenariat est destiné à être décliné dans les régions entre 2024 et 2027.

Parce que la connaissance des besoins emploi-logement et la mise en visibilité des solutions logement sont des éléments clés du processus, France Travail et Action Logement vont croiser les données issues de leurs études auprès des entreprises locales. En complément, les structures du Groupe multiplient les séances d'information auprès des entreprises et des salariés.

## Nouveau : une plateforme pour les logements temporaires

En complément de la plateforme locative al-in.fr, destinée à faciliter les demandes de logement social, **Action Logement Services** ouvrait en juin 2024 un nouvel espace réservé aux salariés à la recherche d'un logement temporaire : logement-actionlogement.fr. Objectif : donner accès, en temps réel, à toutes les offres de logements temporaires financés par Action Logement. La plateforme propose un parcours 100 % digitalisé et la possibilité de candidater directement en ligne. Six mois après son lancement, elle comptait déjà près de 45 000 salariés enregistrés, plus de 5 000 offres publiées et 1 925 salariés logés. Prochaine étape au premier semestre 2025 : l'extension au logement intermédiaire et privé.



À Guérande (44), dans le nouvel écoquartier Kenkiz, la résidence Éolie comprend 28 appartements, 22 proposés en accession coopérative par **Espacil** et 6 commercialisés en Prêt social location-accession (PSLA) par **Coop Logis**.



*C'est  
décisif*

**d'être  
accompagné  
pour devenir  
propriétaire**

1. Accompagner les accédants,  
sécuriser leur projet

# Accompagner les accédants, sécuriser leur projet

Depuis plus de 70 ans, Action Logement favorise les parcours résidentiels en développant l'accession sociale à la propriété. Alors que l'accès au crédit est de plus en plus complexe pour les foyers modestes, le Groupe développe des dispositifs pour les aider à devenir propriétaires de leur logement, en simplifiant les démarches et en sécurisant leur projet d'acquisition.



*Julien*, 36 ans, propriétaire à La Motte-Servolex (73) et 1000<sup>e</sup> acquéreur de l'ONV

Nous sommes devenus propriétaires parce que l'ONV nous a permis de le devenir. Avant, on se disait qu'on n'achèterait jamais parce qu'on n'avait pas les moyens, mais lorsque l'ONV nous a proposé d'acheter l'appartement vacant qui était juste au-dessus de celui qu'on louait à l'Opac Savoie, ça

nous a fait réfléchir, d'autant que le logement proposé correspondait exactement à nos attentes. Et quand l'ONV nous a expliqué les modalités d'acquisition, les conditions avantageuses, le prix abordable, la sécurisation de l'achat et les garanties en cas de problème, on a sauté le pas ! En plus, on a été parfaitement accompagné tout au long du processus d'achat !

**80 755**

ménages  
accompagnés pour  
accéder à la propriété

**503**

millions d'euros  
mobilisés pour  
les prêts Accession  
et Travaux

## Un engagement historique, des aides efficaces

Les partenaires sociaux ont toujours placé au cœur de leur ambition l'accession sociale à la propriété et ont développé des dispositifs et des accompagnements spécifiques, pour les salariés aux revenus modestes. Dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, **Action Logement Services** a ainsi mobilisé 503 millions d'euros en 2024 pour permettre à 14 000 primo-accédants d'acquérir leur logement et d'y faire des travaux, grâce à un prêt Accession au taux de 1% pour un montant maximum de 30 000 euros\*, et à un prêt Travaux à 1,5% d'un montant maximum de 10 000 euros. Les filiales d'**Action Logement Immobilier** ont développé en 2024 plus de 1 000 opérations en Prêt social location-accession (PSLA). Une formule en deux temps qui permet de passer, après une phase locative, à une phase acquisitive pour devenir propriétaire d'un bien neuf à prix maîtrisé. Par ailleurs, grâce notamment à la plateforme Havitat.fr, 3 591 ménages ont pu acquérir un logement social mis en vente par un bailleur du Groupe. Dans ces deux cas, plus d'un accédant sur cinq a bénéficié du prêt Accession d'Action Logement Services. Enfin, l'Opérateur national de vente (ONV) qui dispose désormais dans l'ensemble du territoire d'un patrimoine de plus de 9 100 logements, dont 27% en Île-de-France, a accéléré en 2024 le rythme de ses ventes aux locataires, avec 464 nouveaux bénéficiaires.

\* voir aussi page 59, le dispositif dédié à la Martinique.



© Thomas Cabbot

À Rennes (35), le bâtiment Odacité comprend notamment 107 logements, dont 73 en accession abordable et coopérative (**Espaceil**).



© DR

En 2024, premières signatures de l'ONV avec Batigère, pour 101 logements à L'Isle-d'Abeau (38).

## L'ONV : la vente en bloc, quatre fois sécurisante

En 2024, l'Opérateur national de vente (ONV) a acquis 1 228 logements et a vendu 464 logements à des accédants. Structure de pilotage agile et experte, elle est depuis 2019 dédiée à l'achat en bloc de logements du parc social en vue de leur revente, prioritairement aux locataires occupants. L'ONV apporte son expertise aux locataires, en sécurisant leur parcours résidentiel ; aux Organismes de logement social (OLS), en favorisant leur dynamique patrimoniale ; aux collectivités locales, en contribuant à la stabilité et à la mixité sociale ; et aux entreprises, en renforçant le lien emploi-logement et en contribuant au développement de l'économie locale. Pour mieux accompagner ses futurs acquéreurs et locataires à la vie en copropriété de leur immeuble, l'ONV a développé en partenariat avec l'AFPOLS un dispositif de formation ludique et digital intitulé Ma Copro, ON Vous donne les clés.

## Le BRS, une alternative qui a du sens en zones tendues

42 % des filiales immobilières du Groupe sont désormais agréées Organismes fonciers solidaires (OFS) et peuvent donc développer des opérations en Bail réel solidaire (BRS), attractives pour les acquéreurs aux revenus modestes, grâce à la dissociation de la propriété du bâti et du foncier. En parallèle, **Action Logement Services** finance des opérations portées par les OFS en zones tendues. Ainsi, **Unicil** a inauguré au printemps 2024 à Bandol (83) les Terrasses Banches, une résidence de 86 logements dont 30 en BRS et 10 en accession sociale. À La Valette du Var (83), Action Logement Services a cofinancé avec le Groupe Arcade VYV une résidence de 138 logements, dont un tiers proposé en BRS. Et à Dinard (35), **La Rance** poursuit la construction de la résidence Les Serres, un programme de 119 logements dont 70 en BRS.



© DR

À Bandol (83), les 86 logements des Terrasses Banches ont tous vue sur la mer (**Unicil**).



© Epsilon 3D

La future résidence Les Australes de Tours, 9 logements en BRS (**Valloire Habitat**).

## 110 conseillers aux côtés des acquéreurs

Gratuit et personnalisé, le service de conseil en financement d'**Action Logement Services** a accompagné en 2024 près de 60 000 ménages dans leurs démarches pour devenir propriétaires. À chaque étape du projet, 110 conseillers présents dans tous les territoires interviennent pour proposer le plan de financement le plus adapté, incluant les aides financières disponibles dans le respect de la réglementation bancaire et financière. Ce service couvre tous les segments de l'accession abordable : achat dans le neuf, en VEFA, en Prêt social location-accession (PSLA) ou en BRS, acquisition d'un logement Hlm ancien mis en vente par une filiale immobilière ou proposé par l'Opérateur national de vente (ONV).

## FENÊTRE SUR

### Tours adopte le Bail réel solidaire

**Valloire Habitat**, premier Organisme de foncier solidaire (OFS) de la région Centre-Val de Loire, développe depuis juillet 2024 son offre en accession abordable à Tours (37), en commercialisant en BRS 9 logements du T2 au T4. Les Australes de Tours, une résidence idéalement située en centre-ville propose des appartements à faible consommation énergétique, qui permettent de réduire les charges locatives tout en préservant l'environnement. Avec une architecture bioclimatique mixant bois et béton, le programme utilise des matériaux biosourcés valorisant les circuits courts et répond aux critères de la réglementation RE2020. Dans la Métropole Tourangelle, ce projet est complété par deux autres résidences en BRS à Tours et Chambray-lès-Tours.



À Bordeaux (33), la résidence Yellome Les Naiades, 11 logements locatifs sociaux pour jeunes actifs et étudiants, a été livrée par **Domofrance** en juin 2024.



*C'est  
fondamental*

# de soutenir les jeunes actifs

1. Développer le logement des jeunes :  
la priorité
2. Aider les jeunes actifs et les étudiants  
à se loger

# Développer le logement des jeunes : la priorité

Conscient que les difficultés rencontrées par les jeunes pour se loger ont été aggravées par la crise du logement et le regain d'inflation, Action Logement renforce sa mobilisation en faveur du logement des moins de 30 ans. Pour le Groupe, c'est une priorité : pour que le logement ne soit un frein, ni à la formation, ni au démarrage dans la vie active, ni au recrutement des entreprises. La vitalité économique des territoires en dépend.



**Malik**, 23 ans, locataire dans la résidence étudiante Jean Monnet, gérée par Néolia à Illkirch-Graffenstaden (67)  
Pour suivre mon Master Comptabilité à l'Université de Strasbourg, j'avais besoin de déménager, et la seule solution pour moi était d'être logé en résidence étudiante, qui propose des loyers deux fois moins chers que le parc privé. Je connaissais cette résidence car mon frère y avait habité pendant ses études et en avait été très satisfait, alors

j'ai déposé une demande sur le site de Néolia. J'ai eu une réponse en quelques semaines et j'ai également bénéficié de la garantie Visale. Je dispose d'un studio meublé et d'un accès gratuit à la laverie et au parking. Le gardien loge sur place, ce qui est très pratique, et si nous avons des questions, nous pouvons aussi téléphoner à Néolia car ils sont très réactifs et proposent toujours des solutions !

Un patrimoine de  
**47 407**  
logements jeunes  
dans tous les  
territoires

**8 660**  
logements  
supplémentaires  
livrés d'ici 2028



© Promologis

Sur le campus de l'Institut aéronautique et spatial (IAS) de Toulouse (31), la résidence pour étudiants et jeunes actifs de 108 logements (**Promologis**).

## À besoins spécifiques, solutions spécifiques

Qu'ils soient étudiants, alternants ou apprentis, qu'ils démarrent dans la vie active ou se trouvent fragilisés par des difficultés économiques ou sociales, ou par un handicap, les profils des moins de 30 ans à la recherche d'un logement pour accéder à la formation ou à l'emploi sont multiples. Et pourtant, ces jeunes partagent des caractéristiques qui impactent fortement leur parcours résidentiel. Ils se trouvent souvent en situation de précarité financière, ce qui complexifie leur recherche compte tenu du prix des loyers, surtout en zones tendues, du niveau de garantie exigé, et de l'offre insuffisante de petites surfaces abordables et de qualité. Caractérisés également par une forte mobilité professionnelle, estudiantine et personnelle, ils sont amenés à déménager souvent et ont besoin de solutions flexibles, avec des baux et des préavis adaptés. Peu familiers des démarches administratives et des contraintes liées à la gestion d'un logement, ils ont fréquemment besoin d'accompagnements et de services associés, ainsi que d'espaces communs propices au lien social. Les entités du Groupe disposent d'un patrimoine de 47 407 logements répondant à ces critères, en livreront 8 660 de plus d'ici 2028, et imaginent des solutions pour développer davantage encore l'offre dédiée.



© DR

À Brive-la-Gaillarde (19), la future résidence Yellome, au pied du Centre de formation des apprentis de l'UIMM (Noalis).

## Yellome, une marque dédiée aux jeunes

Avec la marque Yellome, 7 ESH du Groupe développent une offre conçue pour les jeunes actifs et les étudiants, principalement en Occitanie, en Nouvelle-Aquitaine, en Bourgogne-Franche-Comté, dans le Grand Est et en Auvergne-Rhône-Alpes : **Noalis**, **Domofrance** et **La Cité Jardins** ont été rejoints en 2024 par **Énéal**, **Néolia**, et **Promologis**, et en 2025 par la **SDH**. Les résidences Yellome proposent de petites surfaces, du studio au 2 pièces, des loyers abordables, des séjours flexibles, de 1 à 24 mois, et des préavis de 8 jours à 1 mois. Les logements sont meublés et équipés, les locataires bénéficient de démarches simplifiées, de services associés et d'espaces communs. Avec de nouvelles livraisons comme la résidence Astéria de Promologis à Toulouse, en 2024, Yellome totalisait 7 500 logements, tous accessibles depuis le site yellome.fr.

## Des résidences et des services adaptés

Après l'inauguration en juin à Savenay (44) de la résidence Madame Jan, 21 studios meublés pour jeunes actifs acquis en VEFA auprès d'**Espacil**, **La Nantaise d'Habitations** proposait en septembre au cœur de Nantes (44) sa troisième résidence Loire Campus, Imagin'Erdre. L'ensemble de 94 studios est agréé Résidence universitaire. Il propose des services tels que des vidéoconsultations avec des psychologues.

Solutions d'habitat social transitoire avec accompagnement socio-éducatif, les Foyers de jeunes travailleurs (FJT) s'adressent aux moins de 30 ans en voie d'insertion sociale et professionnelle ou exerçant une activité professionnelle. Début 2024, **3F Résidences** livrait à Bordeaux (33) dans le quartier de La Jallère un FJT de 100 logements, avec locaux de formation et espace de restauration. En Corse-du-Sud à Porto-Vecchio (20), dans le cadre de la réalisation de 74 logements en locatif intermédiaire, **in'li Paca** prévoit au rez-de-chaussée 8 logements réservés à la colocation pour saisonniers, et pour jeunes en formation pendant le reste de l'année. Livraison prévue début 2026.



© Brunet - Monié

À Nantes (44), la résidence universitaire Imagin'Erdre (La Nantaise d'Habitations).



© Espacil

À Redon (35), assemblage de l'un des 24 logements modulaires (Espacil).

## FENÊTRE SUR

### L'alternative du modulaire

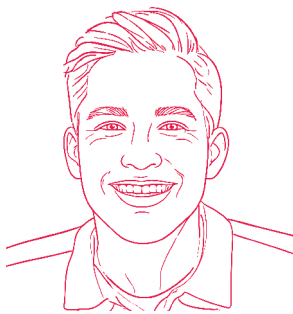
Grâce à un procédé constructif local, rapide et innovant, **Espacil** finalisait en août la livraison à Redon (35) de 24 logements modulaires en bois 3D. Destinés à des moins de 30 ans, prioritairement actifs et apprentis, ces logements sont proposés avec un bail d'un an renouvelable. Imaginés par le cabinet d'architecture Tetrarc à Nantes (44), fabriqués et équipés au sud de Rennes (35), les modules en bois de 39 m<sup>2</sup> chacun sont acheminés par camion pour former une résidence de 24 logements équipés et meublés. Chacun dispose d'une place de stationnement et d'un local à vélos. Sur place, seuls l'assemblage et le terrassement sont effectués. Soit une opération livrée moins d'un an après l'agrément. Certifiée NF Habitat HQE, elle répond aux seuils 2025 de la RE2020.

## Développer l'offre malgré la pénurie de foncier

En zones tendues, la réhabilitation et la transformation d'usage permettent de développer l'offre de logements malgré la pénurie de foncier. En juin, la **Foncière de transformation immobilière (FTI)** livrait à Corbeil-Essonnes (91), avec **Seqens** et **Seqens Solidarités**, une résidence universitaire de 79 logements issue de la transformation d'anciens bureaux d'EDF (voir aussi page 19). À Blois (41), dans le cadre du programme Action Cœur de Ville, **Action Logement Services** a participé au financement d'une résidence acquise en VEFA par **3F Résidences** : depuis août, elle propose 96 logements pour salariés de moins de 30 ans, en formation ou en stage, en alternance ou en apprentissage.

# Aider les jeunes actifs et les étudiants à se loger

Les faibles ressources des étudiants et des jeunes actifs impactent fortement leur parcours résidentiel. Amplifiées par la crise du logement et par l'inflation, leurs difficultés à se loger à proximité de leur lieu de formation ou de leur emploi sont rendues plus difficiles encore en zones tendues, où les loyers sont élevés et l'offre restreinte. Pour les soutenir et faciliter leur accès au logement, Action Logement met en place des aides adaptées.



**Romain**, 20 ans, colocataire dans la résidence Kléber de Logeo Seine, au Havre (76), et bénéficiaire de l'AIDE MOBILI-JEUNE®

Après un BTS Professions Immobilières, je poursuis mes études en alternance au sein d'une école de Commerce au Havre. Mon domicile étant assez éloigné, j'ai dû trouver un logement situé à proximité de mon école et de l'entreprise où je suis salarié. Je connaissais l'AIDE MOBILI-JEUNE® par des amis qui en ont déjà bénéficié,

l'obtention est simple et rapide car tout se fait en ligne. J'ai été agréablement surpris car le montant que je perçois correspond à un quart de mon loyer, ce qui me permet d'être autonome financièrement, sans rien avoir à demander à mes parents. Je suis en colocation avec deux autres étudiants dans la résidence Kléber, où des logements de grande taille (meublés et avec Wifi) sont réservés pour la colocation.

**88 %**

des garanties Visale ont été accordées à des moins de 30 ans

**41 %**

des attributions locatives ont bénéficié à des moins de 30 ans



© DR

Le 14 février, à Cléon (76), pendant le forum « En route vers l'alternance et la formation », les équipes présentent les solutions logement du Groupe.

## 70 % des aides accordées aux moins de 30 ans

Près de 70 % des aides et services proposés par **Action Logement Services** ont été accordés à des moins de 30 ans en 2024. Un chiffre qui tend à augmenter chaque année, révélant la difficulté croissante des jeunes à se loger. Qu'ils soient en formation ou au début de leur vie active, ils ont souvent des ressources limitées, un statut fragile, et leur mobilité professionnelle est supérieure à la moyenne. Leur besoin d'accompagnement étant essentiellement lié à la location et à la mobilité, ils ont représenté, en 2024, 88 % des garanties Visale accordées, 46 % des bénéficiaires de l'AVANCE LOCA-PASS® et 41 % des attributions locatives. Action Logement Services propose également une aide dédiée aux alternants et aux apprentis, l'AIDE MOBILI-JEUNE®, qui prend en charge une partie des loyers.

Afin d'augmenter le nombre de bénéficiaires dans tous les territoires, Action Logement se mobilise pour faire connaître aux jeunes l'offre globale du Groupe, qu'il s'agisse des aides ou des logements qui leur sont dédiés. Comme l'a rappelé en janvier 2024 Philippe Lengrand\*, vice-président d'Action Logement Groupe : « Au regard de leur mission d'utilité sociale, les partenaires sociaux du groupe Action Logement ont sur ce sujet des convictions fortes et des dispositifs efficaces. »

\* Bruno Lindowna est vice-président d'Action Logement Groupe depuis mars 2025.



© DR

Le 30 août à Gravelines (59), séance d'information devant des alternants.

## Développer l'information auprès des jeunes

Pour améliorer la visibilité de l'offre en informant les jeunes sur les solutions logement du Groupe dont ils peuvent bénéficier, **Action Logement Services** intervient dans des forums et des salons, ou bien dans les écoles et les universités à l'occasion des Journées portes ouvertes. Les équipes d'Île-de-France ont notamment participé en septembre à la 10<sup>e</sup> édition de la Crémaillère de la Maison de l'Étudiant sur le campus de l'Université Paris-Nanterre (92), en octobre, au Salon de l'Information Jeunesse de Béthune (62), en mars, au Salon des Recruteurs et de l'Apprentissage de Besançon (25) ou encore en janvier, à Forom'ap, le forum des études en alternances, à Brest (22). Intervenir directement dans les entreprises est une autre façon de s'adresser aux jeunes, comme en août, où Action Logement Services a présenté, en lien avec les équipes d'EDF, les dispositifs du Groupe à la centaine d'alternants de la Centrale Nucléaire de Gravelines, près de Dunkerque (59).

Le 20 novembre, au Salon des maires et des collectivités locales (de gauche à droite) : Bruno Arcadipane, président d'Action Logement Groupe, Jean Castex, président de la Fondation agir contre l'exclusion (FACE), Nadia Bouyer, directrice générale d'Action Logement Groupe, et le général Jean-Pierre Metz, président de la Fondation du Service militaire adapté (SMA).

## Des partenariats pour une action renforcée

Pour amplifier son action en faveur des jeunes, le Groupe noue des partenariats avec des acteurs du logement, qu'il s'agisse d'associations, de fédérations, d'unions nationales, d'agences publiques ou parapubliques, ou encore de fondations. Ainsi, Action Logement et l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ) ont renouvelé en septembre la convention de partenariat qui les lie de longue date. Elle permettra notamment de promouvoir les solutions proposées par le Groupe : les aides et services, les plateformes locatives (notamment celle dédiée au logement temporaire) pour améliorer le flux des attributions dans les résidences Habitat Jeunes, et le soutien financier pour la production de Résidences sociales - Foyers de jeunes travailleurs (RS-FJT), y compris dans le cadre d'opérations Action Cœur de Ville et de renouvellement urbain.

## Trouver un logement, trouver un emploi

Afin de faciliter le recrutement de jeunes actifs, **Action Logement Services** et **in'li Aura** se mobilisent pour développer le concept inédit de Working in Lyon, qui consiste à proposer aux candidats une offre alliant emploi et logement. Avec l'appui d'Action Logement Services pour identifier les entreprises bénéficiaires, in'li Aura propose ainsi, dans le cadre d'un partenariat avec Working in Lyon, des logements intermédiaires situés à Villeurbanne et à Caluire-et-Cuire (69) et qui seront livrés entre 2025 et 2026. Par ailleurs, dans le cadre du partenariat avec Nos Quartiers ont du Talent (NQT), Action Logement a participé à l'événement Quartier Jeunes organisé par l'association, en partenariat avec France Travail et la Mission locale de Paris. Objectif : accompagner les jeunes diplômés dans leur recherche d'emploi, notamment avec des ateliers de coaching individualisés.



© Hervé Thouroude

## FENÊTRE SUR

### Accompagner l'insertion des jeunes ultramarins

Pour mieux répondre aux besoins des jeunes ultramarins et accompagner leur insertion professionnelle dans les territoires d'Outre-mer, à l'occasion du Salon des maires et des collectivités locales, Action Logement a signé en novembre une convention de partenariat avec la Fondation du Service militaire adapté (SMA) sous l'égide de la Fondation Agir contre l'exclusion (FACE). Il s'agit de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et la recherche de logement ou d'hébergement, par le développement de synergies nouvelles dans les cinq territoires ultramarins où le Groupe intervient (voir page 58). Objectif : mieux faire connaître les aides et services d'Action Logement auprès des jeunes accompagnés par la Fondation du SMA et renforcer les coopérations à l'échelle locale.





*C'est  
juste*

# de soutenir les plus modestes

1. La solidarité : une valeur, des actions
2. Accompagner pour assurer le maintien dans le logement

# La solidarité : une valeur, des actions

La tension du secteur du logement abordable rend plus difficile encore l'accès au logement pour les actifs aux revenus modestes. C'est vrai aussi pour les seniors, qui peinent à trouver un logement adapté à leurs moyens et à leurs besoins spécifiques. Pour ces publics facilement fragilisés, Action Logement développe des solutions adaptées.



**Tessa**, 32 ans, locataire dans le parc privé à Saint-Étienne (42) et bénéficiaire de Visale

Après avoir vécu en Bretagne, j'ai décidé de retourner à Saint-Étienne, où je suis assistante administrative. À mon arrivée, mes parents m'ont accueillie mais j'avais envie de prendre mon indépendance car la cohabitation avec ses parents, même si elle est agréable, reste parfois difficile. Pour trouver un

logement, j'avais besoin d'un garant car je suis en CDD. C'est le bailleur qui m'a parlé de la garantie Visale. Mon dossier était en concurrence avec trois autres candidats, mais grâce à Visale, j'ai pu obtenir le logement. Avant, je ne connaissais pas Visale, mais j'avais entendu parler d'Action Logement par des amis qui avaient effectué des demandes de logement. Je suis pleinement satisfaite de cette solution qui m'a vraiment facilité la vie !

**340 211**

garanties Visale  
délivrées pour accéder  
au parc privé

**37 778**

AVANCE LOCA-PASS®  
accordées pour  
le dépôt de garantie



## Sécuriser pour faciliter la location

La sécurisation locative est une priorité pour Action Logement, pour permettre aux salariés en situation de précarité d'avoir accès à un logement, notamment en zones tendues où le montant des loyers est particulièrement élevé. Avec la garantie Visale, lancée en 2016 et pilotée par sa filiale, l'Association pour l'accès aux garanties locatives (APAGL), le Groupe s'est affirmé comme un acteur majeur pour, d'une part permettre à des actifs à faible revenu d'accéder aux logements du parc privé et d'autre part, inciter les bailleurs à louer à des personnes aux ressources modestes, souvent dépourvues de garants. En neuf ans, 1,5 million de ménages ont été logés grâce à la garantie. Pour la seule année 2024, 340 211 Visale ont été accordées, dont plus de la moitié à des alternants ou à des salariés des entreprises. Désormais élargie au bénéfice des saisonniers (voir page 26), la garantie Visale répond à un enjeu économique majeur pour les territoires, notamment en zones tendues.

Par ailleurs, 37 778 AVANCE LOCA-PASS®\* ont été délivrées en 2024 : ce prêt à taux 0 % est accordé par **Action Logement Services** à des salariés d'entreprises du secteur privé non-agricole, pour régler le dépôt de garantie demandé par le bailleur au moment de la signature du bail de leur logement.

\*Action Logement Services propose également des aides et services pour les salariés du secteur agricole : <https://www.actionlogement.fr/le-secteur-agricole>



© DR

À Montbrison (42), le chantier de reconstruction de l'Ehpad des Monts-du-Soir (**Énéal**).

## Déployer une stratégie du « Bien Vieillir »

Avec **Énéal**, foncière médico-sociale créée par le Groupe en 2020, Action Logement déploie une politique du « Bien-vieillir » fondée sur l'identification de quatre catégories de locataires, les salariés vieillissants, les seniors autonomes ou en situation de handicap, et les aidants familiaux. Le Groupe a poursuivi en 2024 la structuration de cette politique pour proposer aux aînés des logements adaptés et des services personnalisés répondant à leurs besoins spécifiques, notamment pour faciliter le maintien à domicile. À cet effet, un observatoire de la mission « Bien-Vieillir » a été mis en place afin de mesurer l'action des filiales dans le domaine, notamment les services et accompagnements proposés pour faciliter la vie de leurs locataires seniors. Les filiales peuvent aussi s'appuyer sur un Book de références sur les différentes formes d'habitat pour seniors.

## Favoriser l'autonomie des seniors

Dans tous les territoires, les filiales immobilières du Groupe construisent des logements adaptés pour répondre aux besoins locaux. Ainsi, **Promologis** achevait en mai à Caissargues (30) la résidence des Arènes, 19 logements labellisés Habitat Senior Services®. Cette maison en partage comprend un lieu de vie collectif et propose aux locataires des activités ainsi qu'une aide administrative. En juillet, **Domial** livrait une résidence autonomie de 70 logements destinée aux aînés de Sélestat (67). Porté par Domial, la Ville, la Collectivité européenne d'Alsace (CEA), et l'association Abrapa d'aide et de service à la personne, le projet s'est construit sur un ancien site de production créé en 1882 par la manufacture des Tabacs de Strasbourg. En fin d'année, **Espacil** démarrait à Bruz (35) la construction d'une nouvelle Maison Helena, 30 logements adaptés pour seniors autonomes.



© Abrapa

À Sélestat (67), la résidence autonomie livrée par **Domial** en juillet.

## Garantir une offre abordable et de qualité

**Clairsienne** et **Énéal** ont posé en juin la première pierre d'une résidence intergénérationnelle de 40 logements à proximité de Blaye (33) : 7 maisons individuelles et 23 logements collectifs pour **Énéal**, dont 13 destinés aux seniors, et 10 maisons individuelles pour Clairsienne. Cette résidence sera labellisée Haute Sécurité Santé (HS2®) par l'Apave, un label qui favorise le maintien à domicile des personnes âgées, leur santé, leur sécurité et leur bien-être dans un cadre de vie approprié. Livraison prévue en 2026. En juillet, **Énéal** a acquis auprès de l'Office public de l'habitat des Pyrénées-Atlantiques trois Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) totalisant 72 places et situés à Malaussanne, Mazerolles et Morlanne.

## FENÊTRE SUR

### Une gardienne « Référente seniors »

**Alliade Habitat**, dont un quart des 60 000 locataires a plus de 65 ans, livrait en octobre la résidence intergénérationnelle Alabama, dans le quartier des États-Unis à Lyon (69). Composée de 22 appartements du T2 au T5, dont 12 logements familiaux destinés aux salariés, la résidence se distingue par ses 10 logements réservés à des personnes de plus de 65 ans et conformes aux exigences du label Habitat Senior Services® visant à favoriser le maintien à domicile des seniors. La gardienne de la résidence, Référente seniors, est formée à l'accompagnement de proximité des seniors, contribuant ainsi au bien-vieillir à domicile et à un cadre de vie sécurisé.

# Accompagner pour assurer le maintien dans le logement

Attaché aux valeurs de solidarité, Action Logement développe des dispositifs pour les salariés confrontés à des difficultés, qu'elles soient d'ordre financier, médical, professionnel ou familial, afin de les aider à se maintenir dans leur logement ou à se (re)loger. Le Groupe s'attache également à faire vivre le lien emploi-logement avec des initiatives partenariales inédites visant à rapprocher les demandeurs d'emploi du monde de l'entreprise.



*Florence*, 43 ans, locataire de Mâcon Habitat (71) et bénéficiaire de Soli'AL

À l'automne 2024, ma situation s'est brutalement dégradée. Destabilisée dans ma vie personnelle, j'ai accumulé les dépenses jusqu'à ne plus pouvoir honorer le loyer de 600 euros pour le T4 où j'habite avec mes 2 fils. Très vite, dès le premier rejet de prélèvement de mon loyer, mon bailleur m'a proposé un plan

d'action : il a pris en charge 85 % de mon loyer d'octobre et a fait les démarches pour que Soli'AL me propose une aide sur quittance pour les mois de novembre et décembre. Ces aides m'ont permis de reprendre pied. Les démarches ont été rapidement menées, j'ai vraiment été accompagnée avec bienveillance. Aujourd'hui, je gère rigoureusement mon budget et ces problèmes sont derrière moi.

**81 056**

aides et services accordés à des ménages en difficulté

**9 456**

ménages accompagnés par Soli'AL



© Atelier Tequi Architecture

En septembre, **3F Résidences** livrait à Champigny-sur-Marne (94) la seconde tranche d'une résidence sociale de 225 logements.

## Soutenir et orienter

Lorsque les difficultés ne permettent plus de payer les frais liés au logement, le **service Accompagnement social des salariés** intervient pour prévenir le surendettement et le défaut de paiement de loyer ou de remboursement de crédit immobilier. En 2024, plus de 24 500 diagnostics ont été réalisés et 21 032 ménages ont été accompagnés dans le cadre d'un contrat d'engagements réciproques. Au total, 9 550 aides ont été attribuées pour un montant global de 28,7 millions d'euros (63 % en subventions et 37 % en prêts). Dans 4 cas sur 5, les bénéficiaires sont en CDI et disposent de ressources inférieures à 2 000 euros par mois. Dans 72 % des situations, les accompagnements sont réalisés auprès de personnes isolées ou de foyers monoparentaux. Par ailleurs, 16 700 ménages ont été orientés vers l'une des 272 associations partenaires, en particulier Soli'AL et celles réunies au sein des Unions départementales des associations familiales (UDAF). Le Groupe intervient aussi aux côtés de l'Union nationale des comités locaux pour le logement autonome des jeunes (UNCLLAJ) et de l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ), qui sont mobilisées pour les jeunes actifs. Créée en 2019, Soli'AL soutient également les opérateurs Groupe et hors Groupe dans l'accompagnement de leurs locataires en difficulté : en 2024, la filiale a délivré à 120 bailleurs 8,5 millions d'euros qui ont permis de soutenir le pouvoir d'achat de 8 500 locataires en difficulté.



© 3F - DR

## « Un toit, Un emploi » pour les jeunes en difficulté

Afin de mieux coordonner l'insertion professionnelle et l'accès au logement, **3F Notre Logis** et le MEDEF Lille Métropole ont signé une convention le 11 décembre. L'objectif est de réserver 30 % des attributions locatives aux publics prioritaires, tout en soutenant le lien emploi-logement. Expérimenté dès juillet, le dispositif « Un toit, Un emploi » doit faciliter l'accès à un logement du parc de 3F Notre Logis, pour les publics prioritaires engagés dans un parcours d'insertion professionnelle et accompagnés par le Conseil Départemental du Nord. Le principe : allier « job dating » et « bail meeting », pour permettre à des jeunes issus de l'Aide Sociale à l'Enfance et bénéficiaires du RSA d'être soutenus dans leurs démarches, pour trouver à la fois un emploi et un logement social. Les trois premières rencontres ayant obtenu un taux de réussite de 50 % sur le double enjeu, la démarche pilote sera reconduite et élargie en 2025.

## Loger les publics prioritaires et les bénéficiaires du DALO

Dans le cadre de la loi du 5 mars 2007, modifiée en 2009, Action Logement a l'obligation de consacrer 25 % de ses attributions locatives annuelles à des ménages bénéficiant du Droit au logement opposable (DALO) et à des publics reconnus prioritaires (personnes en situation de handicap, locataires d'un habitat indigne, femmes victimes de violence conjugale, etc.). En 2024, les 50 filiales immobilières du Groupe ont à ce titre logé 48 199 ménages (32 % du total des logements attribués) dans l'ensemble des territoires en France hexagonale et ultramarine. Et ce, grâce à la plateforme AL-in.fr à laquelle sont raccordés des organismes tels que France terre d'asile, le Service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) ou l'Accompagnement vers et dans le logement (AVDL). Pour compléter le dispositif, en janvier 2024, une interface entre le portail de **Foncière Logement** et AL-in.fr a été mis en place.

## Un dispositif pour les victimes de catastrophes naturelles

À trois reprises en 2024, **Action Logement Services** a déclenché son dispositif dédié aux victimes de catastrophes naturelles : en janvier, après le cyclone Béal qui a frappé La Réunion, en mars, pour les habitants de Seine-et-Marne après la crue du Grand Morin, et en décembre, pour les habitants de Mayotte, très lourdement touchés par le cyclone dévastateur Chido (voir aussi page 58). Ce pack de services comprend la mise à disposition d'une adresse mail dédiée pour formuler des demandes d'aides ou d'accompagnement, un diagnostic personnalisé pour identifier les actions à engager, des aides financières, notamment une subvention pour alléger les charges de logement ou faire face à des frais d'hébergement, ainsi que la garantie Visale sans condition de revenus pour faciliter l'accès au logement dans le parc privé.



L'ancien foyer de jeunes filles, rue Saumaise à Dijon (21), transformé par **Habellis** en résidence pour femmes victimes de violence, étudiants, et jeunes actifs.

© DR

## FENÊTRE SUR

### Mobilisés pour les violences faites aux femmes

Le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, Action Logement a organisé une rencontre sur le thème « Les entreprises accompagnent les salariés victimes de violences conjugales », réunissant experts et chefs d'entreprises. Objectif : mettre en place des solutions pérennes pour accompagner les victimes. « *L'accès au logement est un élément-clé puisque dans la plupart des cas, ce sont les femmes victimes qui sont contraintes de quitter leur logement. Mise à l'abri dans des logements d'urgence ou dans des foyers dédiés, accès à Visale, ces nombreux leviers sont à amplifier* », a souligné Nadia Bouyer, directrice générale du Groupe.



À Avrillé (49), la construction de la résidence Avifaune a recours à des ciments bas-carbone produits localement par la société vendéenne Hoffman Green (**Podeliha**).



*C'est  
impératif*

# de contribuer à la transition environnementale

1. Construire des logements économes et vertueux
2. Réhabiliter pour améliorer la qualité des logements

# Construire des logements économes et vertueux

La Convention quinquennale 2023-2027 réaffirme la mission sociétale du Groupe et ses engagements RSE. L'un des trois axes stratégiques définis par les partenaires sociaux est de contribuer à la transition écologique et à la stratégie bas-carbone. Action Logement renforce ainsi son effet d'entraînement de l'écosystème du logement et de la construction. Objectifs : réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon 2030 et tendre vers la neutralité carbone à l'horizon 2040, tout en préservant la biodiversité.



**Mélodie**, 52 ans, locataire dans une résidence SHLMR située à La Plaine-des-Palmistes (La Réunion) et bénéficiant d'un accompagnement des locataires labellisé Logement des Hauts.

J'habite depuis janvier 2024 la résidence Les Jardins de Lamartine, qui dispose d'équipements tout à fait particuliers pour affronter notre climat, le plus souvent chaud et humide, mais aussi froid pendant l'hiver. Les équipes de la SHLMR sont passées quatre fois cette année pour nous montrer

comment utiliser de façon optimale les équipements comme le poêle à bois ou la varangue d'hiver qui favorise la circulation de l'air et que j'ai découverte en m'installant. Je trouve mon appartement très confortable, et je n'ai jamais eu de problèmes de moisissure ou d'humidité. C'est gagnant pour ma santé, pour celle de mes enfants, et mes charges d'énergie restent raisonnables. De plus, on bénéficie d'un environnement arboré très agréable et reposant.

**1,1**  
MILLIARD D'EUROS  
pour financer des  
logements durables

**28 %**  
des logements neufs  
atteignent le seuil 2025  
de la RE2020



## Une stratégie de décarbonation globale et ambitieuse

Pour relever le défi de la transition écologique, Action Logement dispose depuis 2022 d'un Plan pour les économies d'énergies et la décarbonation mis en œuvre par l'ensemble des filiales. Dans ce cadre, la stratégie de décarbonation des activités d'**Action Logement Immobilier** s'articule autour de trois axes : la mesure « en temps réel » de l'empreinte carbone ; l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre grâce notamment à un mix énergétique et à l'intensification de l'utilisation de sources d'énergie renouvelables telles que la géothermie, le solaire et le biogaz ; enfin, l'adaptation du parc aux évolutions du climat pour garantir la qualité de vie des locataires (confort d'été, végétalisation, cartographie des risques naturels). En complément, une démarche d'innovation partenariale et volontariste contribue à l'émergence de solutions pour une ville plus durable, tandis que, depuis 2019, **Action Logement Services** intègre des critères environnementaux à l'octroi d'aides pour la construction de logements exemplaires, en soutenant les projets de construction neuve visant le seuil 2025 (ou plus) sur les critères de la RE2020, ou l'obtention d'un label de type Haute qualité environnementale (HQE).

À Paris (75), construction par **Seqens** de 24 logements avec façade « Bois-Béton », certifiés NF Habitat HQE, Effinergie +, E2C2, Bâtiment bas-carbone (BBCA), et Bâtiment biosourcé niveau 2.

© DR



© DR

Au Val-de-Reuil (27), la Villa Séréna, (**3F Normanvie**).

## Bas-carbone et haute qualité bâtementaire

À Val-de-Reuil (27), **3F Normanvie** démarrait en fin d'année la Villa Serena, un ensemble de 105 logements labellisé Bâtiment Biosourcé de niveau 3 et BEE +, et dépassant le seuil 2031 de la RE2020. À Saint-Quentin (02), dans l'écoquartier du Maréchal Juin, **Clésence** posait en juillet la première pierre d'une résidence étudiante qui sera complétée par la construction de 44 logements sociaux bas-carbone. À Bagneux (92), **Immobilier 3F** inaugurait en novembre les 76 logements de la résidence Jeanne Moreau, lauréate de L'Équerre d'argent, notamment pour sa faible empreinte carbone. À Bouxières-aux-Dames (54), **3F Grand Est** livrait en juin une résidence en ossature bois de 24 logements construite à partir d'un procédé hors-site, tandis qu'à Villerupt (54), dans l'écoquartier Cantebonne, **Vivest** a lancé un projet de 37 logements qui bénéficiera des labels Bepos Effinergie 2017, Bâtiment Biosourcé et E+C-.

## De nouvelles résidences faiblement énergivores

En entrée de ville de Grasse (06), **3F Sud** livrait en début d'année Les Terrasses d'Anthémis, 60 logements et 3 locaux d'activité dans une résidence équipée de panneaux photovoltaïques et labellisée NF Habitat HQE et RT2012 - 10 %. À Saint-Martin-d'Hères (38), la résidence pour étudiants démarrée en mai par la **SDH** disposera de 320 mètres carrés de panneaux photovoltaïques permettant l'autoconsommation. À Alfortville (94), **Foncière Logement** a obtenu le permis de construire de 92 logements en RE2020 seuil 2025, avec des systèmes de chauffage alimentés par la géothermie. En décembre, **Domofrance** livrait à Bordeaux (33) la résidence La Bastide : ses 54 logements bénéficient du réseau géothermique urbain et de panneaux photovoltaïques.



© SDH

À proximité immédiate de Grenoble (38), 506 logements étudiants en cours de construction (la **SDH**).



© AP GARDEN

Transformation de jardins adaptés à la sécheresse (**La Cité Jardins**).

## La renaturation en action

À l'image de **Clairsienne**, engagée auprès de l'Office français de la biodiversité et récompensée par le label ÉcoJardin pour la gestion écologique du parc des Akènes à Lormont (33), les filiales développent une stratégie ambitieuse en faveur de la biodiversité. Le partenariat avec l'entreprise niortaise Créateur de Forêt a permis à **Immobilier Atlantic Aménagement** la renaturation de 7 hectares en deux ans. Pour préserver les ressources en eau, **La Cité Jardins** a achevé en février la transformation des jardins de sa résidence L'Anciada à Elne (66), en remplaçant une grande partie du gazon par des espèces végétales et florales adaptées au climat local et résistantes à la sécheresse.

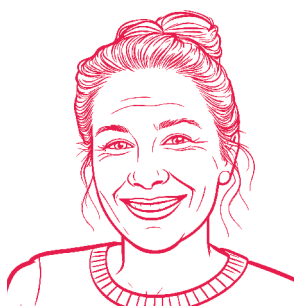
## FENÊTRE SUR

### Technologie « bois-béton » pour un habitat urbain décarboné

Dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris (75) **Seqens** poursuit en 2024 la construction de 24 logements sociaux selon des procédés innovants : il s'agit du premier bâtiment de logements en France avec une façade mixte bois-béton (FMB) dont la structure en bois est pourvue d'un revêtement béton en façade. Cette façade mixte préfabriquée hors-site permet de réduire les nuisances de mise en œuvre, le temps de construction et le bilan carbone. Avec une structure bois certifiée Bois de France, le bâtiment bénéficie des labels NF Habitat HQE, Effinergie +, E2C2, Plan Climat Ville de Paris, BBCA, Bâtiment biosourcé niveau 2. Un toit terrasse végétalisé de plus de 80 mètres carrés accueille des projets d'agriculture urbaine.

# Réhabiliter pour améliorer la qualité des logements

En maintenant un effort soutenu pour réhabiliter le bâti existant, en 2024, le Groupe a dépassé les objectifs annuels qu'il s'était fixés pour l'activité de réhabilitation dans le cadre de la Convention quinquennale 2023-2027. Il s'agit de maintenir la qualité de son parc immobilier, participer aux enjeux environnementaux et de développement de l'offre, et contribuer aux économies d'énergies en faveur des locataires.



*Hélène*, 56 ans, locataire dans une résidence Espacil située à Noyal-sur-Vilaine (35) et dont la réhabilitation s'est achevée en 2024

Lorsque je suis arrivée dans mon appartement il y a huit ans, c'est le bruit qui m'a le plus gênée, car on entendait tout ce qui se passait chez nos voisins. Grâce aux isolations phoniques réalisées, on n'entend plus rien ! La rénovation a permis aussi le remplacement de la VMC et l'isolation thermique par l'extérieur. Les panneaux de bardage qui habillent l'isolant posé sur la façade de l'immeuble apportent de surcroît une nouvelle esthétique à la résidence, tout comme les travaux d'embellissement du hall d'entrée. Espacil est également intervenu au niveau de la toiture, pour l'isolation et l'étanchéité, et des panneaux photovoltaïques ont été posés. Autre point positif de cette rénovation : les économies sur mes charges de chauffage et d'eau chaude !

Lorsque je suis arrivée dans mon appartement il y a huit ans, c'est le bruit qui m'a le plus gênée, car on entendait tout ce qui se passait chez nos voisins. Grâce aux isolations phoniques réalisées, on n'entend plus rien ! La rénovation a permis aussi le remplacement de la VMC et l'isolation thermique par l'extérieur. Les panneaux de bardage qui habillent l'isolant posé sur la façade de l'immeuble apportent de surcroît une nouvelle esthétique à la résidence, tout comme les travaux d'embellissement du hall d'entrée. Espacil est également intervenu au niveau de la toiture, pour l'isolation et l'étanchéité, et des panneaux photovoltaïques ont été posés. Autre point positif de cette rénovation : les économies sur mes charges de chauffage et d'eau chaude !

**41 395**

logements mis en réhabilitation

**1,6**

**MILLIARD D'EUROS**

investis pour la réhabilitation et la résidentialisation



© 3F - hrvtprod

À Thiais (94), réhabilitation hors-site, avec la pose de panneaux de façade réalisés sur mesure en usine (Immobilier 3F).

## Les enjeux multiples de la réhabilitation

Avec près de 42 000 logements mis en réhabilitation en 2024, le Groupe suit la trajectoire fixée dans le cadre de la Convention quinquennale 2023-2027, qui prévoit 200 000 logements rénovés par les filiales immobilières sur la période, soit 40 000 par an. Réhabiliter permet avant tout de préserver le patrimoine, pour garantir aux locataires des logements de qualité. Avec 35 % des réhabilitations labellisées Bâtiment Basse Consommation (BBC) en 2024 et des économies de charges énergétiques pour les locataires, les réhabilitations répondent à des enjeux multiples : réduction de l'empreinte environnementale, préservation de la biodiversité, sobriété foncière, soutien du pouvoir d'achat des locataires... Ainsi, à Nanterre (92), **Erigere** achevait en fin d'année la réhabilitation de 68 logements dont la performance énergétique est passée du DPE E à B pour deux bâtiments. À Paris (75), **Immobilier 3F** achèvera en 2025 la réhabilitation de sa résidence de l'avenue de Corbera, qui fera évoluer les 255 logements de l'étiquette énergétique F à B. Et à Saint-Priest (69), l'isolation thermique par **Alliade Habitat** de la résidence Petit Bois, associée à la mise en place de pompes à chaleur, permettra de réduire la consommation énergétique de plus de 70 %.



© Cabinet 5Cinq Troyes

À Troyes (10), réhabilitation et transformation d'usage (**Mon Logis**).

## Sobriété foncière : miser sur le bâti existant

Que ce soit dans les zones où le terrain à bâtir est rare et la demande de logements élevée, ou dans celles contraintes par l'exigence du Zéro artificialisation nette (ZAN), la réhabilitation apporte une solution à la difficile équation de la sobriété foncière et du développement de l'offre. Avec des opérations de réhabilitation comme à Saint-André-de-l'Eure (27), où le **Logement Familial de l'Eure** finalisait en juillet les chantiers des résidences Porte des Champs et Les Parfondines ; ou encore des opérations de démolition-reconstruction ou de transformation d'usage comme à Troyes (10), où **Mon Logis** démarrait en juin la transformation de la bâtisse de la Rûche Moderne et du parking attenant en 58 logements, dans le respect des éléments patrimoniaux tels que la façade classée, avec ses abeilles en céramique.

## Recycler les friches urbaines

De plus en plus, les filiales du Groupe s'attaquent à la reconquête de friches urbaines. Sur ces fonciers déjà artificialisés, il s'agit, dans la mesure du possible, d'avoir recours au recyclage de matériaux ou de bâtis. À Blanzat (63) par exemple, **Auvergne Habitat** poursuivait en 2024 la requalification d'un site industriel du XIX<sup>e</sup> siècle. Objectif : y créer, d'ici 2025, 78 logements afin de loger les salariés du bassin d'emploi clermontois. Sur 13 000 mètres carrés, le projet intègre des contraintes liées à la dépollution, à la préservation du patrimoine industriel et à la loi sur l'eau, avec obligation de préserver le ruisseau situé en contrebas. Pour le valoriser, Auvergne Habitat va installer une unité de production d'électricité basée sur la force hydraulique en présence, au bénéfice des locataires.



© Auvergne Habitat

À Blanzat (63), le Clos Saint-Vincent en cours de construction (**Auvergne Habitat**).



© Fabien Desgroux

Micro-forêt plantée à Villepinte (93) dans une résidence de **Foncière Logement**.

## Réhabiliter, un levier pour la biodiversité

Les réhabilitations sont aussi l'occasion d'agir en faveur de la biodiversité. Notamment en végétalisant les espaces extérieurs, comme ce fut le cas à Brignais (69) pour la réhabilitation par **Immobilier Rhône-Alpes** d'une résidence de 50 logements. Dans le Grand Est, **Action Logement Services** finance la plantation de micro-forêts urbaines dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) bénéficiant d'une opération de renouvellement urbain. Et à Thionville (57), **Vivest** réalise un projet de 35 appartements labellisé BiodiverCity®. De son côté, **Podeliha** intègre la biodiversité dans ses projets de construction et de réhabilitation, qui bénéficient tous d'un Diagnostic biodiversité.

## FENÊTRE SUR

### Le pari du hors-site

En novembre, **Immobilier 3F** inaugurerait à Thiais (94) une réhabilitation hors-site, où l'ESH a expérimenté la pose de panneaux de façade réalisés sur mesure en usine. Pour les locataires, c'est un temps de chantier plus court et des nuisances réduites, une amélioration du confort et une baisse de la consommation énergétique estimée à 25 %, avec un passage en étiquette C et une labellisation BBC. Afin d'accompagner la montée en compétence de cette pratique pour la construction et la réhabilitation, le groupe 3F, la Société des Grands Projets et Grand Paris Aménagement, avec le soutien du Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA), ont fondé l'association « Filière hors-site France ».



À Saint-Denis de La Réunion, la résidence Normandie, inaugurée en septembre 2024, comprend 95 logements dont 61 pour jeunes actifs et étudiants (la SHLMR).



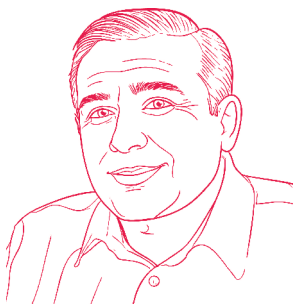
*C'est  
vital*

# de soutenir le développement de tous les territoires

1. Un engagement amplifié pour le renouvellement urbain
2. Les cœurs de villes moyennes, au cœur des enjeux
3. Une mobilisation forte en faveur du logement ultramarin

# Un engagement amplifié pour le renouvellement urbain

Financé à hauteur de 72 % par Action Logement, le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) est entré en 2024 dans une phase d'accélération. Concrètement, ce sont 3 millions d'habitants dont 1,3 million d'actifs des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) qui, à terme, bénéficieront directement des effets positifs du NPNRU. Foncière Logement et les 50 filiales immobilières du Groupe prennent une part essentielle pour redessiner la ville.



**Marc, 44 ans, locataire dans une résidence de Foncière Logement à Saint-Ouen (93)**

Au moment de mon divorce, j'ai vraiment traversé un moment difficile. C'est le CSE de mon entreprise qui m'a indiqué que Foncière Logement disposait de logements à Saint-Ouen, dans un quartier qui a beaucoup évolué. Ce nouveau logement m'a aidé à tourner la page. Pour rejoindre mon travail à Paris, j'ai tous les transports en commun, bus et métro, je n'utilise plus ma voiture ! Je

suis à dix minutes à pied du centre-ville et tout à côté du célèbre marché aux Puces qui est devenu, avec mes jumelles de 13 ans que j'ai en garde alternée, notre promenade favorite du dimanche. Je dispose d'un grand trois pièces, avec vue sur les arbres de l'avenue. La résidence est très calme, avec une atmosphère très familiale puisque tout le monde se connaît.

**39 016**

logements financés  
au titre du NPNRU

**1**

**MILLIARD D'EUROS**

engagés pour  
le renouvellement  
urbain sous forme de  
prêts et de subventions



© Agence Schneider

À Mézidon Vallée d'Auge (14), la construction de 13 logements dans le cadre du NPNRU a démarré en juin 2024 (Logissia).

## Des quartiers rénovés, transformés, renouvelés

La signature le 28 juin 2024 de la convention tripartite entre l'État, Action Logement et l'ANRU prévoit, en déclinaison de la Convention quinquennale 2023-2027, que le Groupe consacrera sur la période 3,8 milliards d'euros (2,2 milliards en subventions et 1,6 milliard en prêts) au NPNRU. En complément, 60 millions d'euros de subventions par an seront octroyés à **Foncière Logement**, l'opérateur de la mixité sociale. De plus, en engageant 600 millions d'euros de prêts, Action Logement est allée au-delà du montant prévu par la convention tripartite pour accompagner le financement d'opérations de requalification (505 millions d'euros) et de reconstitution de l'offre (95 millions d'euros). Ce sont les Offices publics de l'habitat qui sont les principaux bénéficiaires des prêts bonifiés, à hauteur de 48,5 %. Ces prêts bonifiés ont été majoritairement mobilisés en Île-de-France (30 %), dans les Hauts-de-France (17 %) et en Auvergne-Rhône-Alpes (12 %). Ces financements développeront une offre nouvelle de 39 016 logements locatifs sociaux. En contrepartie des prêts alloués aux bailleurs, ce sont près de 100 000 droits de réservations qui ont été acquis. En contrepartie des subventions, le Groupe obtient des fonciers lui permettant de développer plus de 20 000 logements, au bénéfice des salariés du secteur privé, apportant une mixité positive dans les QPV.



© SDH

À L'Isle-d'Abeau (38), l'ensemble immobilier Triforium après sa réhabilitation (la **SDH**).

## Les filiales mobilisées pour les quartiers

Engagées pour répondre au plus près des besoins du terrain, les filiales immobilières développent des projets dans le cadre du NPNRU. Quelques exemples de réalisations portées en 2024. À Compiègne (60), au Clos des Roses, **Clésence** a réhabilité 347 logements et a programmé la démolition de 102 logements obsolètes. À L'Isle-d'Abeau (38), la **SDH** achevait en novembre la réhabilitation de l'ensemble immobilier Triforium, regroupant 124 logements. À Mézidon Vallée d'Auge (14), **Logissia** a démarré en juin la construction de 13 logements collectifs qui seront suivis par 5 maisons en Prêt social location-accession (PSLA), tandis qu'à Sens (89), **Habellis** participe à la reconstitution de l'offre dans le quartier de Lorrach (25 logements). Et **3F Centre Val de Loire** a programmé la réhabilitation et la résidentialisation de plus de 300 logements dans le quartier de La Source, à Orléans (45).

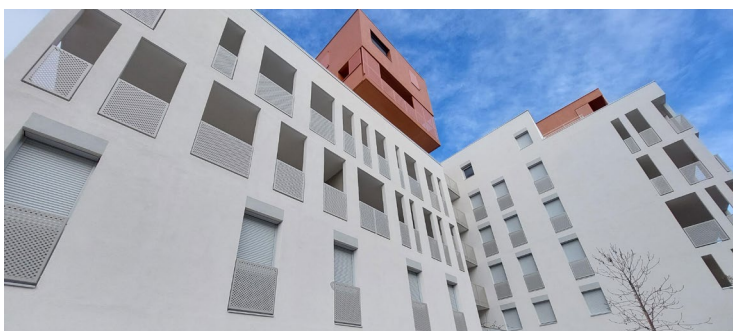
## Zoom sur Auxerre, Rillieux-la-Pape et Val-de-Reuil

Investi dans le renouvellement urbain depuis son origine, Action Logement apporte 72 % de la contribution financière totale du NPNRU. Ainsi, à Rillieux-la-Pape (69), le NPNRU a financé la requalification du quartier des Alagniers à hauteur de 13,4 millions d'euros : 7,5 millions d'euros de prêts d'**Action Logement Services** et 5,9 millions d'euros de subventions. À Auxerre (89), dans le quartier des Rosoirs, Action Logement Services a contribué à la réhabilitation, réalisée par le bailleur OAH, de la résidence Fleurus et de ses 74 logements. Le Groupe a également accompagné la réhabilitation par Siloge des 83 logements des résidences Les Cascades et le Hameau de l'Andelle, inaugurées à Val-de-Reuil (27) en octobre.



© Action Logement

La résidence Fleurus à Auxerre (89), dans le quartier des Rosoirs.



© DR

À Montpellier (34), la nouvelle résidence H20 (**Foncière Logement**).

## Digneo s'attaque à l'habitat indigne

Développé en 2020 par Foncière Logement, **Digneo** a engagé des interventions dans plus de 2 250 logements. La Convention quinquennale 2023-2027 prévoit 100 millions d'euros de prêts sur la période, pour permettre à Digneo de déployer sa mission, confirmée et élargie par la loi du 9 avril 2024 qui vise à accélérer et simplifier la rénovation de l'habitat dégradé dans les centres anciens. Première opération identifiée, l'opération de Marignane (13) est entrée dans la phase de démarrage des travaux, après la signature en octobre de l'acte d'acquisition des terrains et des immeubles. Par ailleurs, Digneo livrait en décembre ses 6 premiers logements réhabilités à Albigny-sur-Saône (69).

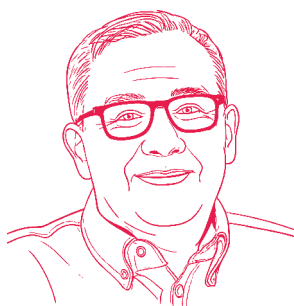
## FENÊTRE SUR

### Un nouvel oxygène pour le Petit Bard Pergola

À l'occasion du 84<sup>e</sup> Congrès Hlm, les gouvernances d'**Action Logement Groupe** et de **Foncière Logement** ont inauguré la résidence H20 au Petit Bard Pergola, à Montpellier (34). À la clé pour les salariés : 33 logements en locatif libre répartis dans un bâtiment en L, au cœur de 700 m<sup>2</sup> d'espaces verts. Dans ce Quartier prioritaire de la politique de la ville où 390 logements ont été réhabilités et 500 reconstruits, ce programme illustre la capacité d'Action Logement et de Foncière Logement à réaliser des opérations de requalification urbaine qui participent à la transformation des quartiers, au service de la mixité sociale et de la vitalité des territoires.

# Les cœurs de villes moyennes, au cœur des enjeux

Entré dans sa deuxième phase en 2023, le programme national Action Cœur de Ville est un axe stratégique majeur pour le groupe Action Logement. Essentiel pour la revitalisation et l'attractivité des villes moyennes, il contribue au lien emploi-logement. C'est aussi un outil pertinent pour accompagner les propriétaires dans la réhabilitation de biens obsolètes et proposer des logements de grande qualité environnementale aux salariés des entreprises.



**Vincent**, 55 ans, propriétaire à Châteauroux (36) et bénéficiaire du programme Action Cœur de Ville

Après un premier projet réalisé avec l'aide d'Action Logement, j'ai souhaité renouveler l'expérience, toujours dans le centre ancien de Châteauroux. Dans les deux cas, il s'agit de la réhabilitation et de la transformation d'usage de bâtiments que j'ai achetés à la Ville. En 2022, la rénovation de l'ancienne école Pigier a abouti

à la création de 12 logements, essentiellement loués à des alternants. Le projet en cours concerne 2 bâtiments d'un même ensemble, l'ancien CCAS et une association pour seniors qui a déménagé : début 2026, je pourrai mettre en location 18 appartements. Le soutien d'Action Logement (en subvention et en prêt) est essentiel dans cette opération puisque cela représente environ 53 % du coût total des travaux.

**3 936**

logements financés par Action Logement en 2024

**28 014**

logements financés depuis le début du programme en 2018



© Clésence

À Compiègne (60), la résidence Le Quai des Roses, inaugurée par Clésence en octobre, comprend 31 logements dont 15 en PSLA.

## 258 opérations financées dans 124 communes

En 2024, les engagements financiers déployés dans le cadre du programme Action Cœur de Ville ont dépassé 1,5 milliard d'euros, dont 29 % en subventions. Après une année 2023 de lancement de la deuxième phase du programme, au cours de laquelle les financements d'Action Logement ont évolué pour prendre en compte les nouvelles orientations stratégiques du Groupe en matière de production bas-carbone, 2024 marque une reprise des engagements avec une augmentation de 21 % par rapport à l'année précédente. 2024 correspond également à une meilleure prise en main par les maîtres d'ouvrage des possibilités de financement, dans le nouveau contexte réglementaire, avec la mise en place de la RE2020. Au 31 décembre 2024, 3 936 logements ont été financés, portant la production totale de logements soutenue par Action Logement à 28 014 logements. Cette année, tous parcs confondus, les 258 opérations ont été financées dans 124 communes, dont Sélestat (67), Sinsle-Noble (59) et Saint-Louis (68) entrées en 2023 dans le programme, soit 50 % des communes éligibles. Pour la première fois, l'accession sociale à la propriété représente 10 % des logements financés, alors que cette proportion oscillait entre 3 % et 5 % les années précédentes.



© Sofiane BENSZERARA

À Agde (34), l'hôpital Victor Lachaud, bâtiment historique du XIX<sup>e</sup> siècle réhabilité et transformé en résidence pour jeunes actifs et saisonniers (**La Cité Jardins**).

## Un levier décisif pour la rénovation du patrimoine

L'intervention d'Action Logement repose notamment sur la volonté de partager avec les acteurs locaux un projet exigeant dans le traitement du bâti ancien de centre-ville et de faire évoluer l'offre vers des logements plus adaptés aux conditions de vie actuelles. En 2024, 67 % des opérations financées sont situées dans des secteurs protégés (sites patrimoniaux remarquables – SPR, zones de protection au titre des Monuments historiques,...). Au total, ce sont 2 418 logements pour lesquels les travaux sont soumis à des prescriptions des Architectes des bâtiments de France (ABF). En 2025, l'augmentation du ratio de financement (jusqu'à 1 500 euros par mètre carré de surface habitable) constituera un levier supplémentaire pour rénover ces bâtis remarquables.

## 442 hectares de fonciers économisés

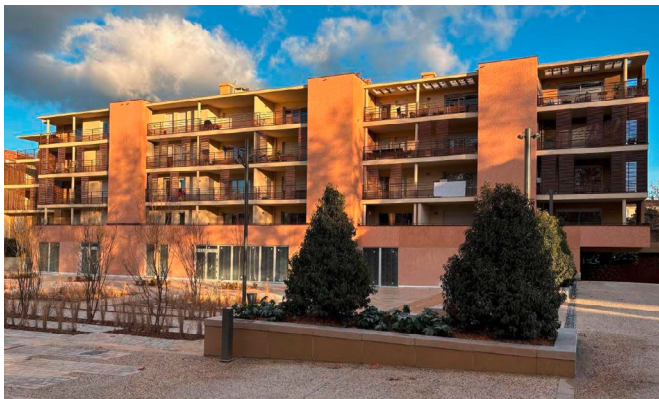
Dans le cadre de sa stratégie RSE, Action Logement a accéléré son action pour réduire l'artificialisation des sols.

Les financements spécifiques mis en place pour Action Cœur de Ville ont pour but la mise en œuvre d'opérations complexes dans un tissu urbain déjà constitué, prioritairement par la requalification de bâtis existants, vacants ou dégradés, y compris avec transformation d'usage. Ces investissements contribuent à la sobriété foncière par la reconstruction de la ville sur la ville, en accroissant le nombre de logements disponibles, aux standards élevés, sans recourir à l'extension urbaine. Depuis 2021, près de 442 hectares ont ainsi été économisés, dont 72 en 2024.



© Plurial Novilia

À Saint-Michel-sur-Orge (91), l'opération de démolition-reconstruction a permis de créer une offre de 39 logements (**Plurial Novilia**).



© DR

À Brignoles (83), la résidence Privilège livrée par **in'li Paca** en septembre.

## Des logements intermédiaires en cœur de ville

L'année 2024 a été marquée par la première livraison d'**in'li Paca**, à Brignoles (83), au titre du programme Action Cœur de Ville. La résidence Privilège propose 38 logements abordables dont 28 en locatif intermédiaire, principalement des T2 et T3, typologies très demandées par les jeunes actifs. En septembre, cette livraison a été l'occasion pour les équipes d'**Action Logement Services** de présenter à de nombreux acteurs locaux les outils et services proposés par le Groupe au profit des salariés et du lien emploi-logement, en partenariat avec l'Agglomération Provence Verte et la Ville de Brignoles, sur la thématique « Vivre et Travailler à Brignoles ».

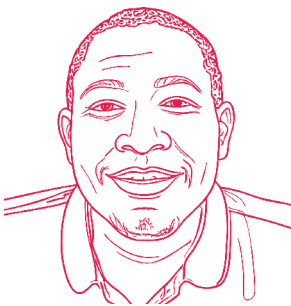
## FENÊTRE SUR

### 17 logements au bureau de poste

Acquis en 2012 par une SCI, ce bâtiment de style Art déco, en cœur de ville de Montauban (82) a bénéficié d'une restructuration d'ampleur livrée en octobre 2024. Le Telegraph, un ancien établissement abritant historiquement la recette principale des services postaux, propose dorénavant 17 logements locatifs avec balcons, aux typologies variées (du T2 au T4), au-dessus d'un rez-de-chaussée conservant son usage de service public postal. Fruit de la concertation avec les services de l'architecture et du patrimoine de l'État et de la Ville, la rénovation globale de l'enveloppe bâtie et des systèmes de ventilation et de chauffage embarque la performance énergétique des logements qui présentent tous une étiquette B ou C.

# Une mobilisation forte en faveur du logement ultramarin

En Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion, en Martinique et à Mayotte, le Groupe est pleinement engagé en faveur de l'amélioration de l'habitat, dans des territoires fortement exposés aux risques environnementaux et confrontés à des contextes économiques et sociaux difficiles. Après le passage dévastateur du cyclone Chido à Mayotte, puis du cyclone Garance à La Réunion, le Groupe est intervenu rapidement auprès des sinistrés, pour agir en faveur de la reconstruction.



**Nasri**, 45 ans, propriétaire à Dzaoudzi (Mayotte) et bénéficiaire de l'aide exceptionnelle mise en place après le cyclone Chido

Ma maison a été dévastée par le cyclone, les baies vitrées et les fenêtres ont été arrachées, les meubles ont pris l'eau, l'équipement électroménager a été endommagé. J'étais désespéré, en particulier car, comme une grande majorité de Mahorais, je n'avais pas d'assurance habitation. Grâce aux réseaux sociaux, j'ai eu

connaissance de l'aide exceptionnelle versée par Action Logement. Sans trop y croire, j'ai rempli le dossier et deux semaines plus tard, l'aide de 2 000 euros était virée sur mon compte. J'ai pu faire les travaux rapidement, ma maison est aujourd'hui sécurisée et c'est essentiel pour ma femme et mes deux enfants. J'ai pu reprendre mon travail de facteur l'esprit tranquille, en sachant que ma famille était à l'abri.

Un patrimoine de  
**47 958**  
logements  
en Outre-mer

**8 005**  
aides et services  
délivrés en 2024



© DR

Fin janvier à Dombéni, Delphine Sangodeyi, directrice générale d'ALMA, en présence notamment de Manuel Valls, ministre des Outre-mer, de François-Xavier Bieuville, préfet de Mayotte, et de Saidi Moudjibou, maire de Dombéni.

## Accompagner les sinistrés et la reconstruction

Avec le passage du cyclone Chido le 14 décembre 2024, l'île de Mayotte a subi une catastrophe majeure qui a touché l'ensemble des habitants et des entreprises. Pour faire face aux besoins les plus urgents, le Groupe est intervenu dès le 19 décembre aux côtés de l'État et des élus du territoire pour accompagner les familles sinistrées et la reconstruction de l'habitat. Ce soutien s'est traduit par la création d'un fonds de solidarité de 2 millions d'euros, qui a permis à 1 000 Mahorais de bénéficier de l'aide « Urgence Solidarité Mayotte » d'un montant de 2 000 euros, destinée à financer les premiers travaux de mise en sécurité et de reconstruction. Pour répondre aux nombreuses demandes, une nouvelle enveloppe a été mobilisée début 2025 afin d'accompagner 2 000 ménages supplémentaires avec une aide de 1 000 euros. Le 30 janvier 2025, à l'occasion de la visite du ministre des Outre-mer, Manuel Valls, les représentants du Comité territorial Action Logement et de la filiale immobilière **ALMA** ont présenté la stratégie du Groupe post Chido pour contribuer à la reconstruction de l'île. Quelques semaines plus tard, après le passage du cyclone Garance à La Réunion, le Groupe déployait à nouveau des mesures d'urgence, grâce à la mobilisation d'**Action Logement Services** et de la **SHLMR**.



© Ozanam

En Martinique, à Schoelcher, la résidence Kirigami (**Ozanam**).



© Sikoa

En Guadeloupe, à Pointe-à-Pitre, la résidence Les Voiles du Mémorial (**Sikoa**).

## S'adapter aux spécificités ultramarines

Dans des territoires ultramarins marqués par des spécificités territoriales fortes, Action Logement mobilise 800 millions d'euros sur cinq ans dans le cadre de la Convention quinquennale 2023-2027, afin de contribuer à l'amélioration du logement. Pour la seule année 2024, le Groupe a ainsi consacré plus de 380 millions d'euros\* au développement d'une offre nouvelle de près de 1 300 logements et à la réhabilitation de plus de 1 800 logements. À La Réunion, la **SHLMR** a livré, sur l'année 2024, plus de 700 logements en construction neuve et compte sur l'année plus de 200 logements réhabilités. En Martinique, **Ozanam** a livré sur l'année 111 logements neufs et a obtenu 267 agréments. Ozanam a également démarré la construction de 70 logements et en a réhabilité 573. En Guadeloupe, **Sikoa** a produit en 2024 près de 160 logements correspondant à 6 opérations mises en service, parmi lesquelles la résidence Les Voiles du Mémorial, 34 logements en locatif social à Pointe-à-Pitre. À Mayotte, **ALMA** poursuivait à Kawéni la construction d'une résidence pour jeunes actifs de 33 logements, dont les fondations sont en béton bas-carbone, une première sur l'île. En Guyane, à Macouria, la SIFAG a démarré la construction de la résidence L'écrin de Souya, 39 logements collectifs et individuels, opération certifiée NF Habitat et conforme à la Réglementation Thermique, Acoustique et Aération (RTAA) DOM.

\* hors réserves de crédits

## Des produits et services dédiés aux salariés ultramarins

Avec plus de 8 000 aides et services délivrés en 2024 en Outre-mer, **Action Logement Services** propose notamment une offre spécifique, que ce soit pour acheter ou faire construire son logement, financer des travaux dans sa résidence principale, ou bénéficier d'un accompagnement dans son opération de régularisation foncière. Ainsi, entre 2024 et 2027, un prêt à 0,5 % d'un montant maximum de 50 000 euros permet aux actifs à partir de 40 ans de financer leur résidence principale située en Martinique. Par ailleurs, dans le cadre d'une expérimentation qui a pris fin en décembre 2024, les conditions d'accès à l'offre locative sociale ont été élargies aux salariés des TPE ultramarines. Autres spécificités, les Guichets uniques de proximité, filiales d'Action Logement Services, accompagnent les bénéficiaires dans leurs démarches d'accession ou de travaux.

### Innovation : 70 projets soutenus

Depuis 2021, le Groupe soutient l'innovation pour accompagner les acteurs ultramarins dans le déploiement de solutions logement répondant aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux des territoires. En trois ans, le Fonds innovation du Groupe, AL'INOV, a apporté un soutien financier à la mise en œuvre de plus de 70 projets déployés en Outre-mer en lien avec les acteurs locaux, notamment pour répondre aux enjeux environnementaux, en cohérence avec le Plan pour les économies d'énergie et la décarbonation, mis en œuvre par le Groupe depuis 2022.

### FENÊTRE SUR

#### LABiMAC mise sur les matériaux locaux

En juin 2024, au sein de l'Université de La Réunion, l'inauguration du LABiMAC marquait une étape importante en faveur du recours aux matériaux de construction locaux, biosourcés, moins carbonés, plus performants et davantage adaptés au milieu tropical. Ce laboratoire unique en son genre en Outre-mer permet de réaliser des essais à partir de matériaux locaux, géosourcés ou recyclés. Confrontée à une pénurie de matériaux locaux, à l'augmentation des coûts et à une demande croissante de logements, La Réunion se doit d'innover. Accompagné par les équipes de la **SHLMR**, le LABiMAC est cofinancé par l'Université de La Réunion et par Action Logement dans le cadre d'AL'INOV.



À Château-Thierry (O2), l'une des 22 résidences du quartier Blanchard réhabilitées par Clésence entre 2021 et 2025.



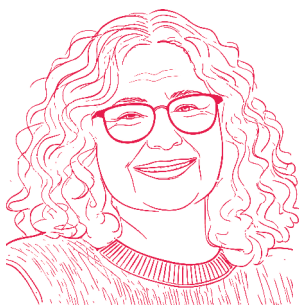
*C'est prioritaire*

# de participer à la réindustrialisation et d'innover

1. Participer au défi de la réindustrialisation
2. L'innovation au service du lien emploi-logement

# Participer au défi de la réindustrialisation

Parce que sa mission historique est de faciliter l'accès au logement pour favoriser l'emploi, Action Logement est étroitement associé aux enjeux de la réindustrialisation. Le Groupe paritaire déploie sur les territoires concernés l'ensemble de ses dispositifs, en lien étroit avec les élus locaux et les entreprises. L'accompagnement de la réindustrialisation s'impose ainsi comme l'un des axes majeurs d'action par les partenaires sociaux pour les années à venir.



*Isabelle*, 49 ans, locataire de Flandre Opale Habitat, à Bourbourg (59) près de Dunkerque

J'ai travaillé pendant plus de 16 ans comme caissière dans un supermarché de la région. Depuis plusieurs mois, on voit vraiment la région se transformer, avec l'installation de deux grosses usines. Alors qu'on était une terre de chômage, on reprend espoir. C'est pour cette raison que j'ai décidé de changer de vie. D'abord, j'ai commencé une formation d'assistante comptable. Dans le même temps, j'ai demandé et obtenu un nouveau logement, plus petit que le précédent puisque mes enfants sont élevés, mais surtout à proximité des entreprises. J'ai bon espoir de pouvoir décrocher, une fois ma certification obtenue, un nouvel emploi dans un domaine qui me passionne et qui me permettrait d'évoluer, tout en restant près de mon domicile.

**60 %**

des logements attribués en territoires d'industrie

**60 %**

des financements délivrés pour les territoires d'industrie



© DR

Dans le Valenciennois, **Foncière Logement** finalisait en juin la construction de 40 maisons à Condé-sur-l'Escaut, Vieux-Condé et Denain (59).

## Le lien emploi-logement au cœur de la réindustrialisation

Les 183 Territoires d'industrie identifiés par l'État concernent 60 % de la population et 50 % des communes françaises. La structuration d'Action Logement, fortement territorialisée, rend possible l'alignement des missions du Groupe avec les enjeux de réindustrialisation : le parc immobilier de plus de 1,1 million de logements abordables est situé à 65 % sur les communes des Territoires d'industrie. Les dispositifs existants permettent de soutenir efficacement l'ambition de réindustrialisation : en 2024, les financements délivrés aux bailleurs par **Action Logement Services** étaient fléchés à 60 % vers ces zones en reconversion. De surcroît, la participation active du Groupe au programme national Action Cœur de Ville (plus de 28 000 logements financés depuis 2018, voir page 56) concernent à 82 % des communes situées en Territoires d'industrie. L'ancrage territorial du Groupe sur l'ensemble des régions hexagonales et ultramarines est complété par l'action de filiales spécialisées telles que **Foncière Logement** ou la **Foncière de transformation immobilière (FTI)** : ainsi, Action Logement répond à la fois aux besoins des collectivités et des entreprises, se positionnant naturellement comme l'acteur des enjeux du lien emploi-logement et de la réindustrialisation.



© Bastien Créqui

Dans la CUD, à Gravelines (59), construction de 79 logements (**Flandre Opale Habitat**).

## Des partenaires unis pour le dunkerquois

Le 29 mars, **Flandre Opale Habitat**, Partenord Habitat et Vilogia ont signé une charte de coopération visant à répondre aux besoins croissants de logements sociaux sur le bassin dunkerquois. Ce partenariat multi-bailleurs, inédit dans les Hauts-de-France, apporte des solutions logement pour les Dunkerquois et les futurs salariés en mobilité qui s'installeront dans le secteur. Dans le cadre de Dunkerque 2030, le programme de réindustrialisation doit conduire à la création de près de 20 000 emplois directs dans la Communauté urbaine de Dunkerque (CUD). Pour accompagner cette phase, l'État, les collectivités et les EPCI ont convenu de ratifier un protocole visant la production de 12 000 logements sur une période de 10 ans, dont 40 % de logements sociaux.

## En Pays de la Loire et en Centre-Val de Loire

En renforçant l'offre de logements au plus près des zones d'emploi, les filiales immobilières du Groupe accompagnent le développement des Territoires d'industrie. Dans l'agglomération de Laval, à L'Huisserie (53), **Podeliha** posait en juin la première pierre de la résidence La Doucelle, 98 logements en locatif intermédiaire, et à Angers (49), l'ESH commercialisait en septembre la résidence Miroir. En Centre-Val de Loire, **Valloire Habitat** et **3F Centre Val de Loire**, dont le parc comprend plus de 31 000 logements, signaient en septembre avec Orléans Métropole le contrat de Ville pour la période 2024-2030.

Un engagement fort qui porte sur la mise en œuvre de la Politique de la ville, pour laquelle les deux ESH vont développer des solutions adaptées aux besoins des salariés orléanais.



Au centre d'Angers (49), la résidence Miroir (**Podeliha**).

© DR



© Pagec

À Épernay (51), rue Dom-Pérignon, construction de maisons à énergie positive BEPOS (**Plurial Novilia**).

## Grand Est : une offre de logements renouvelée

La région Grand Est compte 21 Territoires d'industrie et en 2024, huit projets d'implantation d'entreprises telles que Valeco, MacCain, Novartis et Microsoft. Sur le territoire d'Épernay (51), Action Cœur de Ville a permis de financer deux bailleurs pour une offre nouvelle de 191 logements à destination des salariés des entreprises locales. Parmi ces opérations, huit sont réalisées par **Plurial Novilia**, notamment dans le nouvel écoquartier Rosemont et rue Dom-Pérignon. En réponse à une pénurie de logements de petites typologies, l'ESH transforme par ailleurs la résidence André Chénier, vacante depuis plusieurs années, en Foyer pour jeunes travailleurs (FJT) doté d'un tiers-lieu.

## FENÊTRE SUR

### Reconquête d'une friche industrielle à Dieppe

Pour développer l'offre de logements à Dieppe (76), au moment où démarre le chantier de l'EPR à Penly, **3F Normanvie** posait en octobre la première pierre d'un programme de 60 logements sur la friche industrielle des laboratoires de la Biomarine, à l'abandon depuis 2012. Réalisée dans le cadre d'Action Cœur de Ville, cette opération permettra de créer, après 18 mois de travaux, une offre nouvelle pour loger les salariés des entreprises locales. Répartis en 2 bâtiments de 4 étages, les logements disposeront chacun d'un balcon et d'une place de parking, et les locataires pourront profiter de jardins partagés sur les toitures.

# L'innovation au service du lien emploi-logement

L'innovation constitue l'un des axes clés de la stratégie de développement d'Action Logement. Dans une société et un monde du travail en mutation accélérée, innover permet de développer des solutions sur mesure, en adéquation avec la transition écologique, l'évolution des modes de vie et les spécificités territoriales. Le Groupe favorise l'émergence d'idées, soutient des projets et encourage leur répliquabilité en apportant un appui dans leur mise en œuvre.



**Annick**, 68 ans, locataire Seqens à Aubervilliers (93) et bénéficiaire de Nirio pour payer son loyer

Avant, mes prélèvements automatiques étaient régulièrement rejetés par ma banque. Lorsque j'ai contacté Seqens pour expliquer ma situation, ils m'ont conseillé Nirio, un nouveau service qui permet de payer son loyer en espèces ou par carte bancaire, dans un commerce de proximité du réseau FDJ et agréé Nirio. Depuis un

an, j'utilise cette solution qui est vraiment pratique, simple et très fiable. Il suffit de télécharger l'application sur son smartphone et de créer un compte sécurisé, puis de se rendre chez son buraliste pour effectuer le règlement à partir du QR code qui apparaît sur son avis d'échéance. En plus, je récupère un justificatif papier, mais surtout, il n'y a plus de problème au moment de l'encaissement !

**64**

projets innovants financés en 2024

**13**

**MILLIONS D'EUROS** attribués à des projets innovants sur l'année



© DR

À Orsay (91), in'li livrait en août la résidence étudiante Athéna composée de 312 unités de coliving, certifiée NF Habitat HQE et labellisée BBCA et Effinergie.

## Le lien emploi-logement boosté par l'innovation

Action Logement joue un rôle de facilitateur et d'accélérateur de projets d'innovation. Ce rôle se traduit notamment par la création d'un dispositif de financement de l'innovation, AL'INOV, décliné à travers une ligne de financement de la Convention quinquennale 2023-2027 qui dédie un fonds de 65 millions d'euros au financement de projets d'innovation et d'études d'ingénierie territoriale. Un Comité innovation Groupe statue sur les projets qui lui sont soumis. En 2024, 64 projets d'innovation ont été financés par le Comité, pour un montant de 13,1 millions d'euros, et 23 études ont été financées. Plus d'un tiers des financements alloués répondent à l'engagement en faveur de la mobilité résidentielle en lien avec l'emploi. 40 % des financements ont été alloués à des projets de rénovation et de réhabilitation, en cohérence avec l'objectif d'accompagnement de la transition écologique du secteur. Le Comité a également traité en priorité les projets destinés aux saisonniers et aux jeunes. Par ailleurs, le Groupe est à l'initiative de la création en 2020 d'Idhéal, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement dédié à la recherche et à la formation. Idheal a publié en 2024 quatre études thématiques sur les enjeux du logement.



© DR  
Le 25 septembre 2024, les lauréats de la 8<sup>e</sup> édition des Trophées de l'innovation Hlm, avec Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat.

## Nos filiales primées

À l'occasion du Congrès Hlm en septembre à Montpellier (34), les projets portés par les filiales immobilières du Groupe ont été distingués. La **SHLMR**, qui intervient à La Réunion, a été lauréate dans la catégorie « Innovation cycle de vie du bâtiment » pour son projet « Label logement des hauts ». **Promologis**, implantée en Occitanie, a remporté le Trophée « Coup de cœur » pour son projet « Équilibre, l'harmonie du bois et du béton », tandis que **Néolia** était finaliste dans la catégorie « Innovation à impact local » au sein de la SAC SACHA avec Habitat 25, pour une opération d'habitat déplaçable. En décembre, lors du Palmarès des Entreprises Innovantes des Hauts-de-France, **Flandre Opale Habitat** a été lauréate dans la catégorie « Innovation Sociale » grâce au dispositif INFOH'JOB, qui s'est distingué parmi 194 candidatures.

## Surélévation : Nice prend de la hauteur

À l'occasion du Salon des maires et des collectivités locales, Action Logement et la Métropole Nice Côte d'Azur ont signé une convention fondée sur un diagnostic partagé de la situation du logement et de l'habitat dans les bassins de vie concernés. Ainsi, les entités du Groupe intervenant sur le territoire, **Action Logement Services, Unicil, 3F Sud, 3F Résidences, in'li Paca**, ainsi que **Foncière Logement, l'ONV** et la **FTI**, pourront apporter des solutions logement afin de répondre aux objectifs des politiques de l'habitat définis par la Métropole. Dans le cadre du partenariat, Action Logement Services accompagne l'Office Côte d'Azur Habitat dans un projet pilote de surélévation à Nice (06), avec la création de 13 logements sociaux dans le quartier du Carré d'Or.



© UPFACTOR ARCHITECTURE

Projet de surélévation à Nice (06), qui permettra de créer 2 étages supplémentaires.



© DR

À Bétheny (51), la future résidence Amitiés, trois maisons innovantes, adaptées aux besoins de familles ayant un enfant porteur de troubles du neurodéveloppement (TND) - **Plurial Novilia**.

## in'li LAB : 5 startups pour améliorer le quotidien des locataires

**In'li**, filiale du logement intermédiaire d'Action Logement, a lancé en avril son sixième appel à projets auprès des startups travaillant sur des solutions innovantes pour le logement, à travers le in'li LAB, son incubateur de startups. Cinq startups ont été retenues : Dorna AI, spécialisée dans l'intelligence artificielle au service de la relation client ; Eneville, prestataire de solutions numériques de décarbonation ; Mesetys, une plateforme de gestion de projet pour architectes ; Sillant, qui intervient dans la gestion des achats ; et Watio, qui digitalise le constat amiable de dégât des eaux. Ces startups auront notamment la possibilité de développer leurs outils pour améliorer le quotidien des locataires d'in'li.

## FENÊTRE SUR

### L'eau, une ressource précieuse à préserver

Le Groupe a signé en 2024 un partenariat avec la Fondation Palladio, qui a mis en place l'Université de la Ville de Demain. Dans ce cadre, Action Logement lance une action collective sur l'eau, afin de travailler à adapter les pratiques pour mieux gérer la ressource et identifier les leviers pour préserver l'eau à toutes les étapes d'un projet immobilier, de son élaboration jusqu'à son exploitation. Cette initiative est menée en partenariat avec Bouygues Construction, l'Observatoire de l'Immobilier Durable et Paris La Défense. Pour Nadia Bouyer, directrice générale d'Action Logement Groupe, il s'agit « d'impulser une dynamique avec les acteurs du secteur sur les enjeux de la ressource en eau. »





*C'est  
indispensable*

# d'avoir une organisation efficace pour relever le défi du logement

1.  
Un Groupe engagé pour et dans les territoires
2.  
Des femmes, des hommes, des talents mobilisés

# Un Groupe engagé pour et dans les territoires

Lors de la création du groupe Action Logement, en 2017, les partenaires sociaux ont fait le choix de renforcer l'ancrage territorial historique pour répondre aux spécificités des politiques de l'habitat portées par les collectivités. Ce maillage très fin du territoire, cette connaissance des acteurs de terrain, permettent de travailler efficacement au service du lien emploi-logement.

## Une organisation territoriale au plus près des besoins

Le modèle paritaire et l'organisation déconcentrée d'Action Logement garantissent une action adaptée aux besoins et permettent de développer un dialogue étroit avec les élus locaux pour accompagner leurs politiques logement. Ainsi, 12 Comités régionaux et 5 Comités territoriaux, en France hexagonale et ultramarine, représentent le Groupe paritaire, appuyés par 13 Délégations régionales. 142 élus siègent dans les Conseils d'administration des filiales d'Action Logement Immobilier. Et 176 mandataires du Groupe sont présents dans les Conseils d'administration des Offices publics de l'habitat (OPH). Enfin, au cours de l'année, 11 conventions cadre de territoire, 16 partenariats avec des acteurs régionaux et locaux et 2 contrats territoriaux ont été signés, ce qui porte le nombre total de conventions engagées depuis 2017 à 177.

**134**

lettres institutionnelles  
régionales  
diffusées depuis 2020  
aux acteurs du logement  
dans les territoires.



© Mise en boîte

À Manosque (04), à l'occasion des Rencontres territoriales d'Action Logement, en novembre 2024.

## Les Rencontres territoriales : les régions au cœur de l'action

Action Logement a organisé en 2024 six Rencontres territoriales dédiées au logement des salariés et à la réindustrialisation, en présence des gouvernances nationale et régionale du Groupe et des acteurs locaux qui agissent ensemble pour le lien emploi-logement. Les 27 et 28 mai, la région Auvergne-Rhône-Alpes a inauguré ce tour de France à Lyon (69) et à Clermont-Ferrand (63), où une visite du chantier de Blanzat (voir page 51) mené par **Auvergne Habitat** a précédé des échanges avec des chefs d'entreprises et des acteurs locaux du logement. Même dispositif les 6 et 7 juin à Toulouse (31) et à Albi (81), où les réalisations de **La Cité jardins**, **in'li Sud-Ouest** et **Promologis** ont été mises à l'honneur. C'est à Manosque (04) que se sont tenues en novembre les Rencontres territoriales de Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse, où des entreprises locales ont participé à de nombreux débats après avoir découvert le site de réhabilitation de la résidence d'**Unicil**, Château Gassaud. Nouvelle étape le même mois à Paris (75), où plus de 400 personnes étaient réunies, tandis le Comité régional du Grand Est, à Épernay (51) puis celui de Bretagne à Brest (29), clôturaient en décembre cette année dédiée au lien emploi-logement.



© DR

À Metz (57), signature par Cécilia Jaeger, directrice générale adjointe de **Vivest**, de la convention avec le chantier d'insertion ECCUM.

## Les filières locales activées et soutenues par les filiales

Le 20 mars, 150 entreprises participaient aux Rencontres économiques à l'invitation de la **SHLMR**, filiale du Groupe à La Réunion, pour renforcer les filières locales : en 2024, 94 % des dépenses globales de la SHLMR ont été réalisées auprès de TPE et de PME locales, et 227 000 heures d'insertion ont été mises en œuvre, soit l'équivalent de 146 emplois à temps plein. De son côté, **Vivest**, filiale immobilière en Grand Est, signait en juin une convention de partenariat avec le chantier d'insertion ECCUM à La Recyclerie des Matériaux à Metz (57), pour intégrer durablement la démarche d'économie circulaire dans les processus de déconstruction.

## Promouvoir l'achat responsable et durable

Pour promouvoir des pratiques d'achats durables, éthiques et économiquement performantes, le Groupe met en œuvre depuis juillet 2022 une stratégie qu'il a élaborée autour de neuf axes. Cette politique Achat s'applique désormais à toutes les entités d'Action Logement et couvre l'ensemble des dépenses dans quatre domaines : les travaux, l'entretien et la gestion du patrimoine, les achats de fluides et d'énergie, les fournitures et les services. En cohérence avec la stratégie RSE du Groupe, elle a pour objectif de contribuer à une réduction de l'impact carbone, en achetant des produits et services ayant un moindre impact sur l'environnement et en optimisant l'achat local, en privilégiant les fournisseurs locaux et des modes de transport propres, dans le respect des dispositions de la commande publique.

## Des tutos pour maîtriser les risques

Tout au long de l'année, une campagne d'information déclinée en cinq volets a permis de sensibiliser, de façon ludique, les collaborateurs du Groupe à la maîtrise des risques dans leurs pratiques professionnelles. Les supports de cette campagne de sensibilisation abordent concrètement différentes situations ainsi que les bons réflexes à adopter pour respecter notamment les exigences de la loi Sapin 2 et développer l'exemplarité au quotidien. Six sujets ont été abordés : le dispositif d'alerte professionnelle, la lutte contre la corruption, la politique « cadeaux et invitations », les bonnes pratiques des achats et des commandes publiques, les contrôles clés d'Action Logement, l'objectif et le déroulement d'un audit, et enfin, les règles de la collecte de données personnelles.



À Troyes (10), réhabilitation avenue Chomedey-de-Maisonville (**Mon Logis**).

© Mon Logis

## FENÊTRE SUR

### Se regrouper autour de projets communs

Dans le cadre de la restructuration Hlm, **Action Logement Immobilier** poursuit son engagement dans les projets de rapprochement avec des opérateurs extérieurs au Groupe, en validant la création de Sociétés anonymes de coordination (SAC). Elles ont pour ambition de donner à leurs membres actionnaires les moyens de partager des objectifs et des synergies autour d'un projet commun, à travers un nombre de compétences qu'ils peuvent choisir de mettre en œuvre. En 2024, Action Logement disposait de neuf SAC réparties sur le territoire grâce à des partenariats historiques, ce qui représente un patrimoine de 300 000 logements. Ainsi, en juin, **Mon Logis**, qui intervient principalement dans l'Aube, la Haute-Marne, l'Yonne et la Seine-et-Marne, rejoignait la SAC PluriHabitat. Créée en 2020 par **Plurial Novilia** et l'OPH de Saint-Dizier dans le cadre de la loi ÉLAN, la SAC territoriale réunit désormais six acteurs du logement social d'Île-de-France et du Grand Est, qui gèrent globalement un patrimoine de plus de 70 000 logements. L'arrivée de Mon Logis permet d'élargir la présence de la SAC dans l'Aube et en Seine-et-Marne.

# Des femmes, des hommes, des talents mobilisés

Acteur majeur du logement abordable et durable en France, Action Logement regroupe une centaine de structures et déploie des dizaines de compétences dans l'ensemble des territoires. Pour mener à bien sa mission d'utilité sociale au service du lien emploi-logement, le Groupe paritaire dispose d'un atout : 20 000 collaborateurs, engagés, déterminés, aux expertises complémentaires et toujours renouvelées, entièrement tournés vers l'excellence.

## Une gestion des ressources humaines résolument ancrée dans les valeurs du Groupe

Le groupe Action Logement donne à chacun de ses collaborateurs la possibilité d'évoluer dans son parcours professionnel. Il a mis en place une politique dynamique en faveur du développement des compétences et de la mobilité fonctionnelle et géographique. La plateforme id'ALjob recense tous les postes disponibles au sein des différentes entités du Groupe, afin de favoriser la mobilité interne. Action Logement inscrit l'accompagnement professionnel de ses collaborateurs au cœur de son pacte social. Il favorise l'engagement de tous ses salariés, en cohérence avec ses valeurs de solidarité et d'équité, et veille à assurer l'égalité des chances et à être exemplaire en matière de diversité et d'inclusion. Il porte une attention particulière à l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle, et développe une politique de santé, de sécurité et de Qualité de vie et des conditions de travail (QVCT), résolument exigeante.

**20 400**  
collaborateurs

**62 %**  
de femmes



© Action Logement

À l'instar d'une quinzaine de communautés métier qui se sont réunies le temps d'une journée pour un partage d'expérience, les référents juridiques du Groupe ont échangé le 15 octobre sur leurs pratiques professionnelles.

## Une nouvelle impulsion avec CAP 2030

Pour proposer à l'ensemble de ses parties prenantes des services toujours plus efficaces et s'adapter à l'évolution des enjeux du lien emploi-logement, **Action Logement Services** a élaboré en 2024 sa trajectoire nommée CAP 2030. Elle est construite autour de six ambitions : innover pour répondre à tous les engagements du lien emploi-logement ; s'engager pour la vitalité économique de tous les territoires ; agir pour la satisfaction de toutes les parties prenantes ; dimensionner une politique de développement durable efficiente à la hauteur des enjeux RSE du siècle ; pérenniser son modèle social et sociétal et, enfin, développer un modèle de monitoring et de communication impactant. Dans ce cadre, Action Logement Services poursuivra en 2025 une réflexion sur sa stratégie commerciale pour répondre plus efficacement aux besoins exprimés par ses clients, entreprises et salariés. Cette réflexion s'inscrit dans la continuité des transformations engagées depuis 2017 : digitalisation de la collecte, mise en place d'outils pour simplifier la gestion de la Relation Client et faciliter le travail des collaborateurs, pour une meilleure satisfaction des entreprises et des salariés.



© DR

À Bordeaux (33), des collaborateurs du Groupe mobilisés pour Octobre Rose et la lutte contre le cancer du sein.

## Des collaborateurs engagés pour la solidarité

Le Groupe propose à ses collaborateurs de soutenir des initiatives fondées sur la solidarité et le bien-être. En juin, la semaine de la Qualité de vie et des conditions de travail (QVCT), qui portait sur le thème « Anticiper le travail de demain », a permis aux équipes de participer à des téléconférences sur la gestion du stress et sur la prévention des troubles musculosquelettiques. L'ensemble des entités s'est associé en 2024 à la Semaine européenne de l'emploi des personnes handicapées, en novembre. Sofyane Mehiaoui, de l'équipe de France de basket fauteuil, a sensibilisé les équipes aux difficultés quotidiennes des personnes à mobilité réduite. Les régions ont également participé à la collecte solidaire de lunettes, et des collaborateurs ont soutenu l'association Nos quartiers ont du talent (NQT) qui, à travers le mentorat des salariés, favorise l'insertion des jeunes diplômés de milieux modestes.

## Plus de 32 000 heures de formations dispensées

**Action Logement Formation**, créée dès 2017, a apporté tout au long de l'année des réponses aux besoins d'accompagnement des 20 000 collaborateurs et des mandataires du Groupe, en déployant des formations dédiées.

Avec un volume de formations de 32 145 heures (+ 3,2 % par rapport à 2023), Action Logement Formation a formé au total 15 746 stagiaires. L'offre de formation, accessible sur [www.formationactionlogement.fr](http://www.formationactionlogement.fr), vise principalement à développer une culture commune : socle réglementaire, parcours d'intégration, transformations digitales...

Organisé conjointement par Action Logement Formation et la Direction des ressources humaines, le programme tALents permet à 21 collaborateurs du Groupe de bénéficier pendant 15 mois d'un accompagnement pour développer leurs compétences managériales.



© DR

Le 2 octobre, la deuxième promotion du Cercle des générations futures avec Nadia Bouyer, Directrice générale d'Action Logement Groupe.

## Le Cercle des Générations Futures

Dans le cadre de sa stratégie RSE, Action Logement lançait en 2023 le Cercle des générations futures. Objectif : impliquer concrètement les jeunes salariés du Groupe en les invitant à porter un nouveau regard sur le déploiement de cette stratégie. Réunie le 2 octobre, la deuxième promotion, forte de 23 collaborateurs, représente 13 filiales immobilières, 5 Délégations régionales et 2 filiales de services. Elle consacrera l'essentiel de ses travaux à « l'eau, une ressource à préserver ». Par ailleurs, les membres de la première promotion ont activement contribué à la rédaction du guide publié en octobre, « En action pour la biodiversité : recueil de bonnes pratiques ».

## FENÊTRE SUR

### 5<sup>e</sup> édition des trophées des Bonnes Pratiques RH

La 5<sup>e</sup> édition des trophées des Bonnes Pratiques RH s'est tenue le 5 décembre pour distinguer les lauréats parmi 48 projets proposés par 31 entités du Groupe. Cette édition a été marquée par la création d'une nouvelle catégorie, « Santé et bien-être au travail », remportée par **Plurial Novilia**. Ont également été récompensés : **Unicil**, avec le trophée Défi, **AL'MA** et la **SHLMR** avec le trophée Fédérateur, **Clésence** avec le trophée Proximité, **Domofrance** avec le trophée RSE - Développement durable, **3F** avec le trophée RSE - Inclusion et Diversité. Enfin, le Prix Coup de cœur a été remis à **Erigere**, et le Prix du public à **Action Logement Formation** et **Action Logement Services**.



Au Vésinet (78), dans le quartier ZAC Princesse, résidence sociale de 33 logements inaugurée en septembre 2024 (**Seqens**).



# Panorama chiffré

1.  
Ressources  
et emplois  
d'Action  
Logement  
Services

2.  
Détail des  
financements  
pour la  
production  
de logements

3.  
Détail  
des aides  
et services  
en faveur  
des salariés

4.  
L'activité  
du Groupe  
au service  
de tous les  
territoires

5.  
Zoom :  
répartition  
territoriale des  
investissements  
des filiales  
d'Action  
Logement  
Immobilier

6.  
Répartition  
des ESH et  
des sociétés  
in'li dans le  
patrimoine  
et l'activité  
immobilière

7.  
Activité  
de Foncière  
Logement

8.  
Les principales  
filiales  
immobilières  
du Groupe  
et leur  
patrimoine

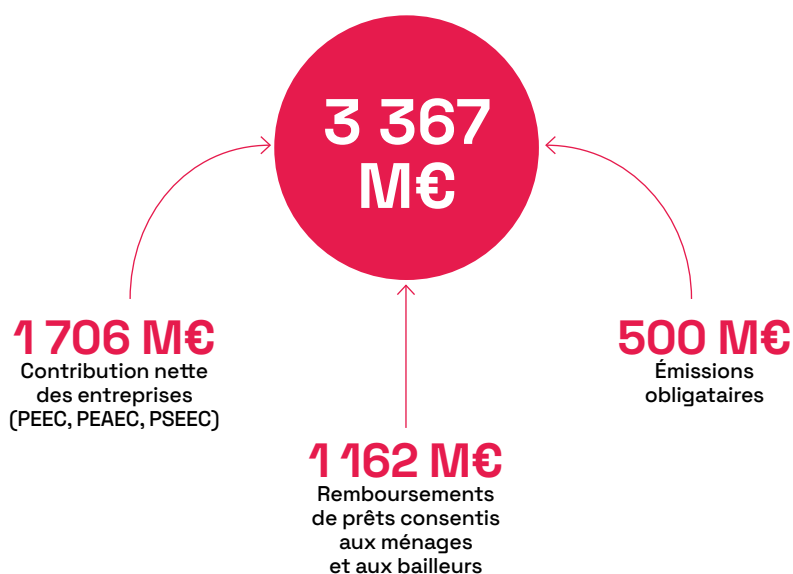
# RESSOURCES & EMPLOIS

d'Action Logement Services

## RESSOURCES

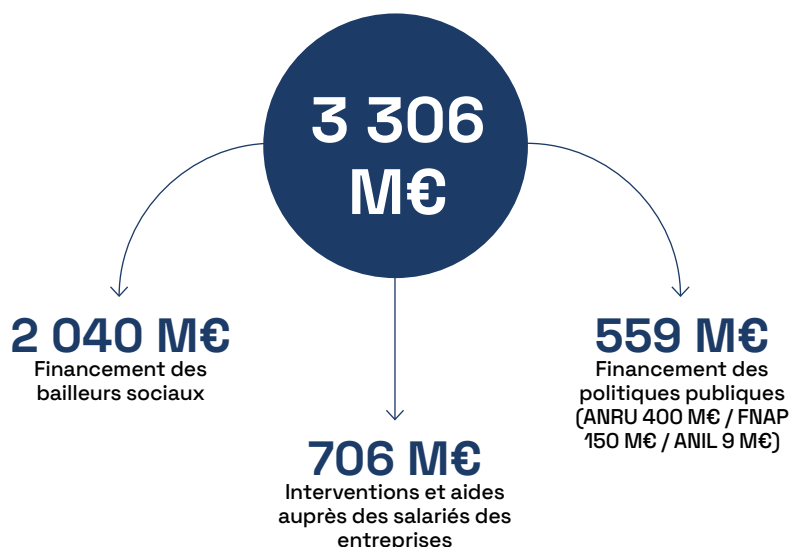
### Mobilisés pour le logement

La vocation d'Action Logement, acteur de référence du logement abordable en France, est de faciliter l'accès au logement pour favoriser l'emploi. Au plus près des territoires, le Groupe mène deux missions principales, tout en contribuant à la transition écologique et à la stratégie bas-carbone : financer, construire et réhabiliter des logements sociaux et intermédiaires ; accompagner les salariés dans leur parcours résidentiel en lien avec l'emploi. Action Logement Services finance des aides et des services grâce à la Participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC).



## EMPLOIS

financés par les ressources et les fonds propres



PEAE : Participation des employeurs agricoles à l'effort de construction ; PSEEC : Participation supplémentaire des employeurs à l'effort de construction ; ANRU : Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ; FNAP : Fonds national des aides à la pierre ; ANIL : Agence Nationale pour l'Information sur le Logement.

Données Action Logement au 31.12.2024.

## L'activité de services

Action Logement Services assure la collecte et la gestion de la Participation des employeurs à l'effort de construction en faveur du logement des salariés, de la performance des entreprises, et de l'attractivité des territoires. En proposant aux salariés des services et des aides qui facilitent l'accès au logement, et donc à l'emploi, et en finançant la construction et la réhabilitation de logements.

# 784 248

aides et services délivrés dont plus de 66 % à des moins de 30 ans

151 371 attributions locatives

dont 122 889 en logement familial

et 25 412 places en résidence collective

et 3 070 places en résidences jeunes liées au partenariat avec l'UNHAJ

80 755 aides accession et travaux\*

67 337 aides et services accordés à des salariés en situation de mobilité ou de recrutement\*\*

403 729 aides en faveur de la sécurisation locative\*\*\*

81 056 accompagnement, aides et services accordés à des salariés en difficulté\*\*\*\*

### ZOOM

Proportion des moins de 30 ans dans les aides accordées :

88 %  
des garanties Visale

45 %  
des prêts accession

41 %  
des attributions locatives

## L'activité immobilière et le patrimoine

Les 45 ESH et les 5 filiales de logement intermédiaire du Groupe construisent, réhabilitent et gèrent des logements abordables et durables, prioritairement dans les zones tendues, en contribuant aux enjeux d'écohabitat, de renouvellement urbain et de mixité sociale, afin de répondre aux besoins des territoires.

### PATRIMOINE

1 136 464  
logements, dont

1 028 011  
logements sociaux

108 453  
logements intermédiaires

30 385  
logements livrés

41 846  
engagements à construire

45 219  
logements mis en chantier

41 395  
logements mis en réhabilitation

2 222  
logements acquis en externe

3 135  
logements démolis

2 117  
logements en accession sociale à la propriété

4 518  
ventes à l'unité dont 927 à l'Opérateur national de vente (ONV)

\*Prêts accession, Prime accession, Prêts travaux, Subventions Copropriétés dégradées, Conseil en financement ; \*\* AIDE MOBILI-JEUNE®, AIDE MOBILI-PASS® ; \*\*\* AVANCE LOCA-PASS®, Visale, Louer pour l'emploi (LPE) ; \*\*\*\* Aides aux salariés et aux locataires en difficulté, aides aux saisonniers agricoles, ingénierie sociale, CIL-PASS ASSISTANCE®, visites en agence.

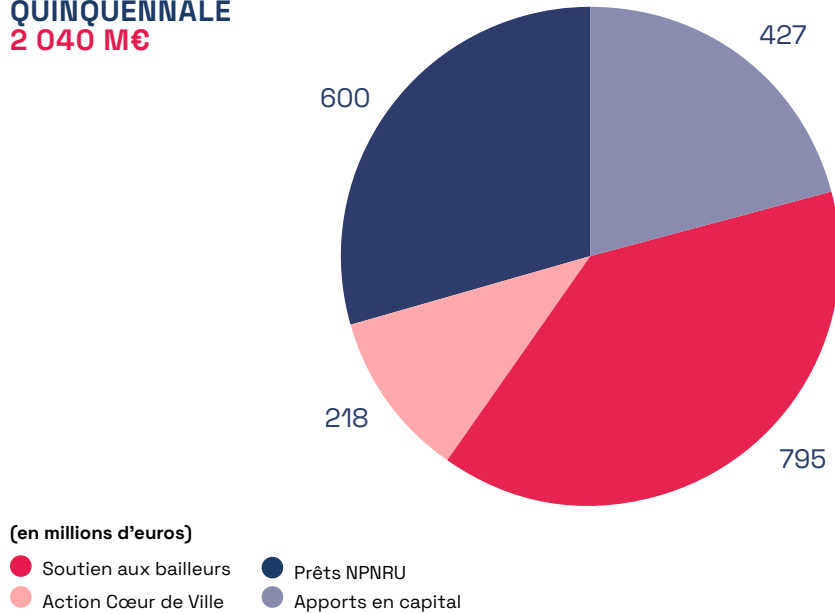
## Détail des financements pour la production de logements

Total en 2023 : 2 125 M€

Total en 2024 : 2 040 M€

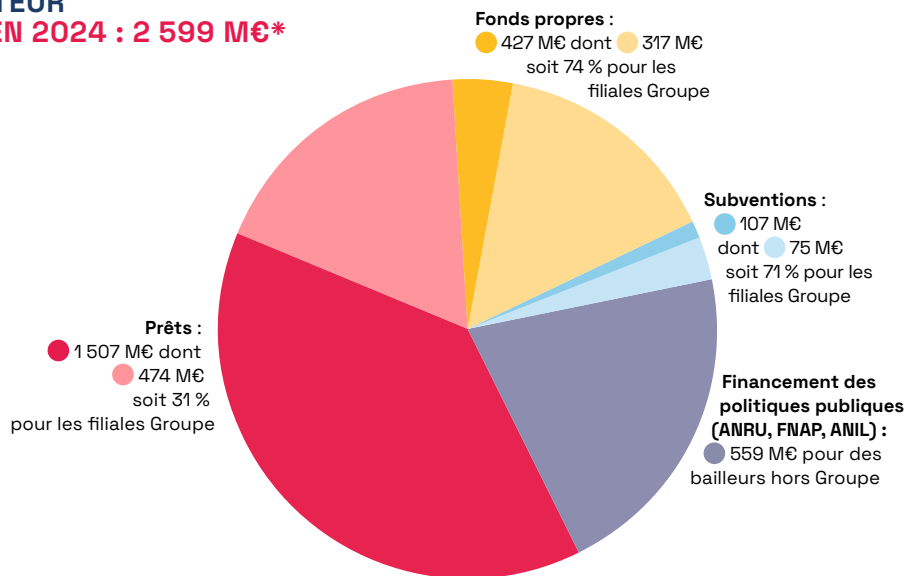
### AIDES EN FAVEUR DES BAILLEURS AU TITRE DE LA CONVENTION QUINQUENNALE

2 040 M€



### NATURE DES FINANCEMENTS DU SECTEUR

TOTAL EN 2024 : 2 599 M€\*



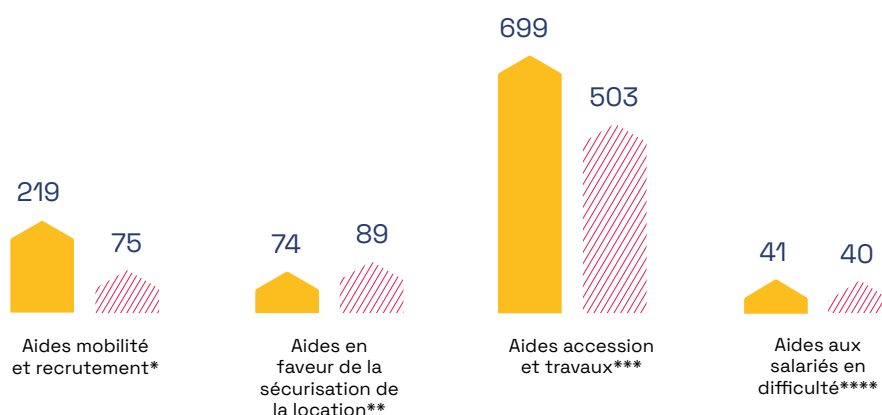
\* y compris politiques publiques.

# Détail des aides et services en faveur des salariés

## MONTANT DES AIDES ACCORDÉES

(prêts, subventions et services, en millions d'euros)

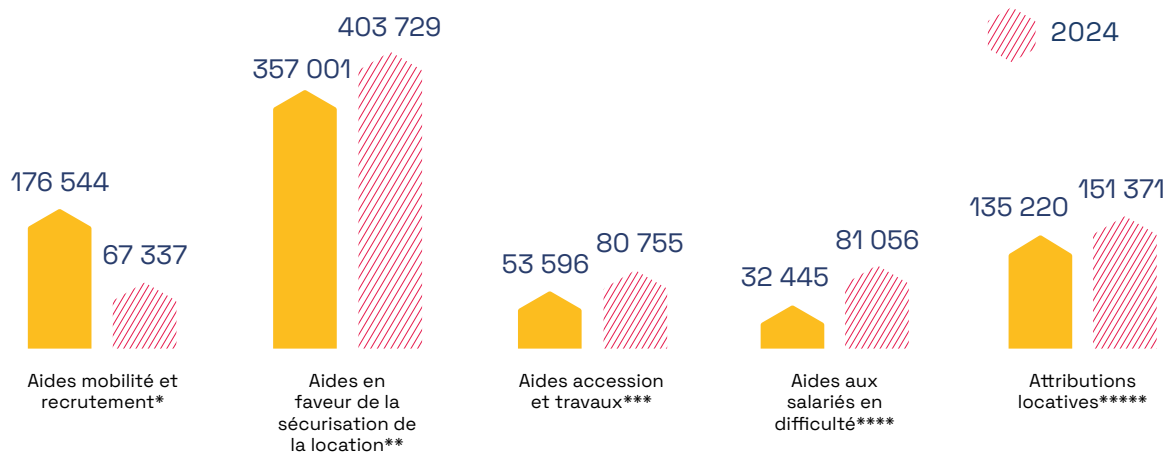
Total en 2023 : 1 034 M€  
Total en 2024 : 706 M€ dont :



## NOMBRE D'AIDES ACCORDÉES

(prêts, subventions et services)

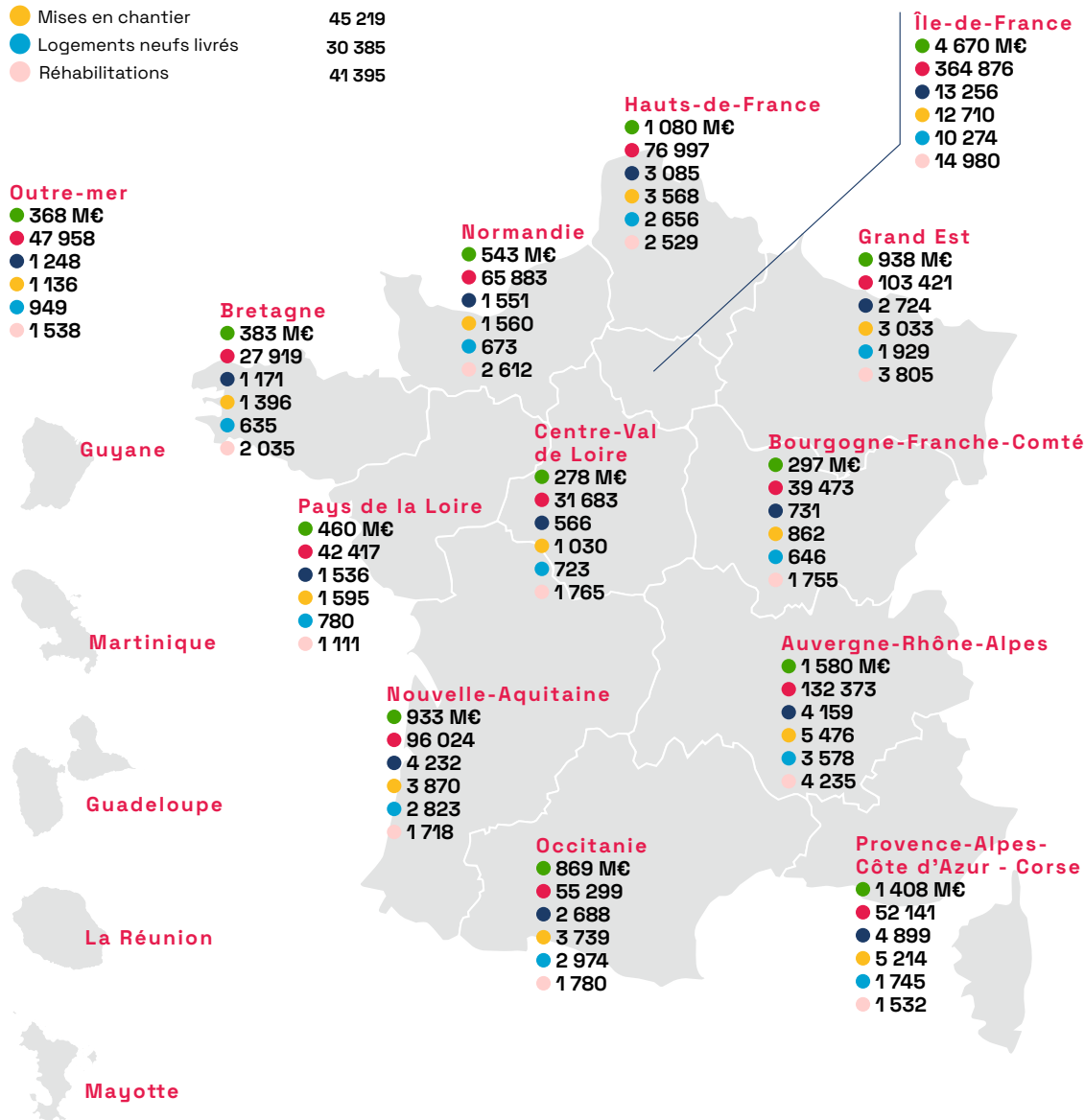
Total en 2023 : 754 806 aides  
Total en 2024 : 784 248 aides dont :



\*AIDE MOBILI-JEUNE®, AIDE MOBILI-PASS®; \*\*AVANCE LOCA-PASS®, Visale, Louer pour l'emploi (LPE); \*\*\*Prêts accession, Prime accession, Prêts travaux, Conseil en financement; \*\*\*\* Aides aux salariés et aux locataires en difficulté, aides aux saisonniers agricoles, ingénierie sociale, CIL-PASS ASSISTANCE®, Visale mises en jeu; \*\*\*\*\* 122 889 en logement familial, 25 412 en résidence collective, 3 070 places en résidences jeunes liées au partenariat avec l'UNHAJ.

## L'activité du Groupe au service de tous les territoires

● Total des investissements du Groupe	13,8 Mds€*
● Patrimoine*	1 136 464
● Agréments obtenus	41 486
● Mises en chantier	45 219
● Logements neufs livrés	30 385
● Réhabilitations	41 395



### UN MONTANT TOTAL DES INTERVENTIONS DE 14,3 MDS€

Ce montant comprend :

- les investissements des filiales immobilières et de Foncière Logement ;
- les aides aux salariés ;
- le financement des bailleurs par Action Logement Services, hors filiales immobilières du Groupe ;
- les subventions à l'ANRU et au FNAP (0,5 Md€)\*\*.

\* hors Foncière Logement et ONV

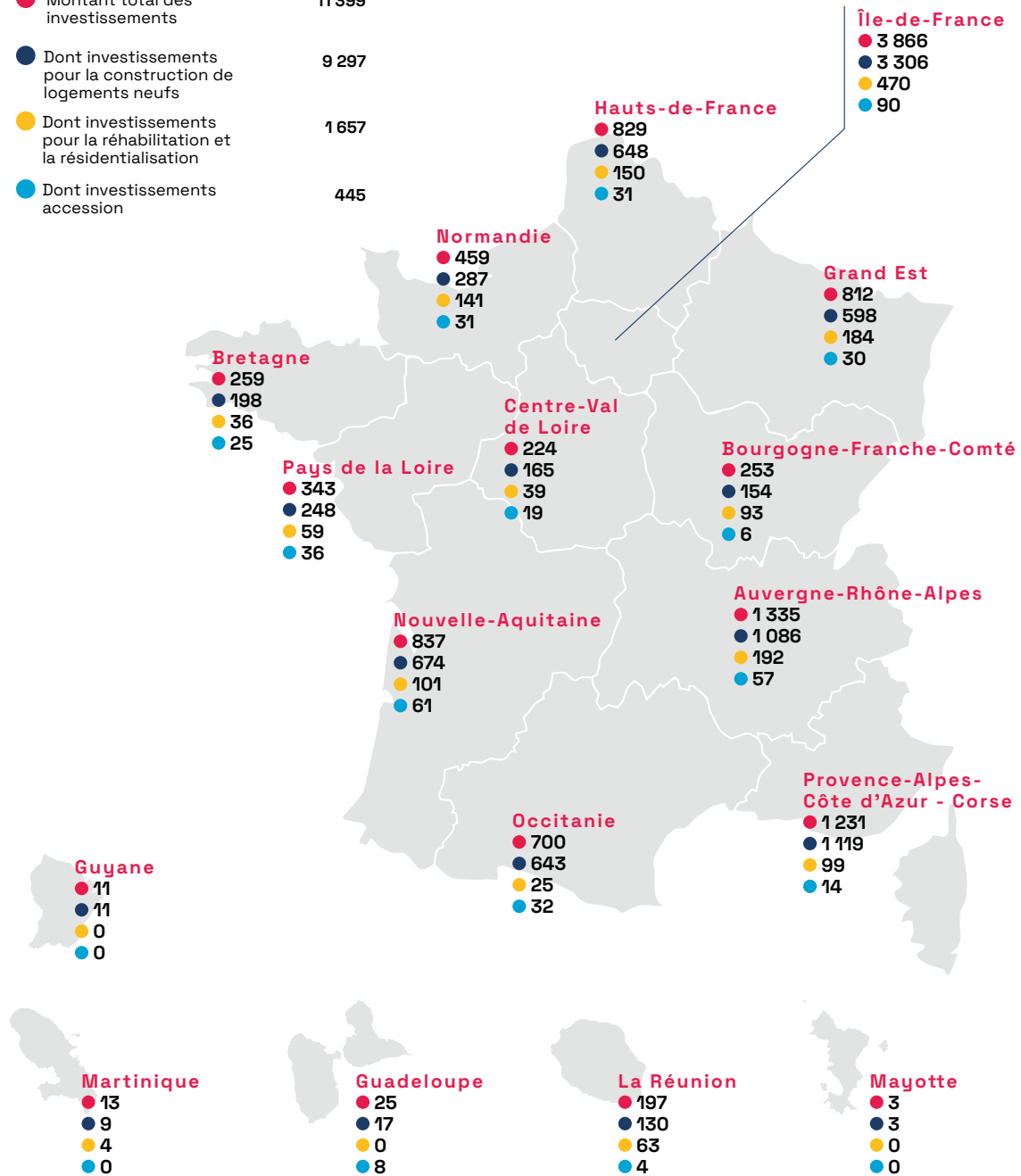
\*\* non ventilé régionalement sur la carte

# Zoom : répartition territoriale des investissements des filiales d'Action Logement Immobilier

## INVESTISSEMENTS

En millions d'euros (chiffres arrondis)

● Montant total des investissements	11 399
● Dont investissements pour la construction de logements neufs	9 297
● Dont investissements pour la réhabilitation et la résidentialisation	1 657
● Dont investissements accession	445

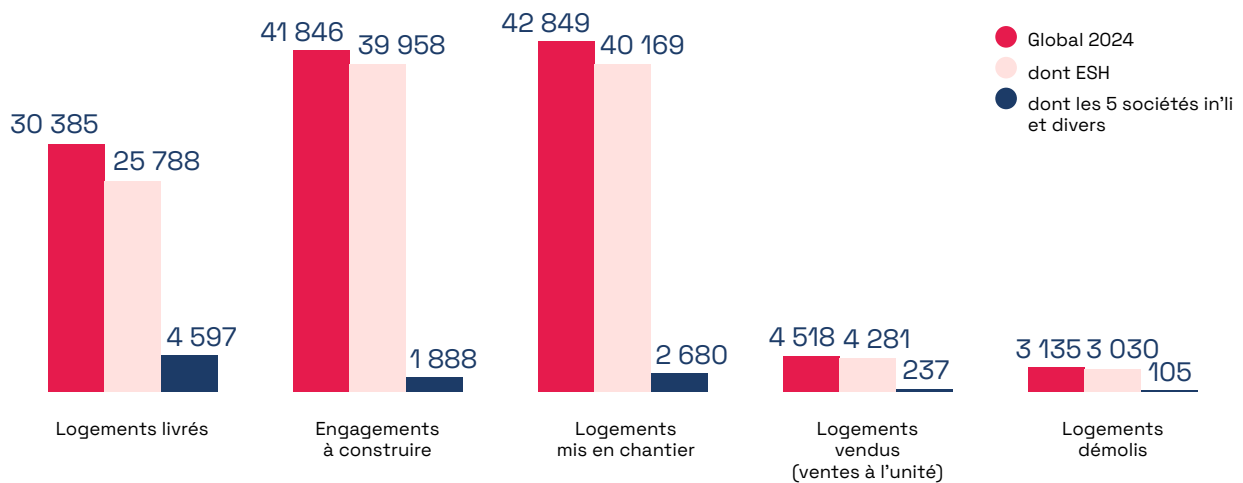


## Répartition des ESH et des sociétés in'li dans le patrimoine et l'activité immobilière

### PATRIMOINE

Total en 2024 : 1 136 464 logements,  
dont 1 028 011 logements sociaux et 108 453 logements intermédiaires.

### ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE (en nombre de logements)

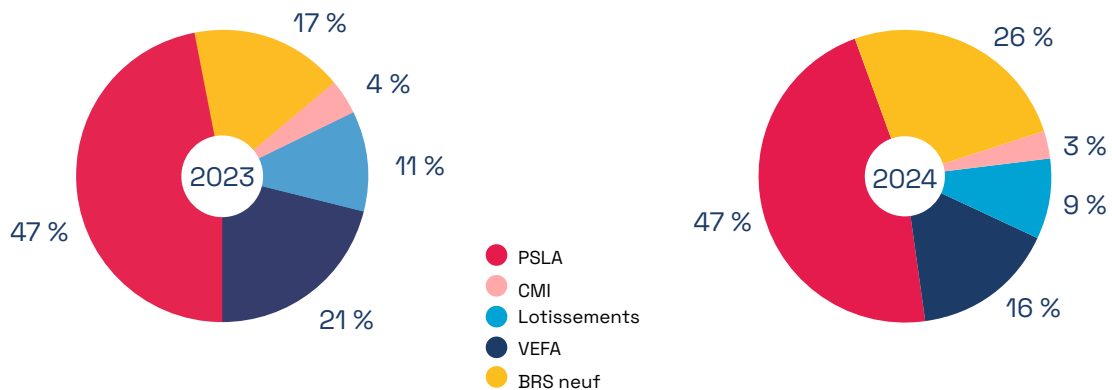


### ACTIVITÉ ACCESSION SOCIALE

L'activité d'accession sociale en 2024 a été réalisée par les filiales COOP (696 réservations nettes) et ESH (1 421 réservations nettes)

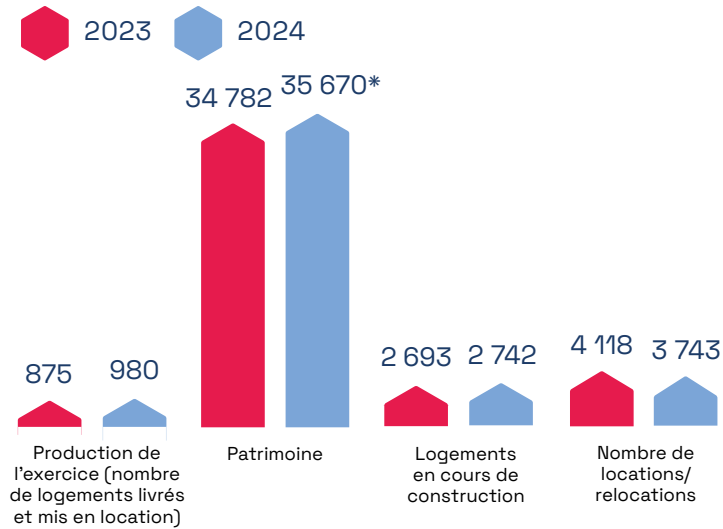
### EN NOMBRE DE RÉSERVATIONS NETTES :

Total en 2023 : 1 937  
Total en 2024 : 2 117



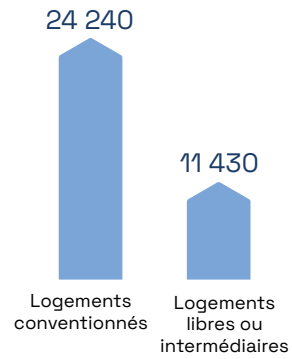
BRS : Bail réel solidaire ; CMI : Construction de maisons individuelles ; VEFA : Vente en l'état futur d'achèvement ; PSLA : Prêt social location-accession.

# Activité de Foncière Logement



\* dont 12 320 en Île-de-France, 4 827 en PACA - Corse, 4 453 en Auvergne-Rhône-Alpes, et 2 755 en Nouvelle-Aquitaine; \*\* avec des collectivités (Villes, EPCI, intercommunalités,...) et/ou des opérateurs (sociétés d'économie mixte d'aménagement, sociétés publiques d'aménagement,...).

## COMPOSITION DU PATRIMOINE AU 31.12.2024



## LOGEMENTS TRAITÉS PAR LE DISPOSITIF DIGNEO AU 31.12.2024



À Rennes (35), 28 nouveaux logements en accession et en locatif dans la ZAC Maurepas (Foncière Logement).



© DR



À Lillebonne (76), la résidence Les Pommiers a bénéficié d'une vaste opération de réhabilitation (label énergétique BBC - 20 %) inaugurée en avril 2024 (**Logeo Seine**).

# Les principales filiales immobilières du Groupe et leur patrimoine

## FILIALES ESH ET NOMBRE DE LOGEMENTS

3F CENTRE VAL DE LOIRE	12 442	LA CITÉ JARDINS	7 919
3F GRAND EST	9 060	LA NANTAISE D'HABITATIONS	14 109
3F NORMANVIE	24 159	LA RANCE	7 237
3F NOTRE LOGIS	12 076	LOGEMENT FAMILIAL DE L'EURE	6 053
3F OCCITANIE	9 692	LOGEO SEINE	24 952
3F RÉSIDENCES	21 712	LOGISSIA	10 693
3F SEINE-ET-MARNE	9 931	MON LOGIS	14 223
3F SUD	11 731	NÉOLIA	27 147
ALLIADE HABITAT	59 965	NOALIS	10 838
AL'MA	14	OZANAM	11 280
AUVERGNE HABITAT	19 029	PLURIAL NOVILIA	38 240
CLAIRSIENNE	15 593	PODELIHA	27 057
CLÉSENCE	51 974	PROLETAZUR	375
DOMIAL	13 963	PROMOLOGIS	31 269
DOMOFRANCE	41 632	SDH - SOCIÉTÉ DAUPHINOISE POUR L'HABITAT	23 295
ÉNÉAL	7 557	SEQENS	97 846
ERIGERE	17 302	SEQENS SOLIDARITÉS	12 184
ESPACIL	27 195	SHLMR - SA D'HLM DE LA RÉUNION	29 264
FLANDRE OPALE HABITAT	18 212	SIKOA	7 400
HABELLIS	18 625	UNICIL	32 659
IMMOBILIÈRE 3F	139 324	VALLOIRE HABITAT	19 120
IMMOBILIÈRE ATLANTIC AMÉNAGEMENT	19 119	VIVEST	23 843
IMMOBILIÈRE RHÔNE-ALPES	20 525		

## AUTRES FILIALES IMMOBILIÈRES (> 500 LOGEMENTS) ET NOMBRE DE LOGEMENTS

COPROD	805
FONCIÈRE CRONOS	9 568
IN'LI	43 269
IN'LI AURA	7 802
IN'LI GRAND EST	3 085
IN'LI PACA	5 675
IN'LI SUD-OUEST	5 987
MAISONS CLAIRES	1 033
SAS APEC RÉSIDENCE	1 004

### FONCIÈRE LOGEMENT : 35 670 logements

Foncière Logement favorise la mixité sociale, lutte contre l'habitat indigne, et contribue au financement des retraites du secteur privé par transfert gratuit de son patrimoine à AGIRC-ARRCO.

Données Action Logement au 31.12.2024.



À Jarville-la-Malgrange (54), futur ensemble de 110 logements réalisé par **Vivest**.



# L'action du Groupe

## dans les régions

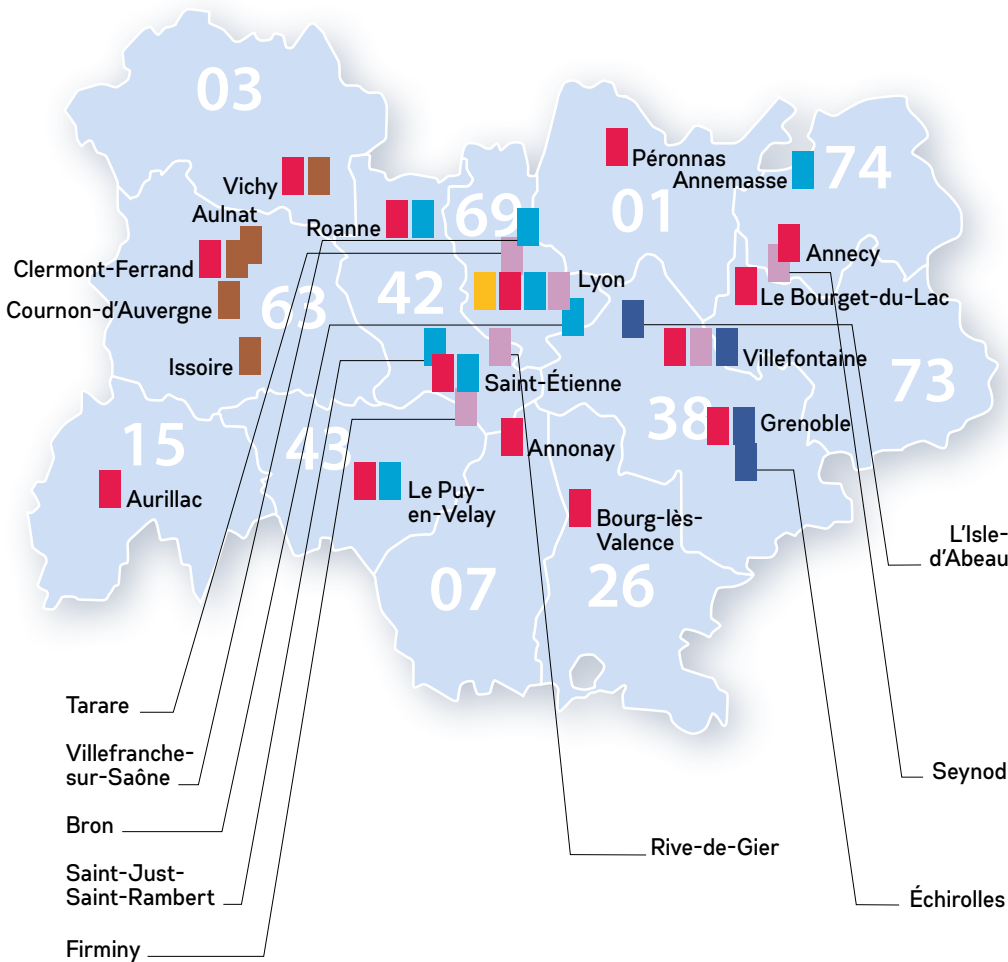
1. AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
2. BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
3. BRETAGNE
4. CENTRE-VAL DE LOIRE
5. GRAND EST
6. HAUTS-DE-FRANCE
7. ÎLE-DE-FRANCE
8. NORMANDIE
9. NOUVELLE-AQUITAINE
10. OCCITANIE
11. PAYS DE LA LOIRE
12. PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR - CORSE
13. DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE-MER



## Action Logement en AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

### POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- Alliade Habitat
- Auvergne Habitat
- Immobilière Rhône-Alpes
- Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH)
- in'li Aura



### CHIFFRES CLÉS

#### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**151 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**24 378**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**110 051**

aides et services attribués\*\*

**96 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

#### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**1 351 M€**

investis pour la production de logements abordables

**3 578**

logements neufs livrés

**4 235**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**5 476**

mis en chantier

**4 159**

agréments obtenus

#### COMITÉ RÉGIONAL

**Président**

Benoît Fabre (MEDEF)

**Vice-présidente**

Eugénie Redad (CFE-CGC)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 138 158 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

#### FILIALES RÉGIONALES :

**Alliade Habitat**  
59 816 logements

**Auvergne Habitat**  
19 029 logements

**Immobilière Rhône-Alpes**  
20 521 logements

**in'li Aura**  
7 802 logements

**Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH)**  
23 295 logements

#### FILIALES THÉMATIQUES :

**3F Résidences**  
1 580 logements

**Énéal**  
303 logements

**Foncière Logement**  
4 453 logements

**ONV**  
1 332 logements

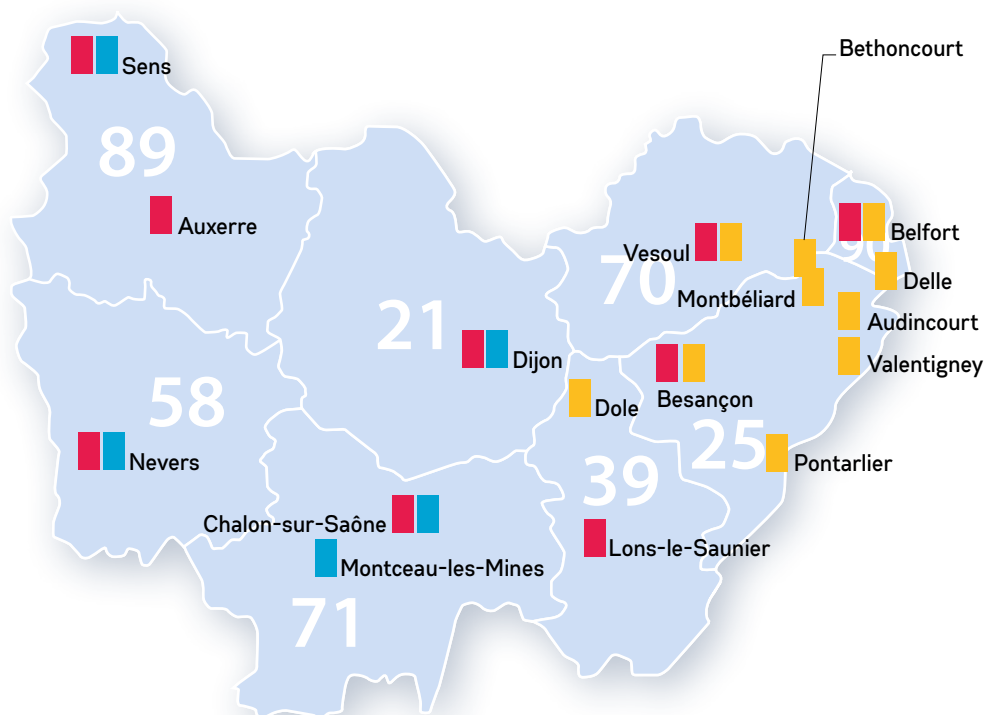




# Action Logement en BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

## POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- Habellis
- Néolia



## CHIFFRES CLÉS

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**27 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**4 383**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**30 087**

aides et services attribués\*\*

**21 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**259 M€**

investis pour la production de logements abordables

**646**

logements neufs livrés

**1 755**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**862**

mises en chantier

**731**

agréments obtenus

### COMITÉ RÉGIONAL

**Président**

Sébastien Aujard (MEDEF)

**Vice-président**

Gérald Uhlich (CFDT)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 40 477 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### FILIALES RÉGIONALES :

**Habellis**  
18 617 logements

**Néolia**  
19 915 logements

**Mon Logis**  
672 logements

### FILIALES THÉMATIQUES :

**Foncière Logement**  
625 logements

**ONV**  
379 logements

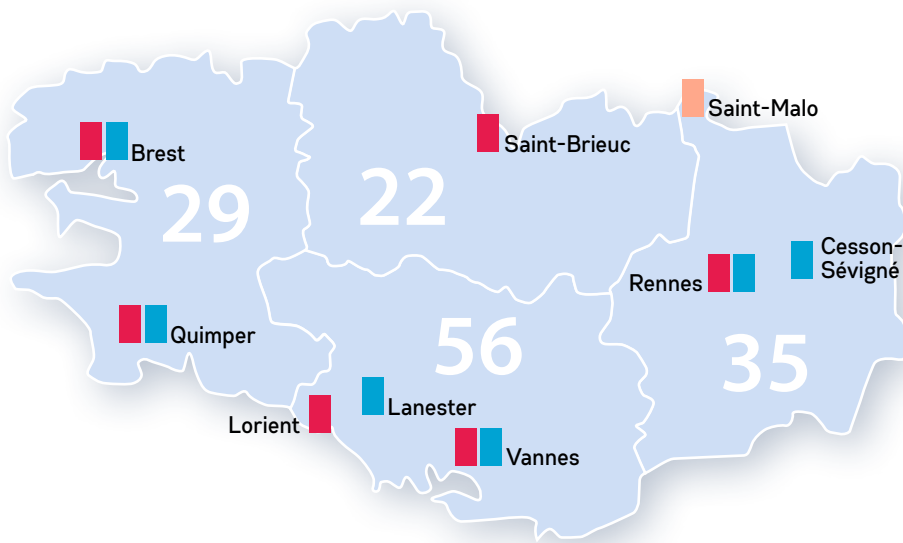




## Action Logement en BRETAGNE

### POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- Espacil
- La Rance



### CHIFFRES CLÉS

#### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**42 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**3 984**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**34 196**

aides et services attribués\*\*

**37 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

#### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**294 M€**

investis pour la production de logements abordables

**635**

logements neufs livrés

**2 035**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**1 396**

mis en chantier

**1 171**

agréments obtenus

#### COMITÉ RÉGIONAL

##### Président

Jean-Yves Carillet (MEDEF)

##### Vice-président

Xavier Guillemet (CFE-CGC)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 28 970 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### FILIALES RÉGIONALES :

**Espacil**  
20 708 logements

**La Rance**  
7 004 logements

### FILIALES THÉMATIQUES :

**Foncière Logement**  
1 010 logements

**ONV**  
38 logements

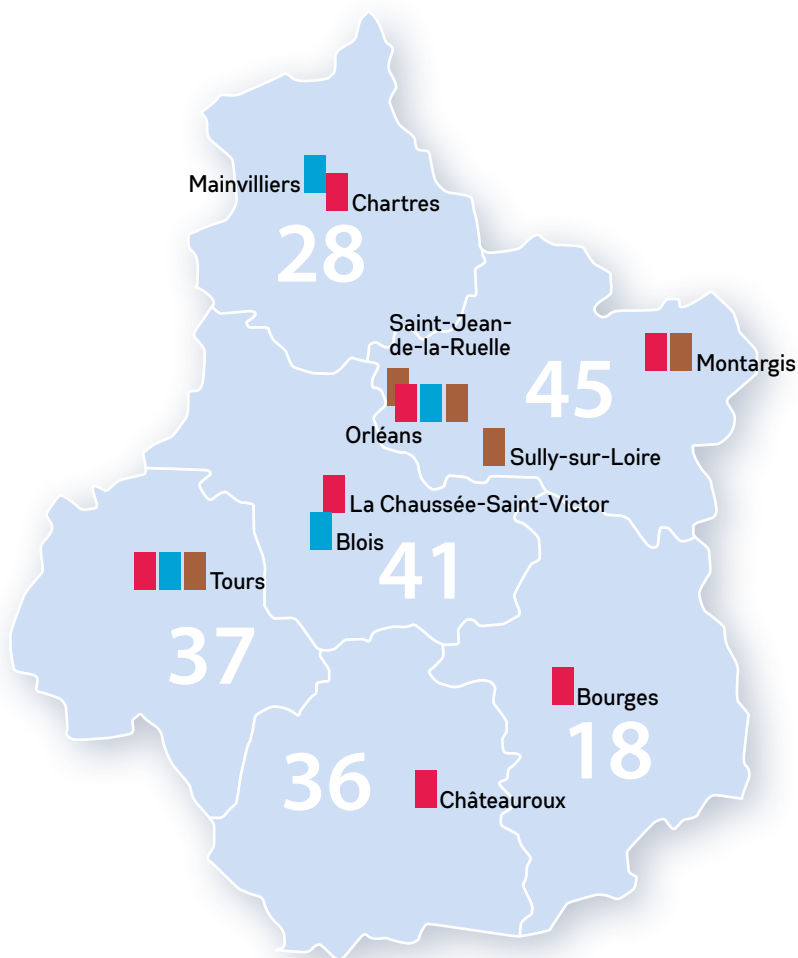




# Action Logement en CENTRE-VAL DE LOIRE

## POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- 3F Centre Val de Loire
- Valloire Habitat



## CHIFFRES CLÉS

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**23 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**4 162**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**29 795**

aides et services attribués\*\*

**27 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**228 M€**

investis pour la production de logements abordables

**723**

logements neufs livrés

**1 765**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**1 030**

misés en chantier

**566**

agrémentés obtenus

### COMITÉ RÉGIONAL

**Président**

Philippe Boille (MEDEF)

**Vice-président**

Pascal Thomas (CFTC)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 32 778 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### FILIALES RÉGIONALES :

**3F Centre Val de Loire**  
12 442 logements

**Valloire Habitat**  
18 648 logements

### FILIALES THÉMATIQUES :

**3F Résidences**  
511 logements

**Foncière Logement**  
831 logements

**ONV**  
264 logements

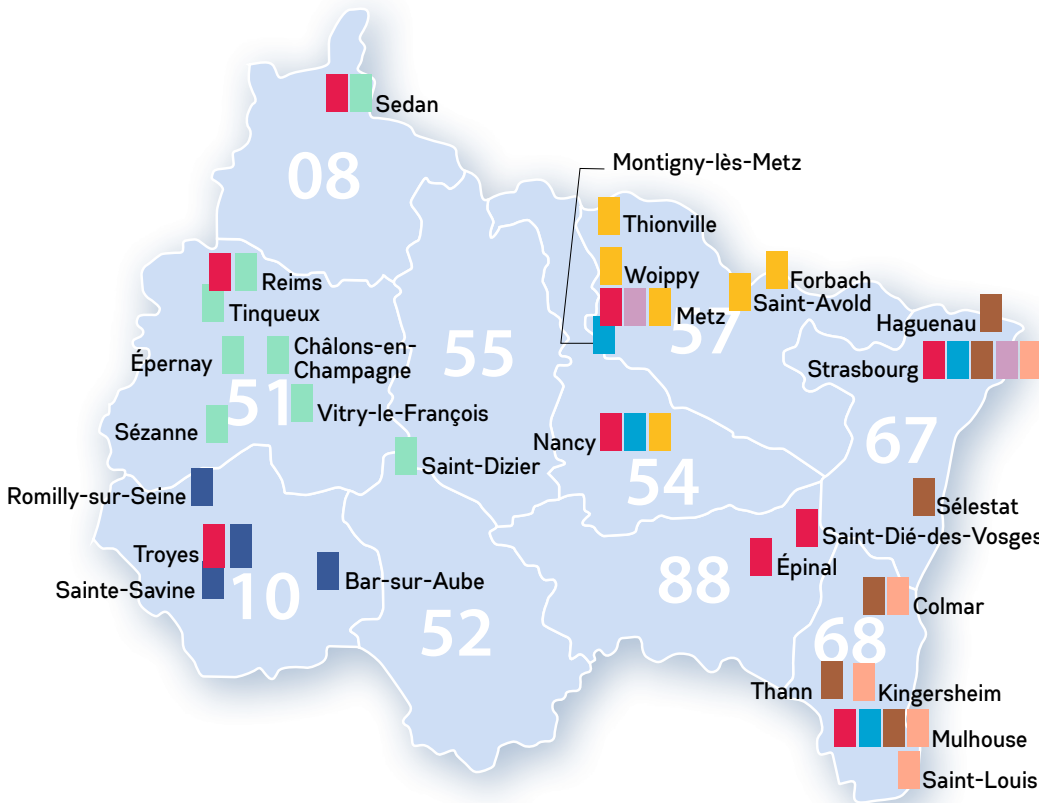




## Action Logement en GRAND EST

### POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- Mon Logis
- 3F Grand Est
- Néolia
- Domial
- Plurial Novilia
- in'li Grand Est
- Vivest



### CHIFFRES CLÉS

#### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**103 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**13 132**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**63 351**

aides et services attribués\*\*

**47 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

#### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**812 M€**

investis pour la production de logements abordables

**1 929**

logements neufs livrés

**3 805**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**3 033**

mises en chantier

**2 724**

agréments obtenus

#### COMITÉ RÉGIONAL

**Président**

Daniel Cerutti (MEDEF)

**Vice-présidente**

Ghislaine Stephann (CGT)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 106 983 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### FILIALES RÉGIONALES :

#### 3F Grand Est

9 060 logements

#### Domial

13 963 logements

#### in'li Grand Est

3 085 logements

#### Mon Logis

12 616 logements

#### Néolia

7 229 logements

#### Plurial Novilia

32 481 logements

#### Vivest

23 843 logements

### FILIALES THÉMATIQUES :

#### 3F Résidences

1 099 logements

#### Énéal

45 logements

#### Foncière Logement

1 477 logements

#### ONV

941 logements

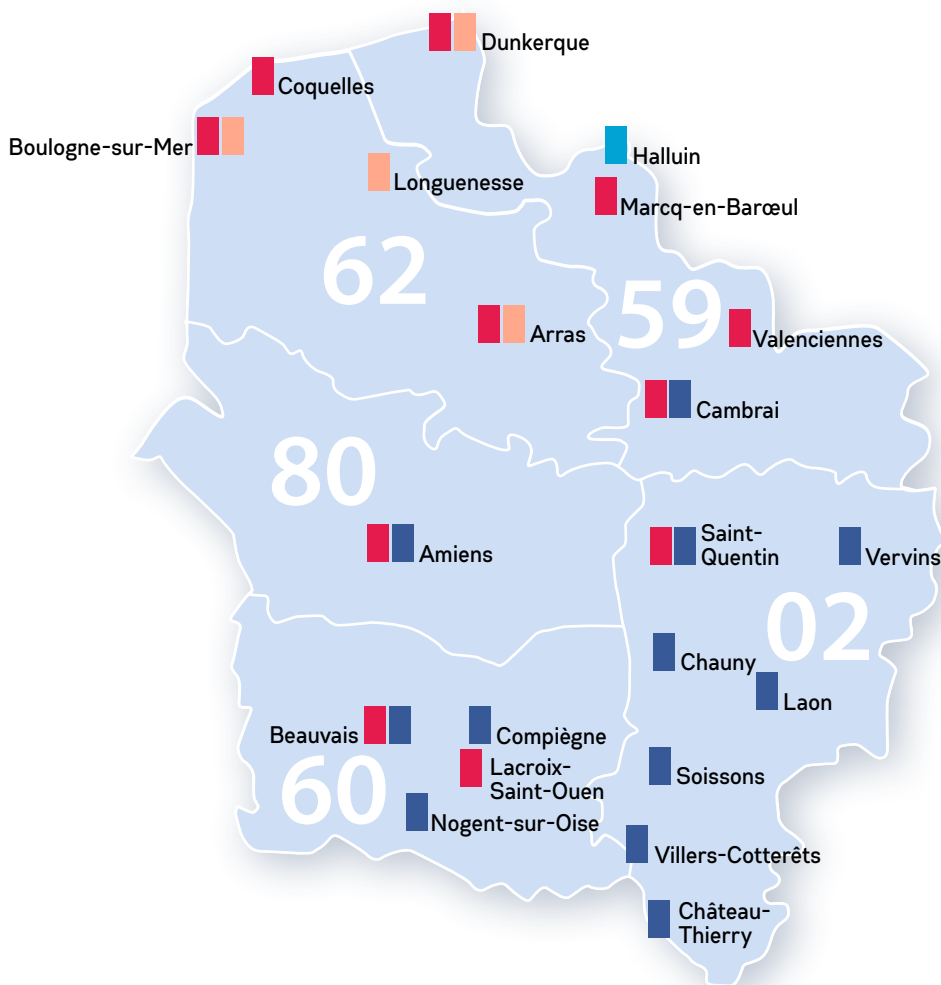




# Action Logement en HAUTS-DE-FRANCE

## POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- Clésence
- 3F Notre Logis
- Flandre opale Habitat



## CHIFFRES CLÉS

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**169 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**12 284**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**62 573**

aides et services attribués\*\*

**53 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**876 M€**

investis pour la production de logements abordables

**2 656**

logements neufs livrés

**2 529**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**3 568**

misés en chantier

**3 085**

agréments obtenus

### COMITÉ RÉGIONAL

**Président**

Roger Thiriet (MEDEF)

**Vice-président**

Nicolas Verhille (FO)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 81 086 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### FILIALES RÉGIONALES :

**3F Notre Logis**  
12 076 logements

**Flandre Opale Habitat**  
18 212 logements

**Clésence**  
44 651 logements

### FILIALES THÉMATIQUES :

**3F Résidences**  
421 logements

**Énéal**  
851 logements

**Foncière Logement**  
1 803 logements

**Foncière de Transformation Immobilière (FTI)**

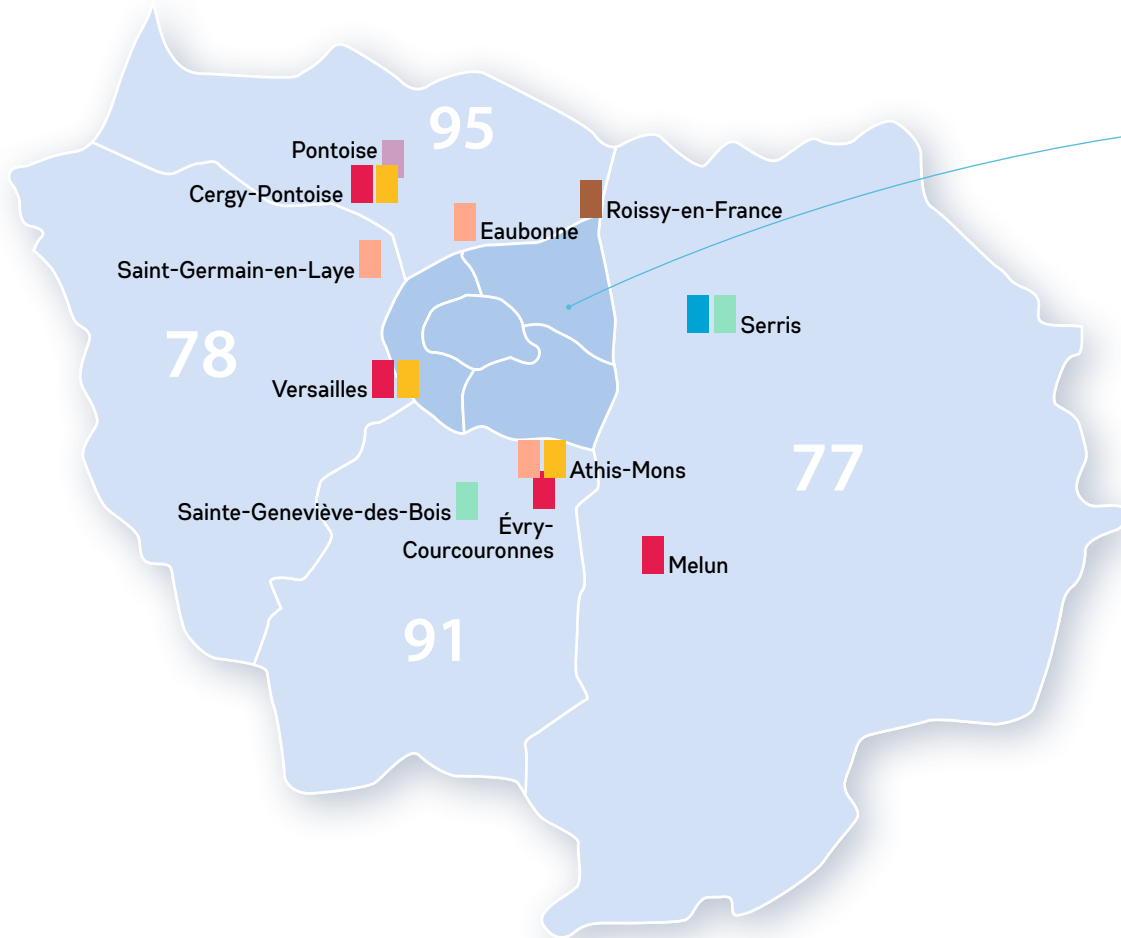
**188 logements** (gérés par 3F Résidences)

**ONV**  
826 logements

# Action Logement en ÎLE-DE-FRANCE

## POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- 3F Seine-et-Marne
- Clésence
- Erigere
- Espacil
- Immobilière 3F
- in'li
- Plurial Novilia
- Seqens
- Seqens Solidarités



## 380 223 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### FILIALES RÉGIONALES :

**3F Seine-et-Marne**  
9 931 logements

**Espacil**  
5 234 logements

**in'li**  
42 845 logements

**SAS APEC Résidence**  
1 004 logements

**Clésence**  
7 312 logements

**Foncière Cronos**  
9 568 logements

**Mon Logis**  
935 logements

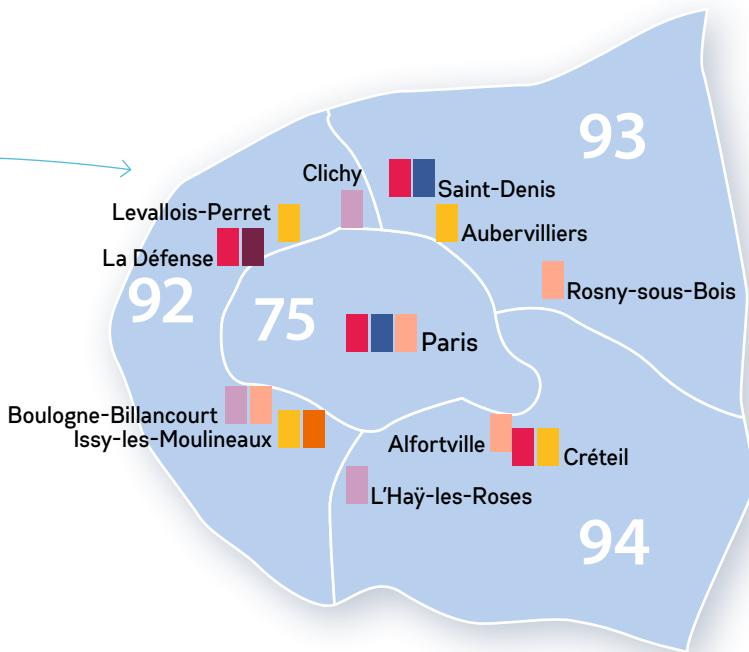
**Seqens**  
97 845 logements

**Erigere**  
17 302 logements

**Immobilière 3F**  
139 324 logements

**Plurial Novilia**  
5 445 logements

**Seqens Solidarités**  
11 778 logements



## CHIFFRES CLÉS

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**428 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**38 073**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**159 067**

aides et services attribués\*\*

**159 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**4 174 M€**

investis pour la production de logements abordables

**10 274**

logements neufs livrés

**14 980**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**12 710**

mises en chantier

**13 256**

agréments obtenus

### COMITÉ RÉGIONAL

**Présidente**

Marie-Christine Oghly (MEDEF)

**Vice-présidente**

Géraldine Carbonell (CFDT)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne ;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement ;

\*\*\* hors Pass GRL.

### FILIALES THÉMATIQUES :

**3F Résidences**  
15 030 logements

**Foncière Logement**  
12 326 logements

**Foncière de Transformation Immobilière (FTI)**  
621 logements

**ONV**  
2 400 logements

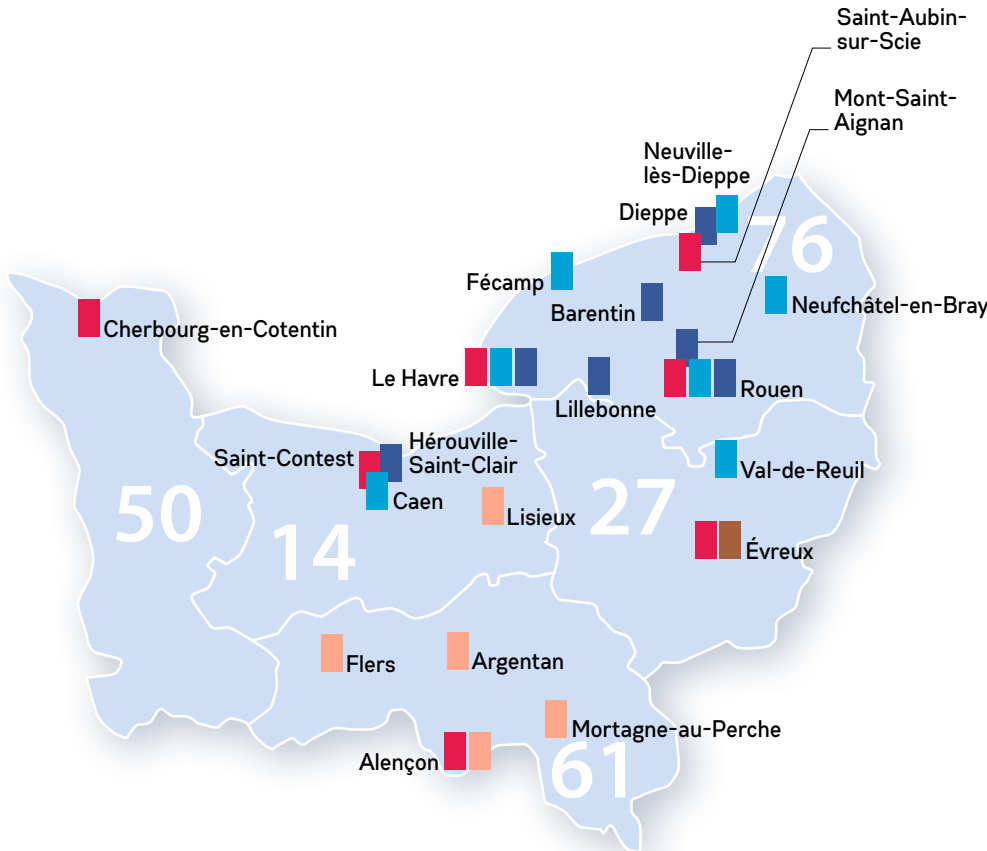




## Action Logement en NORMANDIE

### POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- Logeo Seine
- 3F Normandie
- Logissia
- Logement Familial de l'Eure



### CHIFFRES CLÉS

#### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**57 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**5 904**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**34 142**

aides et services attribués\*\*

**31 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

#### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**483 M€**

investis pour la production de logements abordables

**673**

logements neufs livrés

**2 612**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**1 560**

mis en chantier

**1 551**

agréments obtenus

#### COMITÉ RÉGIONAL

**Président**

Alain Piquet (MEDEF)

**Vice-président**

Régis Belencontre (CFTC)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 67 776 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

#### FILIALES RÉGIONALES :

**3F Normandie**

24 120 logements

**Logeo Seine**

24 575 logements

**Logement Familial de l'Eure**

5 927 logements

**Logissia**

10 572 logements

#### FILIALES THÉMATIQUES :

**3F Résidences**

450 logements

**Foncière Logement**

1 292 logements

**ONV**

601 logements

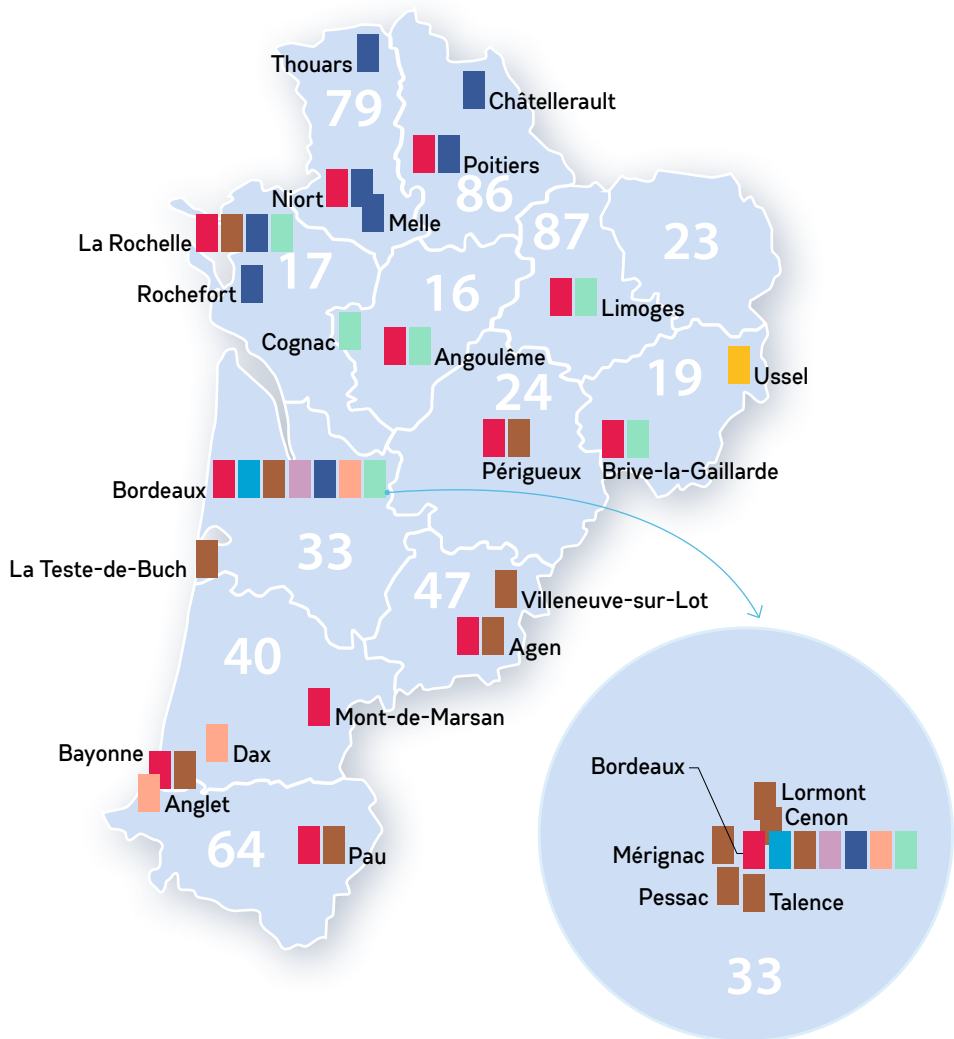




# Action Logement en NOUVELLE-AQUITAINE

## POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- Immobilière Atlantic Aménagement
- Clairsienne
- in'li Sud-Ouest
- Domofrance
- Noalis
- Énéal
- COPROD



## CHIFFRES CLÉS

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**60 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**9 175**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**59 510**

aides et services attribués\*\*

**51 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**837 M€**

investis pour la production de logements abordables

**2 823**

logements neufs livrés

**1 718**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**3 870**

mises en chantier

**4 232**

agréments obtenus

### COMITÉ RÉGIONAL

**Président**

Jérôme Cohade (MEDEF)

**Vice-présidente**

Valérie Pujol (FO)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 99 502 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### FILIALES RÉGIONALES :

**Clairsienne**  
15 593 logements

**COPROD**  
805 logements

**Domofrance**  
41 632 logements

**Immobilière Atlantic Aménagement**  
19 119 logements

**in'li Sud-Ouest**  
1 578 logements

**Noalis**  
10 838 logements

### FILIALES THÉMATIQUES :

**3F Résidences**  
467 logements

**Énéal**  
5 939 logements

**Foncière Logement**  
2 755 logements

**ONV**  
723 logements

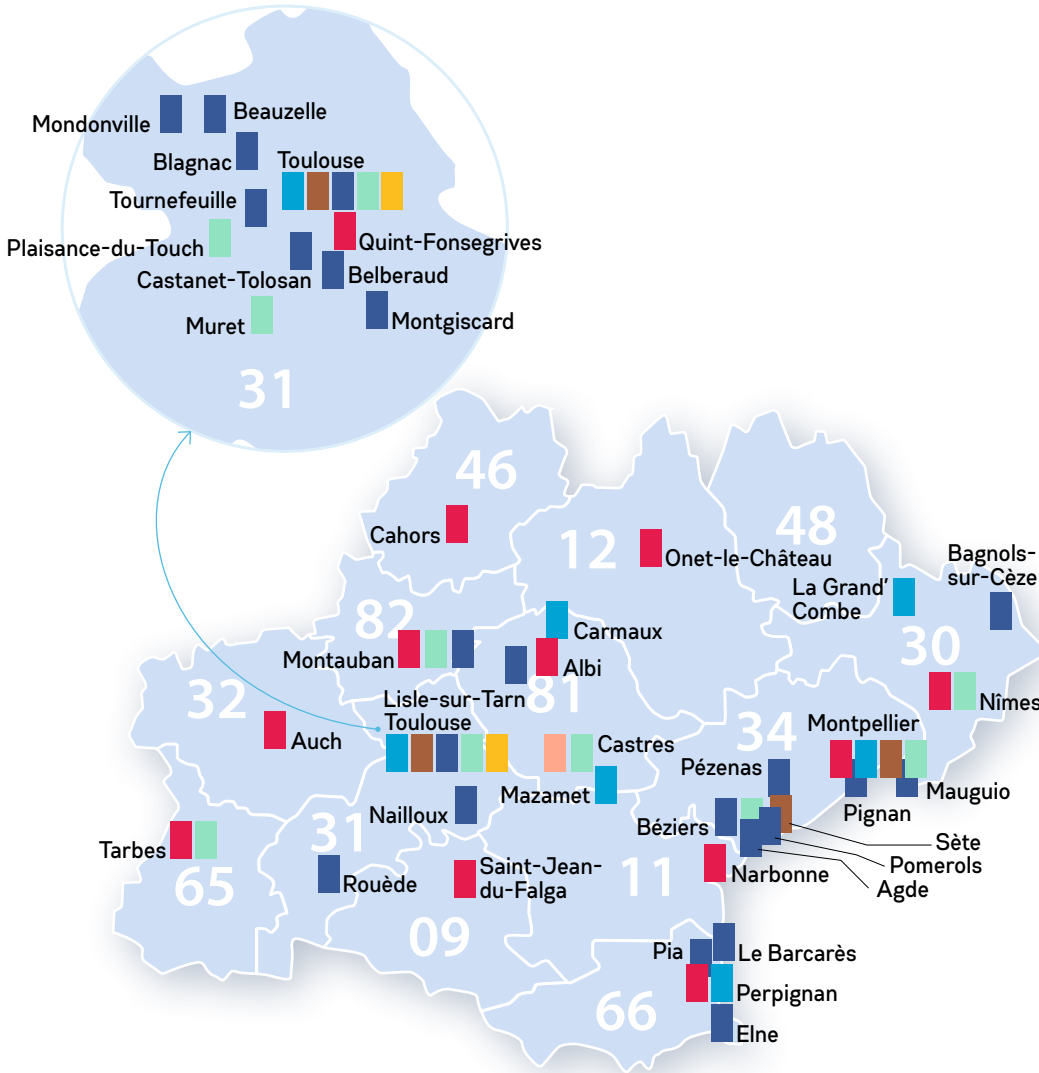




# Action Logement en OCCITANIE

## POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- 3F Occitanie
- in'li Sud-Ouest
- La Cité Jardins
- Maisons Claires
- Promologis
- Izysyndic



## CHIFFRES CLÉS

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**71 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**11 017**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**75 998**

aides et services attribués\*\*

**70 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**729 M€**

investis pour la production de logements abordables

**2 974**

logements neufs livrés

**1 780**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**3 739**

mises en chantier

**2 688**

agréments obtenus

### COMITÉ RÉGIONAL

**Président**

Guy Durand (MEDEF)

**Vice-présidente**

Alexia Cailloux (CFE-CGC)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;  
 \*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;  
 \*\*\* hors Pass GRL.

## 58 351 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### FILIALES RÉGIONALES :

**3F Occitanie**

9 692 logements

**In'li Sud-Ouest**

4 409 logements

**La Cité Jardins**

7 919 logements

**Maisons Claires**

1 033 logements

**Promologis**

31 269 logements

### FILIALES THÉMATIQUES :

**3F Résidences**

737 logements

**Foncière Logement**

2 303 logements

**ONV**

749 logements

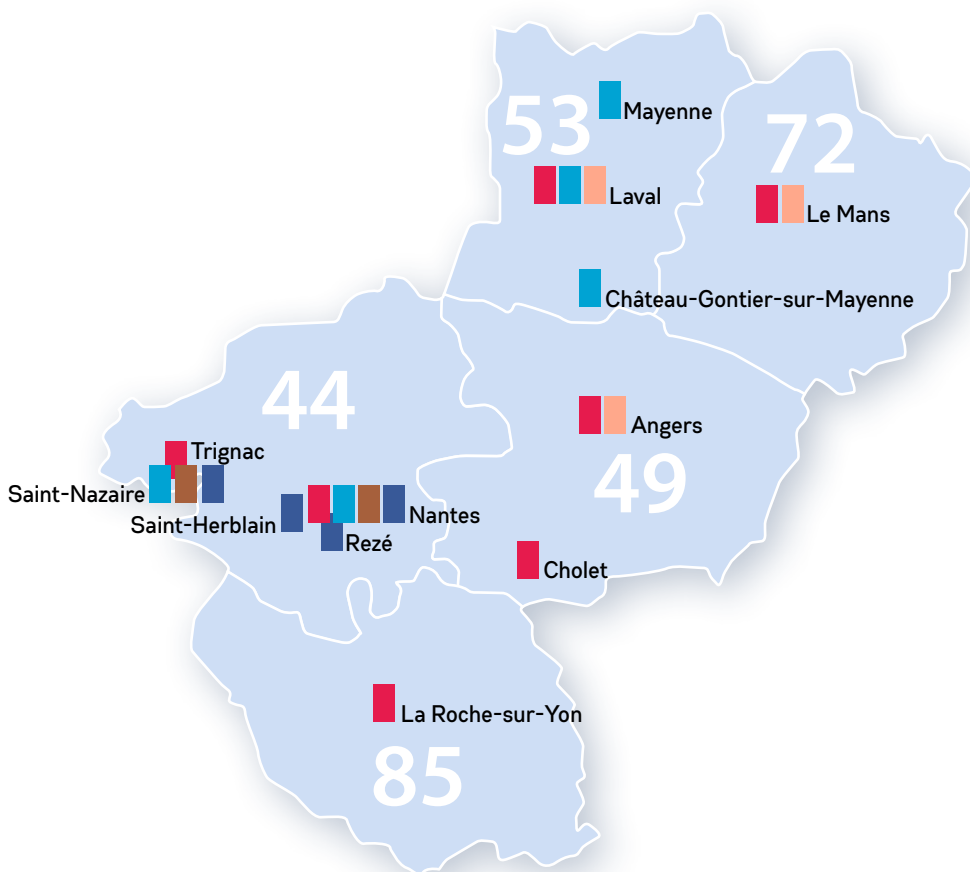




# Action Logement en PAYS DE LA LOIRE

## POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- La Nantaise d'Habitations
- Coop Logis
- Podeliha
- Espacil



## CHIFFRES CLÉS

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**59 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**12 029**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**49 651**

aides et services attribués\*\*

**53 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**351 M€**

investis pour la production de logements abordables

**780**

logements neufs livrés

**1111**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**1595**

mises en chantier

**1536**

agréments obtenus

### COMITÉ RÉGIONAL

**Président**

Régis Rousseau (MEDEF)

**Vice-président**

Pascal Vrignaud (CFDT)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 44 100 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### FILIALES RÉGIONALES :

**Espacil**  
1 253 logements

**Podeliha**  
27 041 logements

**La Nantaise d'Habitations**  
13 918 logements

### FILIALES THÉMATIQUES :

**Foncière Logement**  
1 621 logements

**ONV**  
62 logements

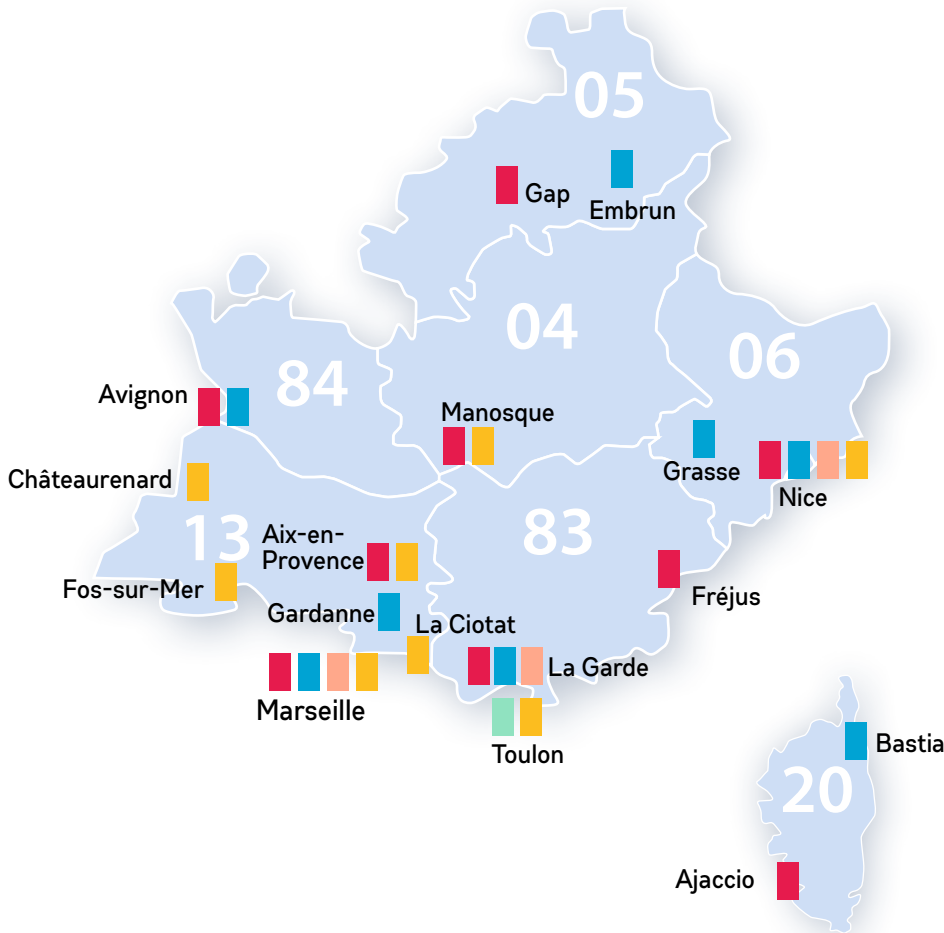




# Action Logement en PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR - CORSE

## POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- 3F Sud
- in'li Paca
- Proletazur
- Unicil



## CHIFFRES CLÉS

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**107 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**10 142**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**65 732**

aides et services attribués\*\*

**49 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**1280 M€**

investis pour la production de logements abordables

**1745**

logements neufs livrés

**1532**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**5 214**

mises en chantier

**4 899**

agréments obtenus

### COMITÉ RÉGIONAL

**Présidente**

Clarisse Bainvel (MEDEF)

**Vice-présidente**

Martine Corso (FO)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 57 678 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### FILIALES RÉGIONALES :

**3F Sud**  
11 725 logements

**Unicil**  
32 611 logements

**in'li Paca**  
5 675 logements

### FILIALES THÉMATIQUES :

**3F Résidences**  
1 417 logements

**Foncière Logement**  
4 827 logements

**Énéal**  
257 logements

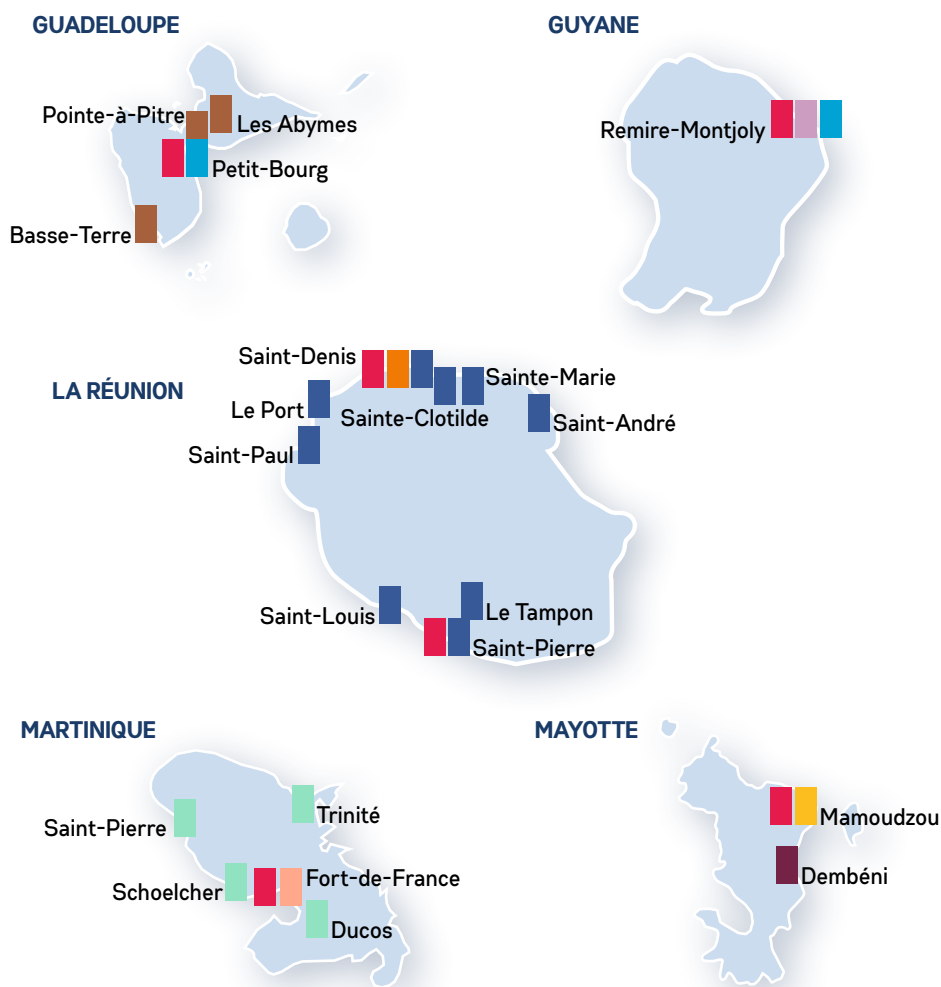
**ONV**  
710 logements



# Action Logement en DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE-MER

## POINTS D'ACCUEIL :

- Action Logement Services
- SHLMR
- AtriOM (Guichet Unique)
- Martinique Habitat (Guichet Unique)
- Sikoa
- Ozanam
- SIFAG
- Mayotte Habitat (Guichet Unique)
- Réunion Habitat (Guichet Unique)
- AL'MA



## CHIFFRES CLÉS

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET DE SERVICES

**177 M€**

investis pour la production de logements abordables\*

**2 708**

ménages logés (y compris solutions d'hébergement)

**9 825**

aides et services attribués\*\*

**13 M€**

d'aides et de services auprès des salariés des entreprises\*\*\*

### ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

**250 M€**

investis pour la production de logements abordables

**949**

logements neufs livrés

**1 538**

réhabilitations (résidentialisations comprises)

**1 136**

mises en chantier

**1 248**

agréments obtenus

### COMITÉS TERRITORIAUX

#### GUADELOUPE

##### Président

Jacques Fayel (MEDEF)

##### Vice-président

Alain Benjamin (CFE-CGC)

#### GUYANE

##### Présidente

Thara Govindin (MEDEF)

##### Vice-président

Christian Dorvilma (FO)

#### LA RÉUNION

##### Président

Gilles Waro (MEDEF)

##### Vice-président

Gilbert Hoarau (CFDT)

#### MARTINIQUE

##### Président

Alain Coridon (MEDEF)

##### Vice-président

Éric Picot (CFDT)

#### MAYOTTE

##### Président

Nizar ASSANI HANAFFI (MEDEF)

##### Vice-président

Mohamed Soilihi AHMED FADUL (CFDT)

\* hors dotations en fonds propres et hors Prêts habitat indigne;

\*\* dont Visale, hors contacts conseil en financement;

\*\*\* hors Pass GRL.

## 48 427 LOGEMENTS ABORDABLES DONT :

### EN GUADELOUPE

#### Sikoa

7 400 logements

#### Foncière Logement

89 logements

### EN MARTINIQUE

#### Ozanam

11 280 logements

#### Foncière Logement

35 logements

### À MAYOTTE

#### AL'MA

14 logements

### À LA RÉUNION

#### SHLMR

29 264 logements

#### Foncière Logement

229 logements

### ONV

116 logements



**ActionLogement**   
RECONNU D'UTILITÉ SOCIALE